



Rapport annuel 2017

Catalogue no.: QP-AA-18-001-FR-N
ISBN: 978-92-9490-221-4
ISSN: 2443-6534
DOI: 10.2812/89842

Table des matières

Avant-propos	6
Résumé	8
À propos d'Eurojust	12
Chapitre 1 Eurojust au travail	15
1.1 Réunions de niveaux I et II d'Eurojust.....	15
1.2 Réunions de coordination.....	17
1.3 Centres de coordination	20
1.4 Eurojust et les équipes communes d'enquête	21
Chapitre 2 Dossiers traités par Eurojust	27
Introduction	27
2.1 Terrorisme.....	30
2.2 Cybercriminalité.....	35
2.3 Trafic de migrants	39
2.4 TEH	42
Chapitre 3 Défis et bonnes pratiques	47
Introduction	47
3.1 Chiffrement.....	47
3.2 Conservation de données	49
3.3 Mandat d'arrêt européen	49
3.4 Décision d'enquête européenne	52
3.5 Recommandations conjointes	55
PRIORITÉ DE L'ANNÉE	58
Évaluation des ECE	58
Chapitre 4 Coopération d'Eurojust avec les États tiers	62
Projecteur sur le procureur de liaison pour la Norvège	67
Chapitre 5 Eurojust et les réseaux de praticiens	68
5.1 RJE	68
5.2 Réseau ECE.....	69
5.3 Réseau génocide	70
5.4 EJC�.....	70
5.5 Forum consultatif.....	71
Chapitre 6 Personnel et budget.....	73

Chapitre 7	Avancées et défis clés au niveau organisationnel.....	74
------------	---	----

Figures

Dossiers 2002 - 2017
Dossiers bilatéraux/multilatéraux 2013 - 2017
Dossiers bilatéraux/multilatéraux
États membres requérants/requis
Réunions de coordination
États tiers, partenaires de coopération et organisations internationales impliquées dans les réunions de coordination
Centres de coordination
ECE soutenues par Eurojust, y compris les principales infractions
Participation des pays aux ECE
Dossiers relevant de l'article 13
Dossiers Eurojust par domaines de criminalité
Dossiers par procureur de liaison 2013 – 2017
Dix premiers États tiers impliqués dans les dossiers Eurojust
États tiers, partenaires de coopération et organisations internationales impliqués dans les dossiers Eurojust
Dossiers MAE

Acronymes et abréviations

CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CJM	Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité
CMS	Système de gestion des dossiers
MAE	Mandat d'arrêt européen
EC3	Centre européen de lutte contre la cybercriminalité
ECTC	Centre européen de lutte antiterroriste
DEE	Décision d'enquête européenne
EJCN	Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité
RJE	Réseau judiciaire européen
REFJ	Réseau européen de formation judiciaire
EMPACT	Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles
SNCE	Système national de coordination d'Eurojust
PE	Parquet européen
CTE	Combattant terroriste étranger
ECE	Équipe commune d'enquête
OCC	Dispositif permanent de coordination (On-Call Coordination)
OC	Organisation criminelle
PIF	Protection des intérêts financiers de l'Union européenne
TCM	Registre des condamnations pour terrorisme
TEH	Traite des êtres humains

Décision du Conseil portant sur Eurojust

La décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la grande criminalité, modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust, sera ci-après dénommée « décision Eurojust ». Une [version consolidée](#) de la décision a été élaborée par le Secrétariat général du Conseil uniquement à titre informatif.

Les statistiques incluses dans ce rapport sur les dossiers traités par Eurojust ont été produites sur la base des données contenues dans le système de gestion des dossiers (CMS) d'Eurojust. Les données numériques ont été extraites les 3 et 31 janvier 2018 et reflètent les informations disponibles à ce moment-là. La nature évolutive des dossiers peut donner lieu à d'éventuelles divergences avec les chiffres rapportés précédemment.

Les publications et les documents de présentation graphique d'Eurojust sont disponibles sur [notre site Web](#).

Avant-propos

Dans un monde complexe, marqué par l'évolution des contextes politiques et législatifs et la croissance des menaces pesant sur la sécurité, jamais la nécessité de maintenir l'unité n'a été aussi forte. De plus en plus, Eurojust concentre ses efforts en ce sens par la création et le renforcement de partenariats avec tous les États membres et l'ensemble des institutions, organes et agences de l'Union européenne afin d'assurer la sécurité et l'accès à la justice pour tous les citoyens européens.

Pour Eurojust, 2017 a été une année riche en accomplissements et en changements importants.

Les nouveaux membres de la Présidence du Collège ont été élus et un nouveau directeur administratif a été désigné. La mise en œuvre d'une nouvelle structure organisationnelle pour l'Administration et la simplification des sous-structures du Collège et des processus décisionnels ont constitué les dernières étapes d'une réforme institutionnelle engagée pour renforcer la solidité, l'efficacité et la pérennité d'Eurojust. L'agence est désormais plus à même de remplir sa mission, à savoir offrir un toit européen aux milliers de procureurs et forces de police et de gendarmerie qui travaillent d'arrache-pied — chaque jour et partout en Europe — à contrer toutes les formes de criminalité, en particulier dans les domaines suivants, considérés comme prioritaires : le terrorisme, la cybercriminalité, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

Les nouveaux locaux d'Eurojust ont accueilli quelque 4 400 représentants des autorités judiciaires et policières — un chiffre record — venus solliciter un soutien pour surmonter des problèmes juridiques et pratiques impactant leurs poursuites et enquêtes, ainsi que pour négocier et convenir avec leurs homologues étrangers d'une stratégie commune en vue de démanteler les réseaux criminels. Eurojust a collaboré avec ces milliers de procureurs et de policiers dans plus de 2 600 enquêtes criminelles et poursuites pénales, dont la plupart étaient très complexes. Il s'agit du plus grand nombre de dossiers jamais enregistré auprès d'Eurojust. Plus de 8 000 praticiens ont visité nos locaux à la recherche de réponses, de bonnes pratiques et d'inspiration dans le domaine de la coopération judiciaire. Tous se sont rendus auprès d'Eurojust pour s'assurer que la justice et la sécurité soient apportées aux citoyens européens.

Bien que beaucoup de choses aient changé en 2017, les valeurs fondamentales d'Eurojust sont restées les mêmes. Nos accomplissements passés, présents et futurs reposent fortement sur la confiance, la coopération et le partenariat.

En effet, le partenariat avec les autorités nationales et les praticiens constitue la clé de voûte de notre travail. Eurojust a renforcé ses relations avec l'EJCN et a continué d'accueillir et de soutenir le travail des secrétariats du RJE (le plus grand réseau de points de contact judiciaires dans le monde), du Réseau ECE (une structure unique qui offre un support légal, financier et logistique aux enquêtes transfrontalières des ECE) et du Réseau génocide (un forum unique regroupant les autorités nationales, les praticiens, les ONG et les décideurs impliqués dans des enquêtes et des poursuites en matière de criminalité internationale majeure). De plus, Eurojust a poursuivi son partenariat de longue date avec le Forum consultatif.

La criminalité ne connaît pas de frontières, d'où l'importance capitale d'une coopération avec les États tiers. Depuis sa création, Eurojust a étendu son réseau de points de contact judiciaires dans les États tiers à un total de 42 pays, et ce nombre pourrait encore augmenter dans les prochains mois. Par ailleurs, Eurojust a le privilège d'accueillir dans ses locaux les procureurs de liaison du Monténégro, de la Norvège, de la Suisse et des États-Unis. Ils constituent une partie indispensable de la famille élargie d'Eurojust et aident efficacement les autorités nationales à améliorer la coopération judiciaire avec leurs homologues à l'extérieur des frontières de l'UE.

Finalement, notre travail et les succès remportés ne sont possibles que grâce à la confiance que nous témoignent les États membres, les institutions européennes et les citoyens de l'UE. Cette confiance nous est précieuse, et nous sommes résolus à démontrer, jour après jour, que celle-ci est justifiée et méritée.

Ladislav HAMRAN

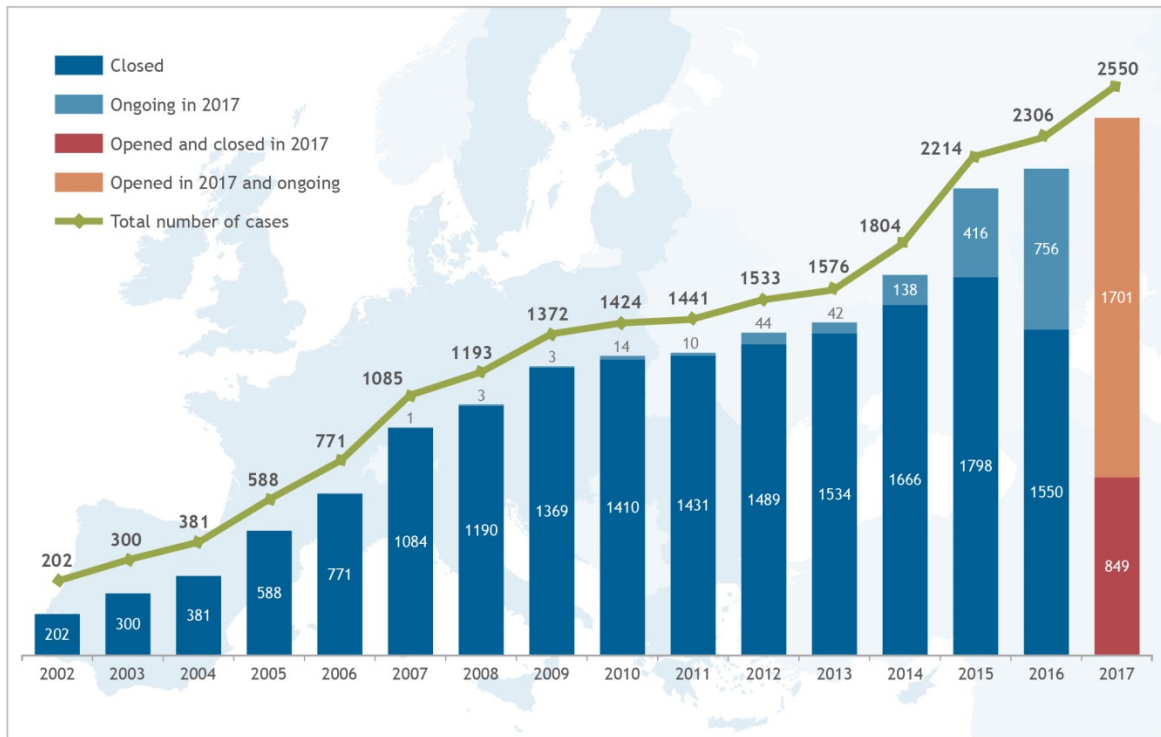
Président

Résumé

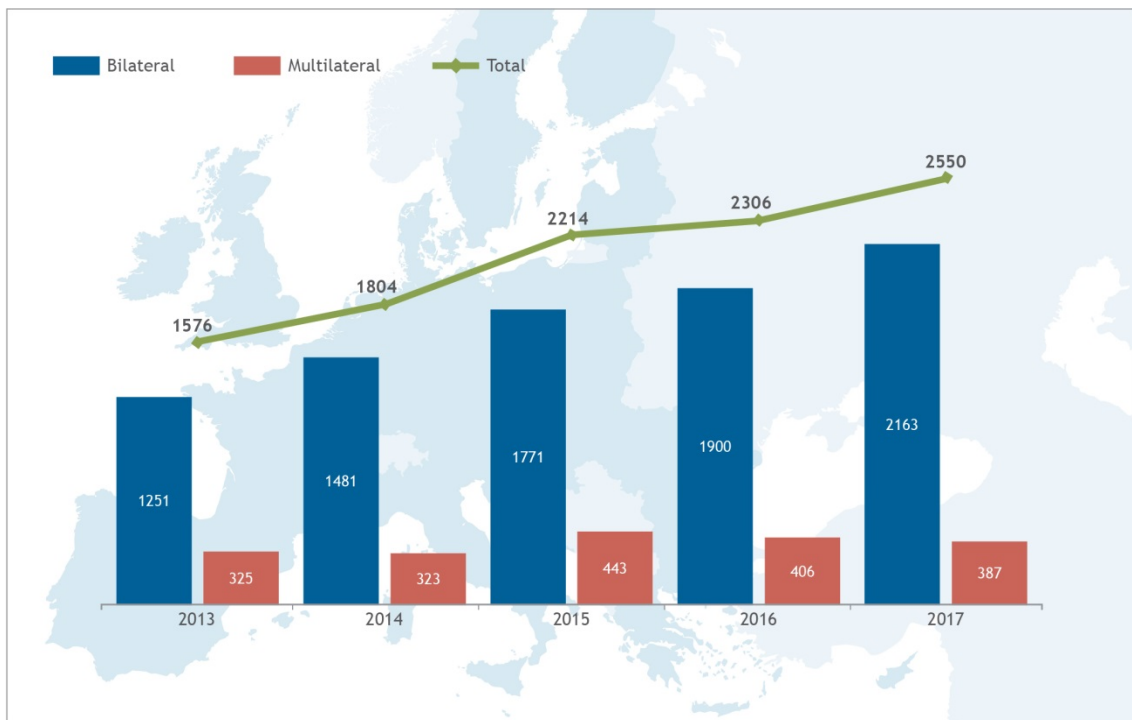
- Le **nombre de dossiers** pour lesquels les États membres ont demandé l'assistance d'Eurojust a augmenté de 10,6 pour cent, passant de 2 306 en 2016 à 2 550 en 2017. Les **États tiers** ont été impliqués dans 258 enquêtes.
- Eurojust a organisé 302 **réunions de coordination**, soit une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2016. Les **États tiers** et **Europol** ont été impliqués respectivement dans 61 et 108 réunions de coordination.
- Eurojust a organisé 17 **centres de coordination**, dont 7 avec la participation d'Europol et 5 avec celle d'**États tiers**.
- Eurojust a soutenu 200 **ECE**, soit une augmentation de 35 pour cent par rapport à 2016, parmi lesquelles 87 nouvelles équipes. Une augmentation de l'implication des **États tiers** a été observée dans 21 ECE (dont 11 nouvelles). Le nombre d'**ECE** a augmenté dans les domaines du terrorisme, de la TEH et de la fraude.
- Eurojust a **soutenu financièrement** 128 **ECE**, soit une augmentation de 42 pour cent par rapport à 2016. En outre, 9 États tiers ont pris part à des ECE bénéficiant d'un financement.
- Eurojust a offert son assistance dans l'**exécution de MAE** à 320 reprises et a formulé 9 **recommandations conjointes**.
- Eurojust s'est penchée sur plusieurs obstacles juridiques et pratiques liés au chiffrage, à la rétention de données et au MAE. En 2017, Eurojust a conseillé pour la première fois les autorités nationales en ce qui concerne la décision d'enquête européenne.
- La section Priorité de l'année se penche sur l'expérience d'Eurojust auprès des ECE. Les conclusions figurent dans le *Deuxième rapport d'évaluation des ECE* publié par Eurojust et le Réseau ECE.
- Autres **publications** d'Eurojust :
 - *Recueil des condamnations pour terrorisme*
 - *Cinquième rapport sur les combattants terroristes étrangers*
 - *Manuel CBRN-E*
 - *Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité*
 - *Document commun Eurojust-Europol sur les défis communs dans la lutte contre la cybercriminalité*
 - *Rapport d'évaluation final sur le plan d'action d'Eurojust contre la TEH de 2012 à 2016*
 - *Rapport sur la rétention des données*
 - *Rapport sur le MAE et les conditions carcérales*
 - *Rapport relatif aux dossiers Eurojust sur le MAE (2014-2016)*
 - *Jurisprudence de la CJUE concernant le MAE*
 - *Note d'information sur l'arrêt Petruhhin*
 - *Rapport sur les dossiers concernant la prévention et la résolution des conflits de compétence*
 - *Principe de ne bis in idem dans la jurisprudence de la CJUE*
 - *Note Eurojust-RJE sur les « dispositions correspondantes » et sur le régime juridique applicable dans le cadre du retard dans la transposition de la directive relative à la décision d'enquête européenne*
- Eurojust dispose de quatre **procureurs de liaison**, détachés de Norvège, des États-Unis, de Suisse et du Monténégro. Le **nombre de dossiers** enregistrés par les procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust est de 148 en 2017. Le présent rapport contient une entrevue avec le procureur de liaison norvégien.
- Les **accords de coopération** signés avec l'Ukraine et le Monténégro sont entrés en vigueur. Eurojust a signé un protocole d'accord avec l'agence eu-LISA et une lettre d'accord avec le SEAE. Le **réseau mondial de points de contact judiciaires dans les États tiers** d'Eurojust s'étend actuellement à 42 pays.

- Eurojust a travaillé en étroite collaboration avec les trois réseaux hébergés dans ses locaux, à savoir le RJE, le Réseau ECE et le Réseau génocide. Eurojust a organisé deux réunions de l'EJCN et une réunion du Forum consultatif.
- Eurojust a pris possession de ses nouveaux locaux le 24 mars, et a emménagé le 3 juillet.
- En 2017, **Eurojust** a bénéficié d'un **budget** de 48 689 237 euros. L'exécution du budget a atteint 99,97 pour cent.
- Le rapport se penche sur les avancées organisationnelles d'Eurojust, ainsi que sur les principaux défis à relever. Le Collège a également adopté la Stratégie pluriannuelle 2019-2021.

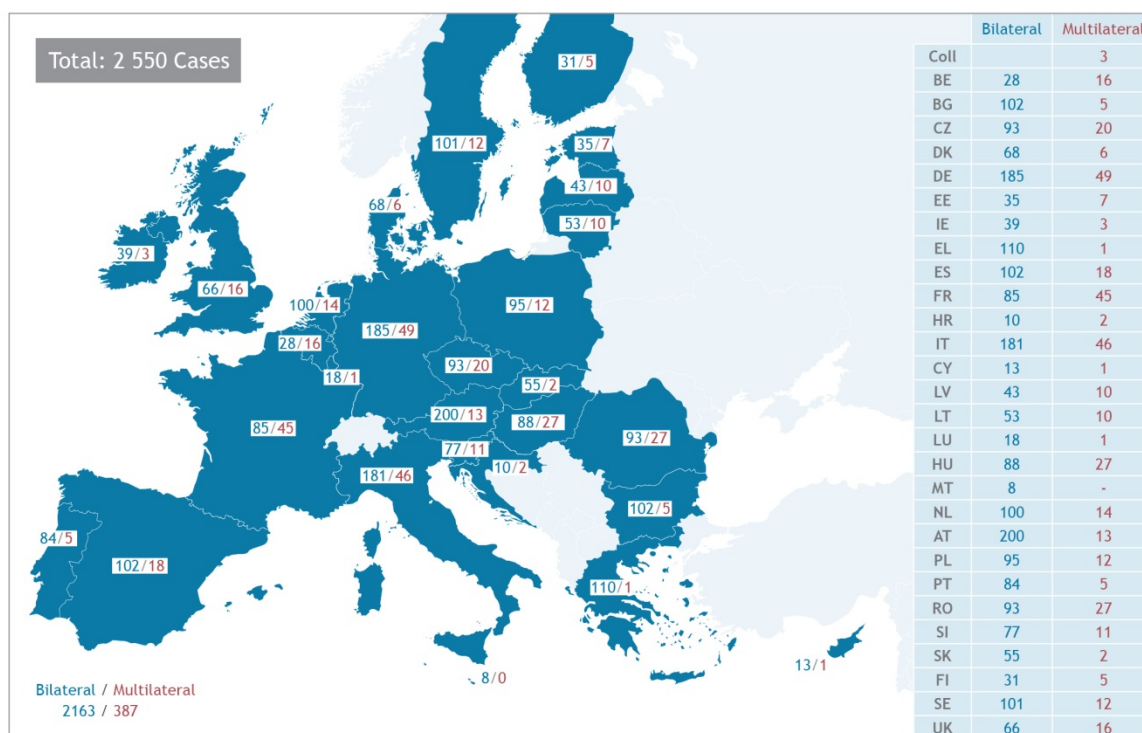
Casework 2002 - 2017



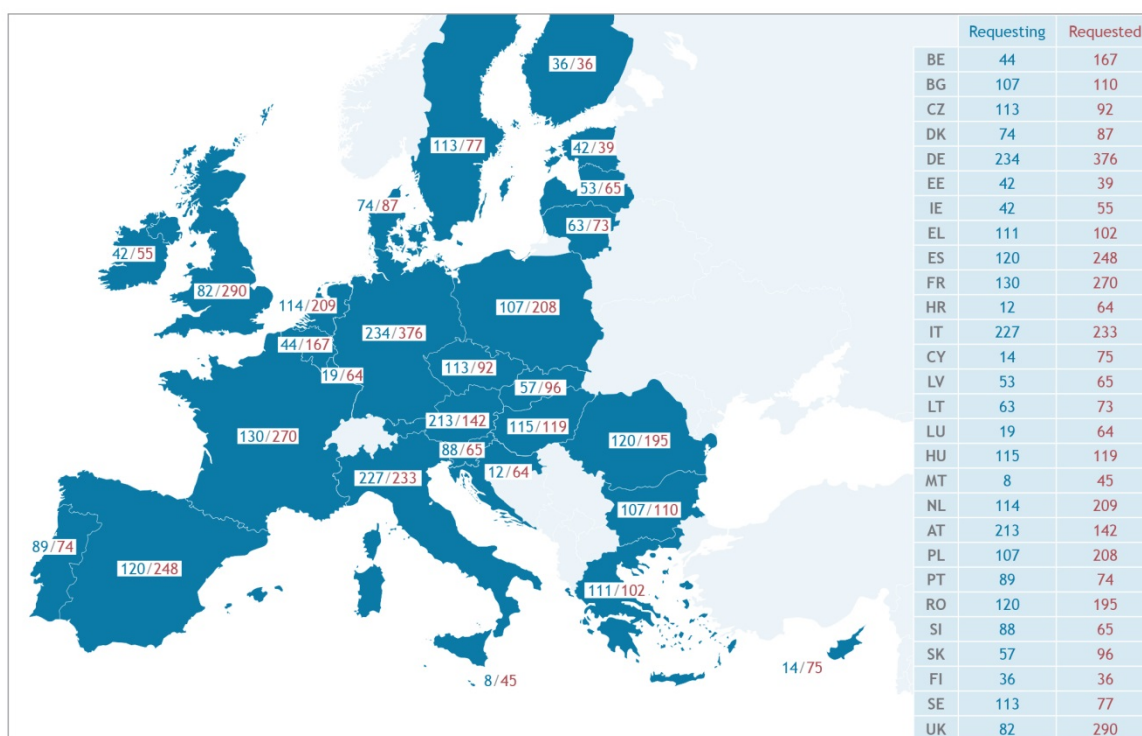
Bilateral/multilateral cases 2013 - 2017



Bilateral/multilateral cases



Requesting/requested Member States

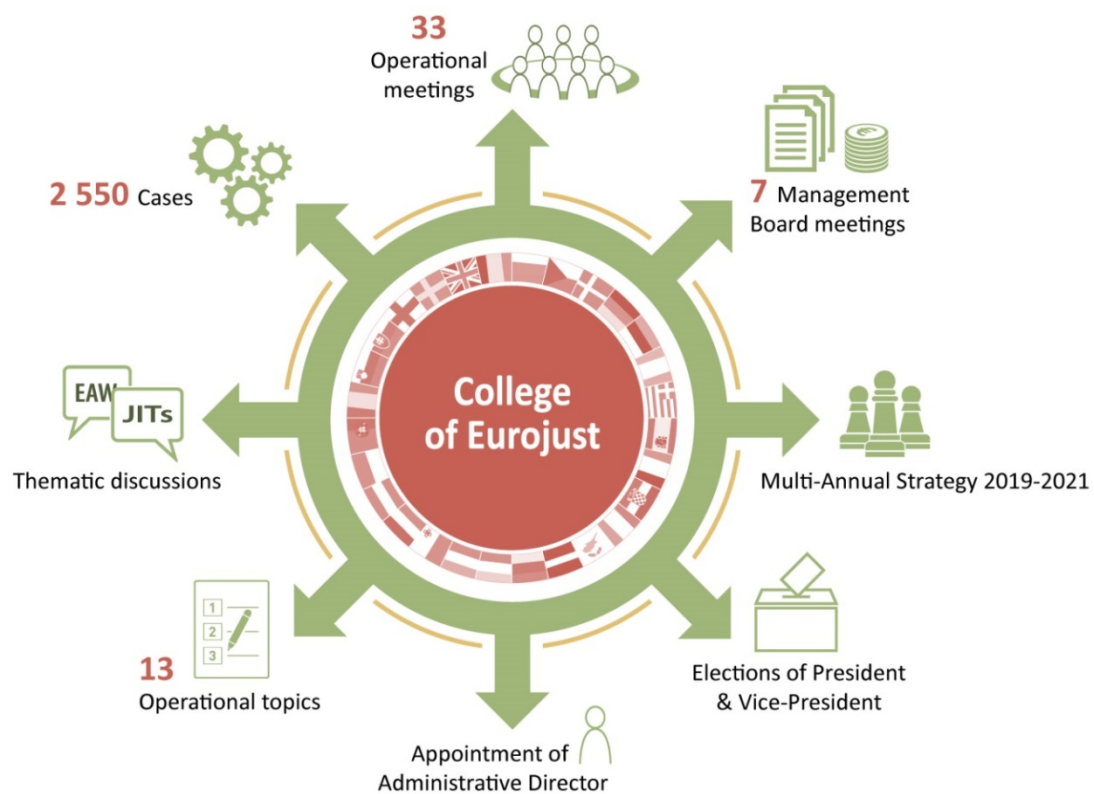


À propos d'Eurojust

Quoi ? Eurojust est l'agence de coopération judiciaire de l'Union européenne. Créée en 2002, elle a pour mission de stimuler et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites ainsi que la coopération entre les autorités judiciaires compétentes des États membres en matière de grande criminalité transfrontalière, particulièrement lorsque celle-ci est organisée. À la requête d'un État membre, Eurojust peut également apporter son soutien à des enquêtes et des poursuites concernant un État membre en particulier et un État non membre si un accord de coopération a été conclu entre ce dernier et Eurojust, ou si une telle assistance présente un intérêt essentiel. À la requête d'un État membre ou de la Commission, Eurojust peut aussi apporter son soutien aux enquêtes ou poursuites concernant uniquement cet État.

Qui ? Le Collège d'Eurojust compte 28 membres nationaux, qui sont des procureurs et des juges détachés par chaque État membre. Les membres nationaux sont basés au siège d'Eurojust à La Haye. La plupart des membres nationaux sont assistés dans leurs fonctions par un adjoint et/ou un ou plusieurs assistants. De plus, des procureurs de liaison venant de Norvège, de Suisse, des États-Unis et du Monténégro sont actuellement en poste à Eurojust. L'administration d'Eurojust soutient le Collège dans son travail opérationnel et lorsqu'il agit comme Conseil de gestion d'Eurojust.

Comment ? Les rôles et pouvoirs fondamentaux d'Eurojust impliquent de répondre aux demandes d'assistance émanant des autorités nationales compétentes des États membres. En contrepartie, Eurojust peut demander aux États membres de lancer une enquête ou des poursuites sur des faits précis. Les membres nationaux d'Eurojust exercent leur mandat pour coordonner le travail des autorités nationales à chaque étape de l'enquête ou des poursuites. Eurojust dirige ses réunions sur les dossiers selon trois niveaux.



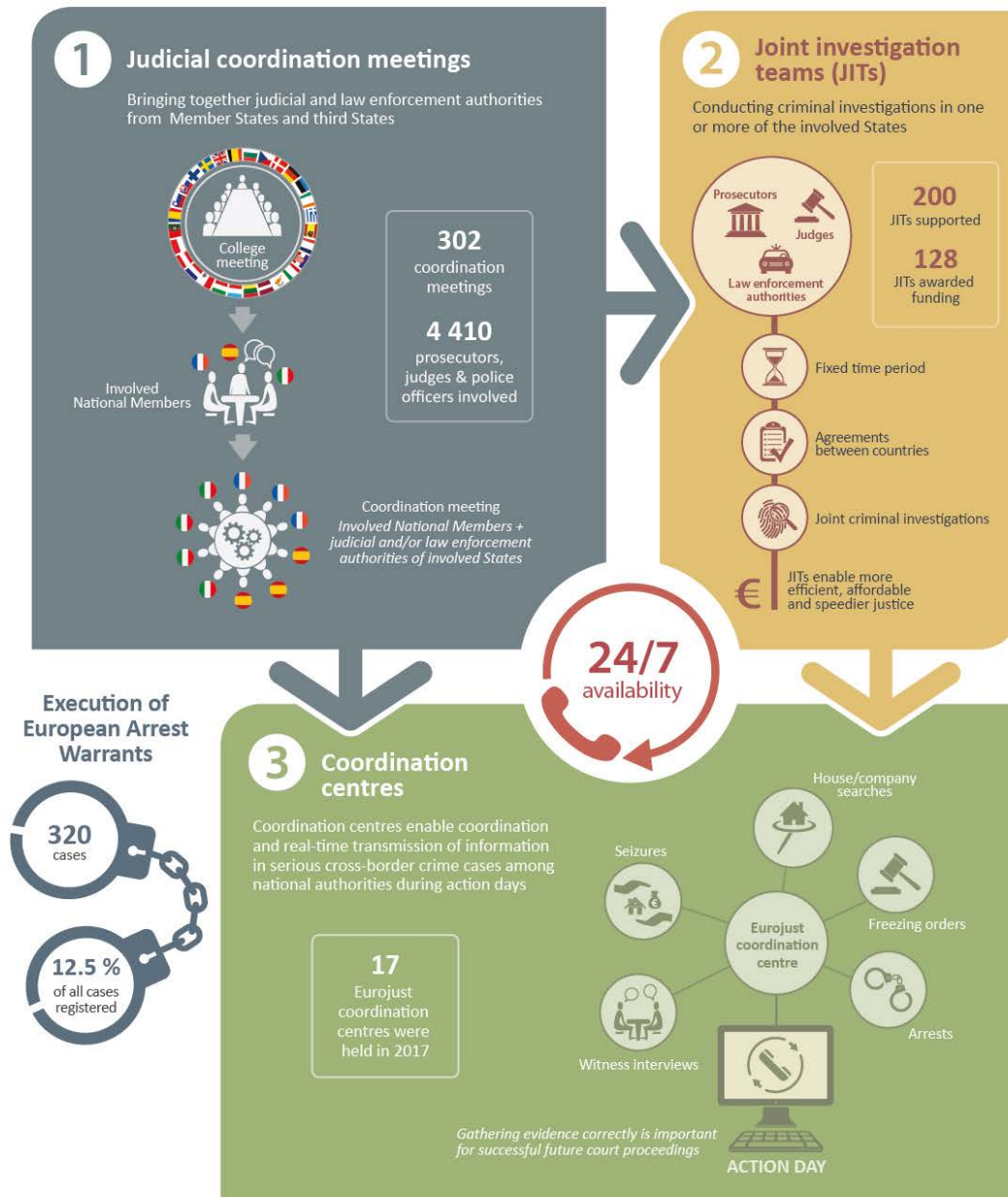
Eurojust case cycle



* May also occur at different stages of the cycle

EUROJUST AT WORK IN 2017

Eurojust's core business is to assist EU Member States' competent authorities in dealing with serious cross-border organised crime



Chapitre 1 Eurojust au travail

1.1 Réunions de niveaux I et II d'Eurojust

Sur proposition d'un membre national, le Collège se prononce lors de ses réunions opérationnelles (appelées réunions de niveau I) sur l'enregistrement et la clôture des dossiers.

En général, lorsqu'un dossier est enregistré auprès d'Eurojust, les représentants des bureaux nationaux concernés se réunissent pour assurer la coopération judiciaire et la coordination du dossier. Ces discussions et interactions directes sont également appelées réunions de niveau II. Elles peuvent également comprendre les procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust et le personnel administratif collaborant au dossier. Les réunions peuvent être organisées dans un délai très court, dans la mesure où les participants travaillent littéralement sous le même toit. Cette flexibilité et cette simplicité sont très précieuses dans des situations d'urgence nécessitant une réponse rapide.

**2550 cases registered and dealt
with at Level II meetings**

Dans certaines circonstances, une réunion de niveau II peut parfaitement répondre à elle seule aux besoins du dossier. Ainsi, le [Rapport d'Eurojust sur les dossiers MAE \(2014-2016\) publié en 2017](#) montre que l'échange *rapide* d'informations additionnelles entre les bureaux nationaux d'Eurojust dans certains dossiers concernant des MAE a contribué de manière décisive à clarifier des questions de concurrence de mandats (*voir* p. 14 du rapport) ou, simplement, à entreprendre des démarches préparatoires. Dans le cadre des réunions de niveau II, Eurojust peut, par exemple, préciser les procédures et les législations nationales, aider à déterminer quelle juridiction est la mieux placée pour mener une enquête, ou encore faciliter l'exécution de demandes d'entraide judiciaire ou l'engagement de poursuites pénales. Par ailleurs, Eurojust peut émettre des avis sur des MAE concurrents et des recommandations conjointes sur des conflits de compétences.

Les réunions de niveau II constituent une condition préalable à la tenue de réunions de niveau III, également appelées réunions de coordination (*voir* section 1.2). Si un bureau national souhaite organiser une réunion de coordination, la réunion de niveau II sert à évaluer le bien-fondé, la finalité et les objectifs d'une telle réunion, ainsi qu'à s'entendre sur les modalités, la participation externe, les obligations de confidentialité et de déclaration et les questions de sécurité connexes, et sur l'utilisation de la vidéoconférence. Par ailleurs, les participants peuvent évaluer la nécessité de faire appel à l'analyse et à l'éventuelle contribution d'Europol ou de mettre en place et d'exploiter une ECE. Le coût des réunions de coordination étant élevé, la tenue de réunions de niveau II évite d'organiser des réunions de coordination si celles-ci n'apportent pas de plus-value dans la résolution des problèmes de coopération judiciaire en cours.

Par ailleurs, les réunions de niveau II peuvent jouer un rôle déterminant dans la préparation d'une « journée d'opérations communes », qui suppose l'exécution synchronisée de mesures de

coopération judiciaire par l'activation d'un centre de coordination (*voir* section 1.3). À ces occasions, des démarches préparatoires sont entreprises pour garantir que les mesures demandées (MAE, recherches, saisies, etc.) respectent toutes les obligations légales et ne risquent pas de compromettre les actions menées simultanément dans les différents États membres. Par exemple, dans le cadre de plusieurs dossiers, Eurojust a contribué à vérifier ou fournir — à la dernière minute — des informations provenant de MAE, notamment les données personnelles des suspects, l'orthographe des noms, des accusations non mentionnées dans le MAE et l'heure et l'endroit auxquels une infraction est survenue. À de nombreuses reprises, Eurojust a également fourni des traductions urgentes.

Dispositif permanent de coordination (OCC) Les bureaux nationaux d'Eurojust sont disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. En cas de demande urgente et conforme à l'article 5a de la décision Eurojust du Conseil, l'OCC peut recevoir et traiter les demandes d'assistance émanant des autorités nationales en dehors des heures normales de bureau. Depuis 2011, un système de gestion des appels transmet les appels au représentant national OCC du bureau national concerné, ce qui permet au correspondant de s'exprimer dans sa langue maternelle. Le représentant OCC prend la mesure appropriée, par exemple contacter le représentant OCC d'un autre bureau national.

Dispositif permanent de coordination dans le cadre d'une affaire de meurtre

En décembre 2017, un individu a été tué par balle sur une aire de repos d'autoroute dans le sud de la Hongrie. Peu de temps après que le délit a été commis, les autorités hongroises ont identifié sur la scène de crime l'agresseur en fuite et son véhicule immatriculé en Allemagne. Le jour même, le procureur hongrois compétent a contacté le bureau national hongrois pour solliciter la facilitation d'une DEE déjà délivrée. L'OCC a immédiatement été activé entre les bureaux nationaux hongrois et allemand et les autorités nationales concernées, afin que la DEE soit transmise rapidement au bureau du procureur compétent en Allemagne, lequel a autorisé une perquisition au domicile allemand du suspect et la mise sous scellé de tout élément de preuve obtenu lors des perquisitions.

La perquisition domiciliaire a révélé que le suspect en Allemagne avait prêté sa voiture à un parent résidant en Autriche.

Ce changement soudain quant à la personne recherchée a déplacé les activités de coopération et de coordination du bureau allemand vers le bureau autrichien d'Eurojust. Par conséquent, la demande d'exécution de DEE en Allemagne a été supprimée et remplacée par le lancement d'un MAE à l'encontre du véritable suspect toujours en fuite, et par la délivrance d'une nouvelle DEE. Ces documents ont été transmis après les heures normales de bureau au bureau national autrichien, dans un premier temps sous la forme de projets, puis chargés dans le SIS dans la soirée, pour permettre aux autorités autrichiennes de réagir promptement. L'action coordonnée a permis l'arrestation du suspect en Autriche. De plus, des fouilles ont été réalisées à son domicile et dans la voiture, et toutes les preuves — y compris l'arme à feu — ont été réunies.

L'urgence de cette affaire a justifié le recours à un OCC entre les bureaux nationaux d'Eurojust concernés et les autorités nationales compétentes, créant ainsi un canal d'échange d'informations en temps réel facilitant la transmission des instruments de coopération judiciaire. In fine, l'arrestation du suspect est intervenue moins de 24 heures après les faits.

Assistance d'Eurojust en moins de 24 heures dans un dossier de fraude fiscale

Une OC impliquée dans le commerce illicite d'huile minérale industrielle vendue en tant que carburant diesel faisait l'objet d'une enquête des autorités tchèques. Pour éviter de payer la TVA et les droits d'accise, l'OC déclarait ce carburant comme destiné à exportation, le transportait de la République tchèque vers l'Autriche, puis utilisait plusieurs véhicules pour le ramener en République tchèque. Bien que la composition du diesel routier et du diesel de chauffage soit quasi identique, le second n'est pas destiné à l'alimentation des moteurs de véhicules et bénéficie d'un allègement fiscal (l'huile minérale est soumise à la TVA uniquement). L'organisation s'enrichissait illégalement en évitant de payer les accises appliquées au diesel routier. L'huile minérale était déclarée comme étant réexportée vers un autre État membre, ce qui l'exemptait de la TVA en République tchèque.

Une surveillance devait être organisée sur le territoire autrichien pour prouver que le diesel était réacheminé sur le territoire tchèque. Une demande d'entraide demandant l'autorisation d'une surveillance transfrontalière a été délivrée par le procureur tchèque. Simultanément, la police tchèque a lancé des opérations de surveillance sur le sol autrichien. Pour que cette surveillance soit maintenue, les autorités autrichiennes devaient accorder leur autorisation dans les 24 heures (délai fondé sur un accord bilatéral d'entraide judiciaire entre l'Autriche et la République tchèque).

L'échéance pour fournir la traduction de la demande d'entraide approchant rapidement, les autorités tchèques ont contacté le bureau tchèque pour obtenir une aide à l'exécution de la demande d'entraide (afin d'obtenir l'autorisation de passage de frontière de l'Autriche). Le bureau tchèque a immédiatement pris contact avec le bureau autrichien. Un malentendu né au cours des échanges directs entre les autorités nationales a été dissipé. Le bureau autrichien a contacté les autorités nationales autrichiennes pour leur expliquer l'urgence de la question et les mesures à prendre. Le bureau tchèque et la police tchèque ont assuré la traduction de la demande d'entraide, transmise le jour même aux autorités autrichiennes via le bureau autrichien.

Ce jour-là, le membre national tchèque a formulé une demande d'entraide supplémentaire comprenant une requête mise à jour, spécifiant les méthodes de surveillance. Ensuite, en réponse à une demande du bureau autrichien, le bureau tchèque a clarifié le montant exact des taxes éludées par l'organisation criminelle — un point essentiel pour déterminer si le seuil minimal prévu par la loi autrichienne pour l'autorisation de la surveillance était atteint.

Cette intervention a permis d'organiser la surveillance demandée.

1.2 Réunions de coordination

Les réunions de coordination sont organisées pour faciliter et promouvoir la coopération et la coordination judiciaire dans des dossiers transfrontaliers complexes. Les réunions de coordinations réunissent les autorités judiciaires et policières compétentes des États membres responsables des enquêtes et des poursuites au niveau national. L'interprétation simultanée est assurée pour permettre aux participants de communiquer directement sur les questions juridiques et pratiques. Des représentants des États tiers, ainsi que des représentants de partenaires de coopération (notamment Europol et l'OLAF) et d'organisations internationales

(par ex. INTERPOL), peuvent être invités à ces réunions. L'utilisation des services de vidéoconférence proposés par Eurojust a également augmenté.

Les réunions de coordination sont un instrument opérationnel couramment utilisé. Eurojust organise en moyenne au moins une réunion de coordination par jour ouvrable, soit un total de 302 réunions en 2017, parmi lesquelles 24 se sont tenues en dehors des locaux d'Eurojust, soit dans un État membre soit dans un État tiers (Suisse). Les dossiers traités couvraient presque tous les domaines majeurs de la grande criminalité transfrontalière, les types d'infractions les plus fréquents étant le blanchiment, la fraude, la TEH et le trafic de drogues. Les 302 réunions de coordination ont porté sur 376 dossiers, ce qui signifie qu'une même réunion a parfois permis de traiter plusieurs affaires liées. Le nombre de réunions de coordination a augmenté de 25 pour cent. Ces chiffres confirment que les enquêteurs et les procureurs des États membres ont de plus en plus recours au soutien d'Eurojust, en particulier dans des affaires complexes. Lors de la préparation d'une réunion de coordination, Eurojust peut, par exemple, analyser l'état d'avancement des enquêtes dans tous les États membres concernés et identifier les obstacles juridiques et les sujets de préoccupation, notamment les liens éventuels avec d'autres pays. Pendant la réunion, Eurojust fait office de modérateur et offre des conseils et son expertise sur l'utilisation des instruments de coopération judiciaire, sur la pertinence d'établir une ECE et sur l'approche commune à adopter.

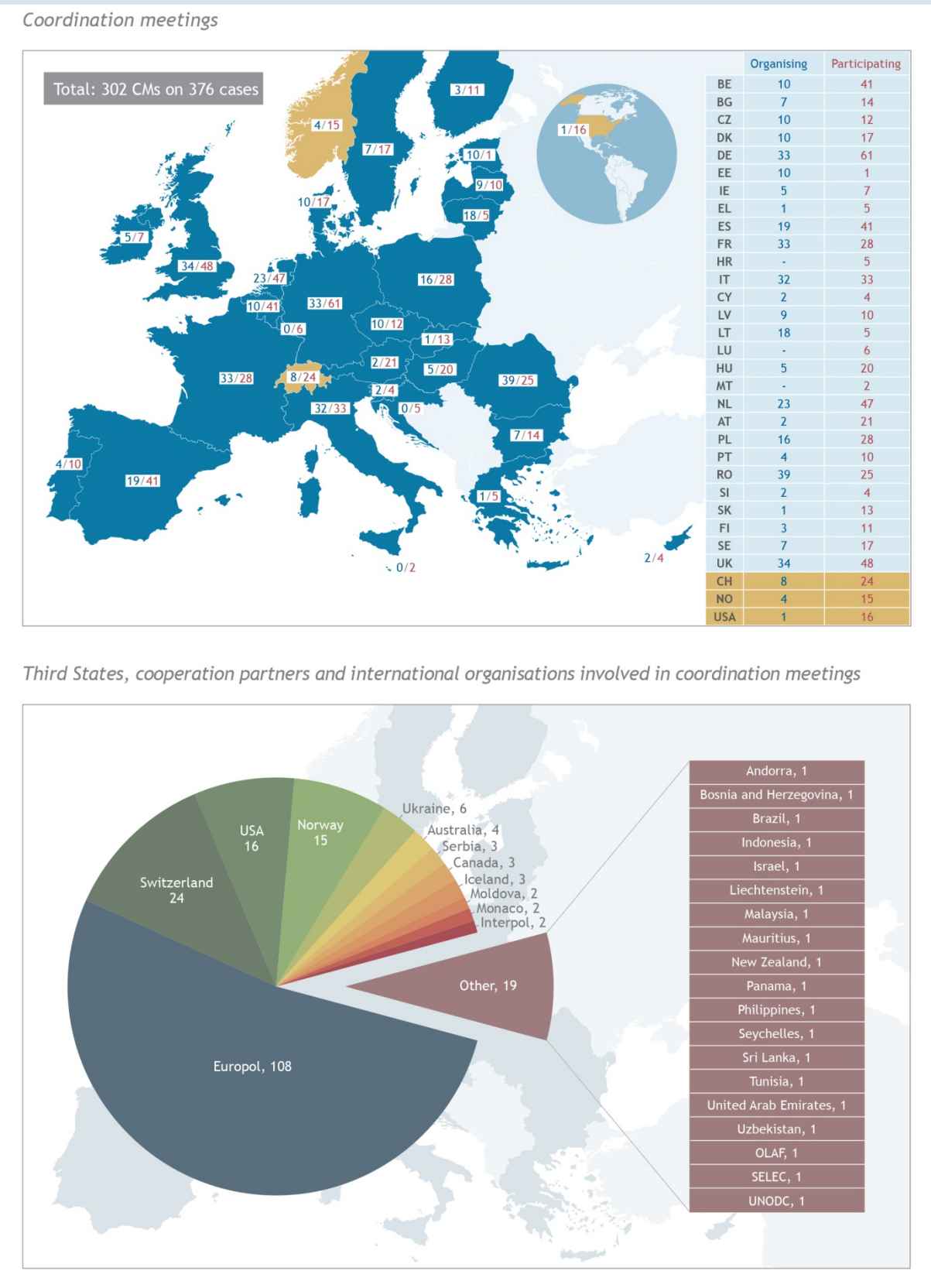
Au cours d'une réunion de coordination, des ententes concrètes sont négociées et conclues concernant, entre autres :

- l'échange d'informations sur l'état d'avancement des procédures judiciaires ;
- l'échange de preuves dans le cadre d'une demande d'entraide/DEE ;
- l'émission et l'exécution de demandes et de décisions de coopération judiciaire, notamment des instruments de reconnaissance mutuelle (MAE, DEE, décision de gel, etc.) ;
- la prévention et/ou la résolution de conflits de compétence et d'étapes procédurales connexes, notamment la transmission des procédures pénales ;
- l'établissement et le fonctionnement des ECE ; et
- la mise au point d'une stratégie commune et d'actions coordonnées (par exemple, des mesures d'instruction simultanées dans les États concernés et les aspects légaux liés).

En avril 2017, une réunion de coordination s'est tenue à Eurojust au sujet d'enquêtes concernant des activités criminelles présumées liées au bureau d'avocats Mossack Fonseca — affaire également connue sous le nom des « Panama Papers ». Ce dossier illustre clairement la complexité des problèmes juridiques abordés par Eurojust (notamment le nombre important d'États impliqués), ainsi que la valeur ajoutée des réunions de coordination, qui contribuent à une compréhension mutuelle, renforcent la confiance et constituent un élément essentiel pour la poursuite de la coopération.

Les représentants des autorités chargées des enquêtes dans 14 États membres, la Norvège et le Procureur général du Panama (soit 69 participants) se sont rencontrés à Eurojust pour échanger des informations sur les diverses enquêtes en cours. L'esprit de coopération insufflé par Eurojust lors de cette rencontre a suscité un suivi au niveau national entre plusieurs États membres et le Panama. Une question juridique importante résolue concernait une décision rendue par la Cour suprême panaméenne indiquant la double incrimination comme condition absolue à une coopération internationale. Dans la mesure où l'évasion fiscale ne constitue pas une infraction au Panama (mais uniquement un délit administratif), celle-ci ne pouvait pas être invoquée comme infraction principale dans le cadre de poursuites pour blanchiment d'argent

au Panama. Dès lors, les participants ont exploré d'autres infractions pouvant satisfaire l'exigence de double incrimination, en particulier celles qui pourraient être présentées comme infractions principales dans le cadre de poursuites pour blanchiment d'argent.



1.3 Centres de coordination

Eurojust a connu une forte croissance du recours à ses centres de coordination par les praticiens dans les États membres, de 10 centres de coordination en 2016 à 17 en 2017. Les nouveaux locaux permettent à Eurojust d'offrir une capacité technique renforcée pour répondre à la demande grandissante. Un espace opérationnel dédié a été aménagé pour permettre aux autorités participantes de maintenir facilement un contact par le biais d'Eurojust afin d'échanger des informations lors d'opérations communes multilatérales à grande échelle. Selon les exigences propres à chaque dossier, des participants externes peuvent également prendre part aux centres de coordination à Eurojust.

Les centres de coordination donnent d'excellents résultats. Dans un dossier, des décisions de gel d'un montant supérieur à 3 millions d'euros ont été émises immédiatement au cours d'un centre de coordination envers des pays dont la participation n'avait pas été prévue initialement, dans la mesure où Eurojust a pu impliquer aussitôt les bureaux nationaux concernés.

Le nombre de pays organisateurs a plus que doublé. De plus, pour la première fois, un centre de coordination a été organisé pour soutenir des opérations coordonnées à l'initiative du Procureur de liaison suisse détaché à Eurojust. Europol a participé à sept centres de coordination, dont cinq impliquaient des États tiers, dont l'Islande, le Canada et Saint-Marin. Les types de délits les plus courants avaient trait à la criminalité liée aux stupéfiants et à la criminalité financière. Cinq des centres de coordination ont abordé des dossiers pour lesquels une ECE avait été établie.

Assistance d'Eurojust par le biais d'un centre de coordination dans un dossier de fraude en matière d'accises

Une organisation criminelle impliquée dans le trafic transnational illicite de produits alcoolisés était dans la ligne de mire des autorités italiennes. L'organisation avait mis en place une stratégie complexe de fraude aux droits d'accises pour éluder la taxation applicable aux boissons alcoolisées. Elle utilisait plusieurs entrepôts sous douane dans l'Union européenne pour expédier fictivement les marchandises vers des pays extérieurs à l'UE pour lesquels l'obligation d'acquitter les droits d'accise était suspendue (faux certificats d'exportation). En réalité, les produits étaient vendus illégalement en Italie et dans d'autres États membres, ce qui permettait à l'OC de générer d'énormes profits.

Le dossier a été transmis à Eurojust par le parquet général italien, qui demandait une assistance pour l'exécution de plusieurs demandes d'entraide envoyées à 12 États membres et à la Suisse.

Une réunion de niveau II a été organisée en juin pour présenter les dernières conclusions de l'enquête italienne, décrire les connexions transfrontalières et identifier les dernières exigences relatives à l'exécution des demandes d'entraide au cours d'une journée d'opérations communes. Pendant la réunion, une décision fut prise de soutenir les opérations communes par un centre de coordination d'Eurojust. Les représentants des autorités nationales italiennes et des bureaux nationaux d'Eurojust concernés, ainsi que le procureur de liaison suisse, ont participé au centre de coordination. Les demandes d'entraide ont été reformulées sur la base de nouvelles informations et des mandats de perquisition ont été délivrés en temps réel, ce qui était vital à la bonne exécution des mesures demandées. Par conséquent, des perquisitions ont été menées dans plusieurs endroits, et de la documentation ainsi que des données de communication ont

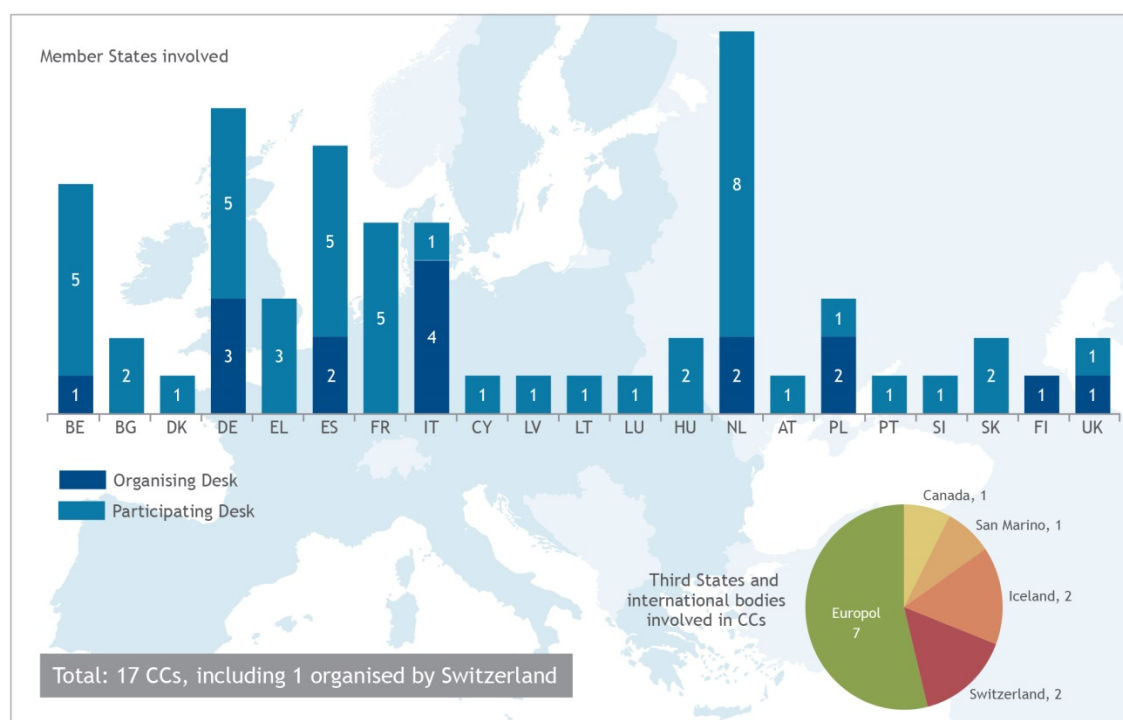
été saisies. Cette journée d'opérations a contribué à l'avancement de l'enquête des autorités italiennes tout en aidant à clarifier les activités de l'organisation criminelle.

Le dossier était toujours en cours en 2017.

M. Wolfgang Merz, un des participants externes allemands au centre de coordination pour le dossier de fraude à la TVA (Middleman/Vertigo V), a commenté le succès du centre de coordination à Eurojust :

« Nous souhaitons remercier Eurojust pour la coopération et l'aide précieuses fournies dans le cadre de ce centre de coordination. Nous n'avons connu que des expériences positives lorsque nous avons travaillé sur ce dossier avec Eurojust, et nous ne manquerons pas de participer à d'autres centres de coordination. Bien que nous ne disposions pas encore d'une vue globale sur la situation, nous pouvons déjà affirmer que la journée d'opérations a été très fructueuse et qu'elle a permis d'obtenir de nombreux éléments de preuve, en particulier en relation avec notre principal suspect. Nous pensons que notre enquête va s'élargir considérablement, ce qui nous amènera probablement à nous adresser à Eurojust à l'avenir. »

Coordination centres



1.4 Eurojust et les équipes communes d'enquête

L'analyse des dossiers d'Eurojust indique que les ECE sont peu à peu reconnues en tant qu'instrument de coopération efficace dans les affaires transfrontalières. Ainsi, 200 ECE ont reçu le soutien d'Eurojust, ce qui représente une hausse de 35 pour cent par rapport à 2016 (148 ECE soutenues). Parmi ces ECE, 87 sont nouvellement établies.

Le nombre d'ECE nouvellement établies impliquant des États tiers a également augmenté de manière significative (11 en 2017 et 3 en 2016). En outre, 10 ECE établies les années précédentes et impliquant des États tiers étaient toujours en place en 2017. Lors de la 13^e

réunion annuelle des experts ECE, les praticiens des ECE impliquant des États tiers ont reconnu que le fonctionnement de ces équipes pouvait présenter des caractéristiques spécifiques ou dévier de la pratique habituelle de l'UE, mais ils ont toutefois estimé que ces ECE constituaient un instrument suffisamment flexible pour permettre des ajustements pratiques sans nuire à l'efficacité.

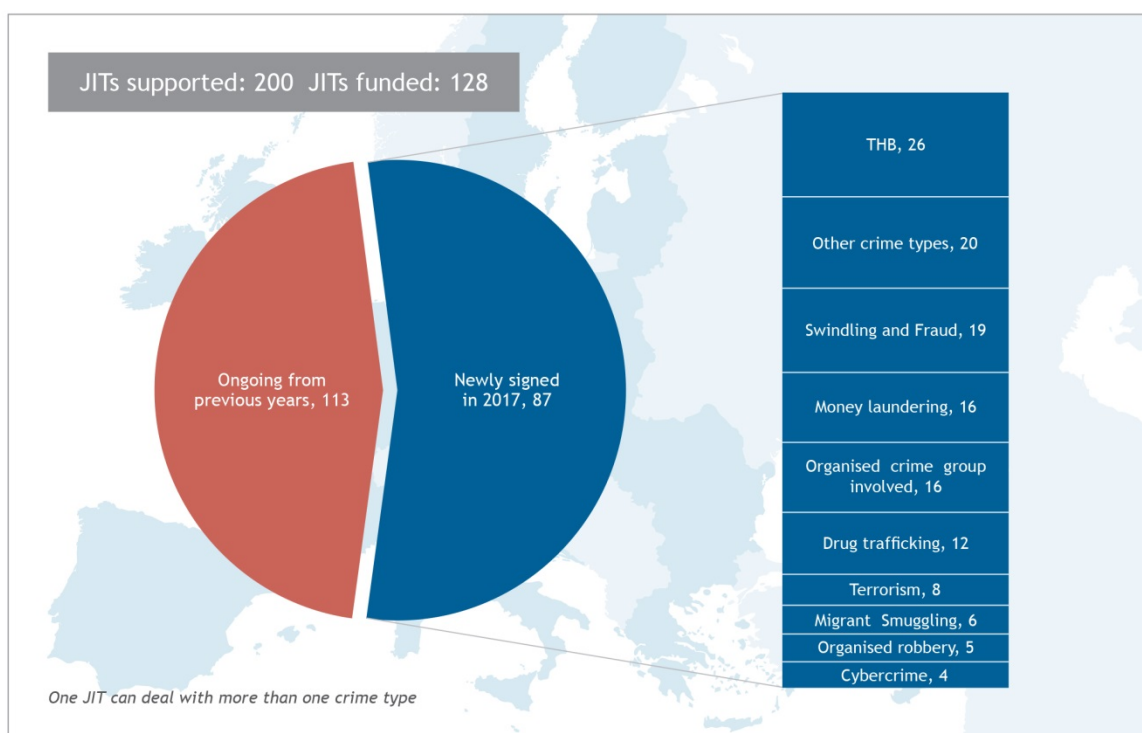
En ce qui concerne les types d'infractions couvertes par de nouvelles ECE, il faut noter une hausse importante des dossiers de terrorisme (8 en 2017, 1 en 2016), d'escroquerie et de fraude (19 en 2017, 9 en 2016) et de traite des êtres humains (26 en 2017, 19 en 2016).

Dans un dossier de fraude et de détournement avec circonstances aggravantes, pour lequel une ECE avait été établie entre l'Italie et la Belgique en décembre 2016, Eurojust a facilité l'élargissement de l'ECE à l'OLAF, en tant que participant. Eurojust a proposé d'ajouter une annexe simplifiée à l'accord d'ECE concernant la participation de l'OLAF, et celle-ci a été signée par le Directeur général de l'OLAF en février 2017.

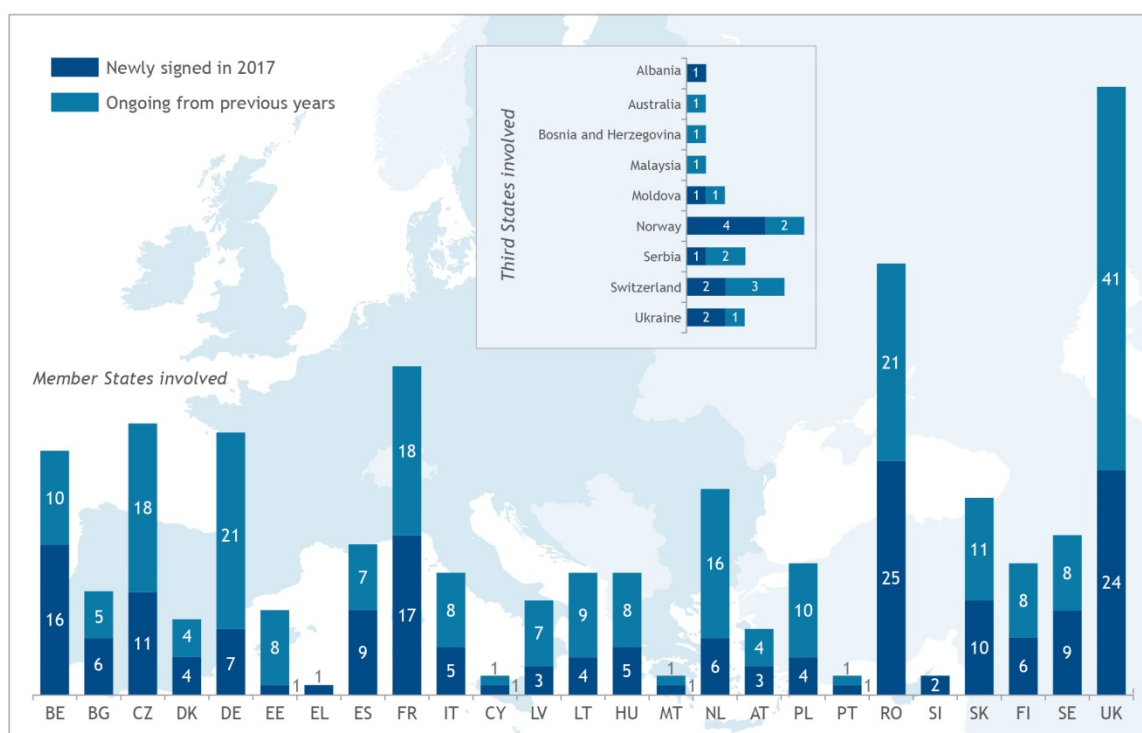
Eurojust a soutenu les États membres dans la mise en place, l'exploitation, le financement et l'évaluation des ECE. L'utilisation du [Modèle d'accord pour la création d'une ECE \(version mise à jour\)](#) (prenant en considération l'élargissement des ECE aux États tiers), encouragée par Eurojust en tant que base des négociations, a permis d'accélérer l'établissement des ECE.

En 2017, Eurojust a participé au projet d'évaluation des ECE lancé par le secrétariat du Réseau ECE. Les principales conclusions issues de l'expérience d'Eurojust auprès des ECE figurent dans la section « Priorité de l'année : Évaluation des ECE » ci-après. Dans le cadre de ce projet, les dossiers d'ECE dans lesquels un suivi judiciaire avait été assuré ont abouti à des condamnations. Les éléments de preuve obtenus via une ECE ont rarement été contestés et ont été déclarés recevables dans la plupart des dossiers examinés.

JITs supported by Eurojust, including the main crime types



Country participation in JITs



Coordination des ECE

Une organisation criminelle déployant ses activités dans la région de Sliven en Bulgarie a été démantelée suite à la coordination par Eurojust de cinq enquêtes concernant la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle aux Pays-Bas et en Belgique, ainsi que du blanchiment

d'argent. Eurojust a participé à la coordination de deux opérations internationales distinctes, Palma et Leerdam, et à l'établissement de deux ECE. Les ECE ont reçu des fonds d'Eurojust pour un montant de 90 000 EUR environ.

L'Opération Palma a été lancée par les autorités néerlandaises en 2013 afin d'enquêter sur des activités de traite d'êtres humains survenues entre 2003 et 2010, ainsi que sur des activités de blanchiment d'argent et d'autres faits criminels liés à l'exploitation sexuelle. L'Opération Leerdam a été initiée par les autorités bulgares en novembre 2015, lorsqu'elles ont demandé le soutien d'Eurojust dans une autre enquête néerlandaise en cours relative à la traite de femmes bulgares à destination des Pays-Bas et de la Belgique.

Eurojust a joué un rôle décisif dans l'identification des liens entre les enquêtes menées par les autorités bulgares et néerlandaises dans le cadre des opérations Palma et Leerdam, ainsi que d'une autre enquête belge relative à l'exploitation sexuelle de victimes bulgares à Anvers et à Bruxelles.

Après une réunion de coordination à Eurojust, les autorités bulgares et néerlandaises ont mis en place une ECE pour l'Opération Palma. Eurojust a également organisé une réunion de coordination au cours de laquelle des procureurs, enquêteurs et policiers belges, bulgares et néerlandais intervenant dans les cinq enquêtes liées se sont réunis pour la première fois afin de se concerter et de s'entendre sur l'approche coordonnée à adopter pour démanteler l'OC. La réunion a rassemblé vingt-cinq participants, parmi lesquels des agents d'Europol. Après cette réunion de coordination, la Belgique, la Bulgarie et les Pays-Bas ont mis en place une autre ECE pour l'Opération Leerdam, chargée de définir et d'exécuter une stratégie commune et de veiller à ce que les actions menées dans un dossier n'interfèrent pas avec les enquêtes en cours dans l'autre dossier.

Dans le cadre de l'ECE Opération Leerdam, des actes d'enquête ont été réalisés en Bulgarie avec la présence de membres néerlandais de l'ECE. Dans le cadre de l'ECE Opération Palma, des opérations communes ont été menées en Bulgarie, en Allemagne et aux Pays-Bas. Pour la première fois, Eurojust a facilité la coordination entre deux ECE distinctes. La participation active d'Eurojust a permis d'établir les liens entre les cinq enquêtes nationales menées en Bulgarie, aux Pays-Bas et en Belgique, et de planifier correctement les actes d'enquête. Ces efforts ont abouti au démantèlement de l'organisation criminelle.

Soutien financier d'Eurojust aux opérations des ECE

Le succès d'une ECE dépend souvent du soutien financier qui lui est accordé. L'augmentation du nombre d'ECE s'est traduite par une hausse de 40,5 pour cent du nombre de demandes de financement reçues par Eurojust par rapport à l'année précédente. Au total, 253 demandes ont été reçues dans le cadre d'appels à proposition (1-8) en 2017 (contre 180 demandes en 2016). Le nombre d'ECE ayant reçu un financement en 2017 a augmenté de 42 pour cent, soit 128 ECE contre 90 en 2016. La grande majorité (85 pour cent) des ECE soutenues dans les dossiers d'Eurojust demandent et reçoivent un soutien financier. Depuis 2014, l'on observe une augmentation constante de la demande de subventions d'ECE destinées au soutien des opérations en cours dans des États membres dans le cadre d'enquêtes et de poursuites de la grande criminalité transfrontalière. Cette tendance traduit l'intégration progressive des ECE dans les stratégies de poursuite des États membres. En 2016, le budget alloué aux ECE est passé

de 500 000 EUR à 1 000 000 EUR. En 2017, pour faire face à la demande croissante de la part des États membres, la Commission a octroyé des crédits supplémentaires à la subvention des ECE. Ainsi, Eurojust a pu offrir son soutien à davantage de bénéficiaires qu'en 2016 (1,3 million EUR au total et 128 subventions). Les États tiers suivants ont participé à des ECE pour lesquelles des demandes de subvention ont été introduites : Norvège (7), Serbie (5), Suisse (4), Moldavie (4), Ukraine (4), Malaisie (3), Australie (3), Albanie (2) et Bosnie-Herzégovine (1).

Eurojust a préparé le lancement d'un nouvel outil informatique destiné à améliorer l'efficacité de la gestion des subventions des ECE. Disponible depuis janvier 2018, ce portail facilite le dépôt en ligne sécurisé de demandes émanant des autorités nationales et améliore le traitement des données par Eurojust. Pour guider les praticiens des ECE tout au long du processus de financement, [une présentation graphique et un guide de financement des ECE](#) sont disponibles.

EUROJUST Coordinated Operations 2017

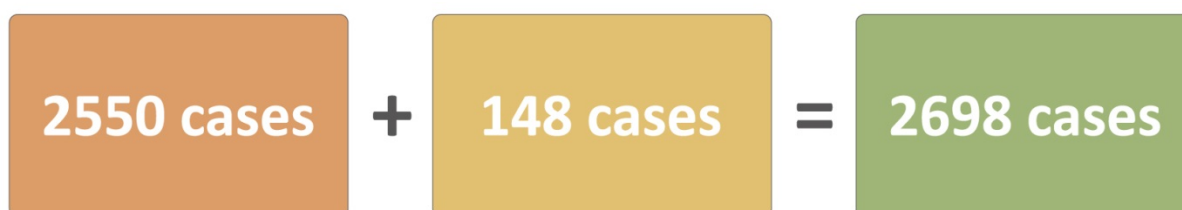


Chapitre 2 Dossiers traités par Eurojust

Introduction

Eurojust joue un rôle déterminant pour favoriser la coopération judiciaire multilatérale, la coordination et l'échange d'informations dans les dossiers liés aux formes graves de criminalité transfrontalière. Le soutien opérationnel d'Eurojust se concrétise par l'analyse de problèmes juridiques et de difficultés pratiques liés aux dossiers, l'élaboration de bonnes pratiques, la coopération avec les États tiers et les partenaires de l'UE, ainsi qu'une collaboration étroite avec les réseaux d'experts judiciaires spécialisés.

Le nombre de dossiers soumis à Eurojust par des autorités nationales est passé de 2 306 en 2016 à 2 550 en 2017, soit une hausse de 10,6 pour cent. Les principaux types de délits ont trait à la fraude, au trafic de drogues et au blanchiment d'argent. Eurojust a également enregistré 13 thèmes opérationnels, dont six liés au terrorisme. Ces thèmes se rapportent à des demandes émanant des autorités nationales ou des bureaux nationaux afin de recueillir des informations contextuelles ou des conseils juridiques auprès de tous les États membres sur un sujet qui pourrait être pertinent ou avoir une incidence sur des questions opérationnelles.

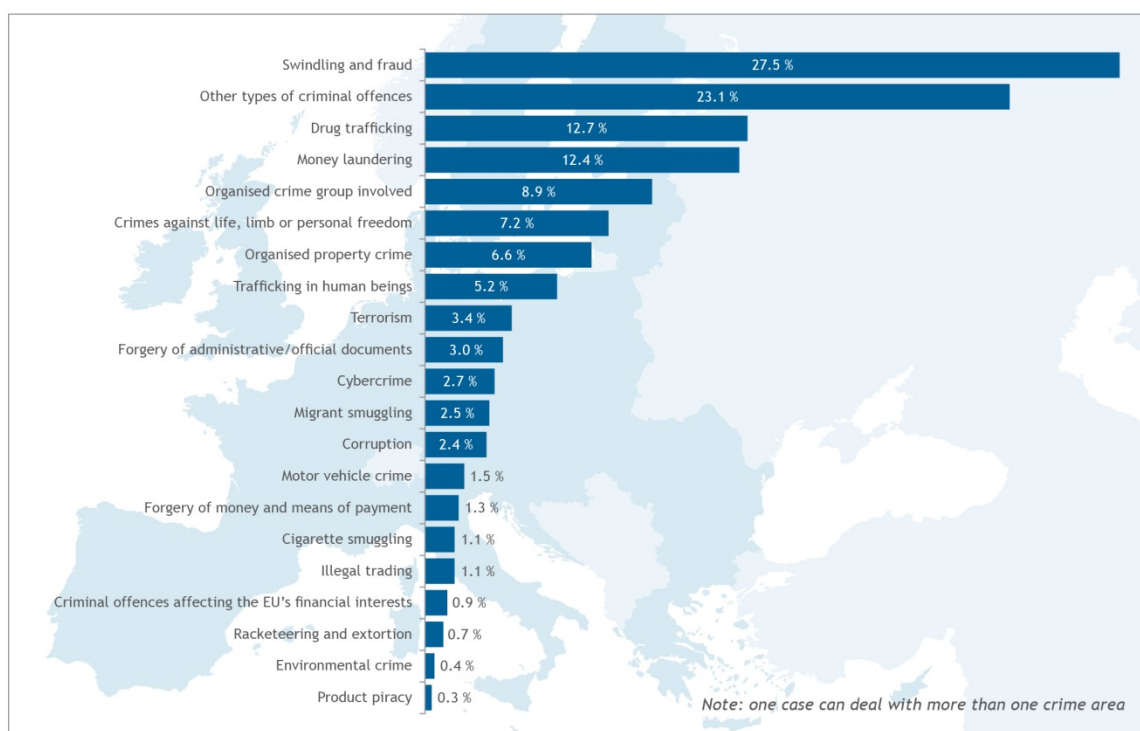


L'augmentation du nombre de dossiers concernant des formes graves de criminalité organisée fait ressortir la nécessité d'une approche « multi agence » efficace dans les dossiers transfrontaliers, en particulier par le biais d'un partage d'informations, d'un engagement mutuel et d'une coopération étroite avec les États tiers (*voir* chapitre 4). Les procureurs de liaison ont enregistré 148 dossiers. Eurojust continue de tisser des liens avec les centres Europol grâce à son expert national détaché chargé des affaires de cybercriminalité auprès d'EC3 et à un représentant nouvellement nommé auprès de l'ECTC. Eurojust a contribué à la rédaction du rapport *État de la menace de la grande criminalité organisée* (SOCTA), ainsi qu'à la section « Condamnations et sanctions » et aux annexes statistiques pertinentes du *Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme* (TE-SAT). Eurojust a poursuivi son action dans le cadre du cycle politique 2013-2017 et a participé aux réunions de la Plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT) afin d'accroître son appui judiciaire aux plans d'action opérationnels (PAO). Dans le cadre du cycle politique 2018-2021, Eurojust a participé à l'élaboration des plans stratégiques pluriannuels et des PAO de 2018.

L'accent mis par Eurojust sur la dimension opérationnelle est en accord avec les priorités établies dans les agendas européens sur la sécurité et la migration. Eurojust contribue à la mise en œuvre des agendas de l'UE et a d'ailleurs intensifié son action, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

Type d'infraction	Dossiers			Réunions de coordination			ECE		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Terrorisme	41	67	87	15	18	14	3	4	12
Cybercriminalité	62	60	70	19	13	9	11	8	7
Trafic de migrants	60	65	64	20	12	15	9	11	14
TEH	79	93	132	32	33	57	21	32	51
Fraude	647	654	700	76	44	75	34	35	45
Corruption	90	74	61	10	15	15	4	2	4
Trafic de drogues	274	254	324	57	41	40	25	24	28
Groupe de délinquance itinérante	201	199	208	21	19	14	13	12	12
Infractions affectant les intérêts financiers de l'UE	69	41	61	11	11	14	5	5	6
Blanchiment d'argent	283	295	315	55	67	85	30	35	45
Criminalité environnementale	5	6	9	1	0	3	0	0	2

Eurojust casework in crime areas



La [brochure Eurojust-OLAF](#) est un document pratique qui clarifie les rôles complémentaires d'Eurojust et de l'OLAF, et encourage les autorités nationales à envisager, le cas échéant, de faire appel à ces deux organismes. Dans la mesure où il n'existe aucun mécanisme d'orientation des autorités nationales vers Eurojust dans le cadre d'une recommandation de poursuite ou de suivi judiciaire de l'OLAF, la brochure explique aux autorités nationales et aux praticiens d'Eurojust et de l'OLAF les circonstances qui justifient l'intervention de l'autre organisme, en particulier en ce qui concerne le suivi judiciaire des recommandations de l'OLAF aux autorités nationales.

2.1 Terrorisme

Dossiers Le nombre de dossiers de terrorisme soumis à Eurojust par les autorités nationales a encore augmenté — 14 dossiers en 2014, 41 en 2015, 67 en 2016 et 87 en 2017. De plus, le procureur de liaison pour la Suisse a enregistré un dossier de terrorisme. Les États membres les plus requérants ont été l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la France. Les États membres les plus requis ont été l'Allemagne, la France et la Belgique.

Eurojust a continué à apporter son aide aux enquêtes sur les récentes attaques terroristes en Europe, notamment celles survenues dans le Thalys et à Paris, Bruxelles, Ansbach, Nice, Berlin, Stockholm, Barcelone et Turku, ainsi qu'à d'autres dossiers relatifs à des activités terroristes transfrontalières, dont le recrutement, le financement et la propagande à des fins terroristes. L'augmentation du nombre de dossiers s'accompagne d'une complexité accrue des questions traitées et d'une nécessité urgente de mettre en place une coopération multilatérale rapide et efficace. Ces affaires confirment le besoin grandissant d'une approche commune et coordonnée entre les autorités judiciaires. Les États membres ont progressivement cherché l'assistance d'Eurojust, notamment pour échanger des informations et des preuves, accélérer l'exécution de demandes d'entraide judiciaire, de demandes d'extradition, de MAE et de DEE, et mettre en place des ECE.

Eurojust a organisé 14 réunions de coordination sur des dossiers de terrorisme. Parmi celles-ci, deux ont rassemblé des représentants d'États tiers, à savoir l'Australie, le Canada, l'Indonésie, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse, la Tunisie, l'Ukraine et les États-Unis. Eurojust a organisé un centre de coordination visant une OC transnationale impliquée dans la facilitation du trafic de migrants et de la falsification de documents administratifs. Les documents falsifiés par cette organisation criminelle avaient également été utilisés par un réseau complexe de recrutement, de soutien et de financement de CTE, démantelé en 2014.

De plus, Eurojust a participé à un nombre accru d'ECE dans des dossiers de terrorisme (12 ECE, dont 8 nouvellement créées). Les ECE constituent une plateforme efficace pour l'échange direct d'informations et de preuves dans les dossiers de terrorisme sur le plan bilatéral et multilatéral.

Trois ECE ont réuni des États tiers : l'une a accueilli la Suisse, une autre l'Ukraine, et la dernière l'Australie, l'Ukraine et la Malaisie.

En 2017, l'ECE relative à l'accident du vol MH17 du 17 juillet 2014, constituée par les Pays-Bas, la Belgique, l'Ukraine, l'Australie et la Malaisie, a franchi une étape décisive supplémentaire. Eurojust a tenu une réunion de coordination au cours de laquelle de longues discussions entre les autorités compétentes de ces pays ont abouti à de possibles mesures à venir concernant un mécanisme de poursuites. Par la suite, les pays impliqués ont décidé conjointement que les responsables du crash du MH17 seraient poursuivis aux Pays-Bas et ont par ailleurs réaffirmé leur volonté de collaborer étroitement. Eurojust reste un partenaire privilégié pour faciliter ce type de coopération.

Attentats de Paris

L'ampleur du soutien opérationnel qu'Eurojust peut offrir aux États membres dans des dossiers de terrorisme fut parfaitement illustrée au lendemain des attaques terroristes de Paris et Saint-Denis du 13 novembre 2015.

Le bureau français d'Eurojust a ouvert un dossier auprès de 13 États membres et des États-Unis le 26 novembre 2015 et, à partir de ce moment, s'est employé à faciliter la transmission et l'exécution de nombreuses demandes d'entraide judiciaire. En décembre 2015, Eurojust et Europol ont rejoint l'ECE créée par la France et la Belgique peu après les attaques. Étant donné que les enquêtes se poursuivaient en France et dans d'autres États membres et que les besoins de coordination augmentaient, le bureau français a organisé cinq réunions de coordination (une à Salzbourg, deux à Paris et deux à La Haye) entre janvier 2016 et février 2017.

Dans la mesure où les réunions de coordination permettent de réunir les autorités judiciaires et les enquêteurs de tous les États membres impliqués dans un dossier, ces réunions constituent un instrument opérationnel de choix pour Eurojust dans les dossiers de terrorisme. Dans ce dossier, la coordination soutenue par Eurojust a joué un rôle clé en mettant en lumière certains liens éventuels entre les enquêtes sur les attaques de Paris et celles sur l'attentat du train Thalys en août 2015. Elle a permis la remise aux autorités françaises de deux suspects arrêtés en Autriche et d'un autre suspect détenu en Allemagne.

Attaque terroriste sur un marché de Noël à Berlin

Le 19 décembre 2016, un camion fonçait dans la foule sur un marché de Noël à Berlin, faisant 12 morts et plus de 70 blessés. Parmi les victimes se trouvait le chauffeur initial du camion, retrouvé mort par balle dans la cabine. L'auteur de l'attentat était un ressortissant tunisien séduit par la propagande de l'EI. Quatre jours après l'attaque, il était abattu au cours d'une fusillade avec la police près de Milan, Italie. L'incident a été classé en tant qu'attaque terroriste.

Un dossier lié à l'enquête allemande sur l'attaque, menée par le parquet fédéral, a été enregistré auprès d'Eurojust. Le bureau national allemand a été consulté dès les premières heures qui ont suivi l'attaque, et l'engagement d'Eurojust s'est intensifié au fil de l'évolution du dossier. Un dossier parallèle relatif à la fusillade avec la police italienne a été enregistré par le bureau national italien. Eurojust a joué un rôle déterminant en garantissant l'échange rapide et adéquat des informations au niveau judiciaire. Par ailleurs, Eurojust a pu tirer parti de son réseau de correspondants nationaux chargés des affaires terroristes.

En mars 2017, une réunion de coordination co-organisée par les bureaux allemand et italien s'est tenue à Eurojust en présence des autorités d'enquête de divers États membres et États tiers. L'objectif de cette réunion était d'échanger des informations sur le statut des victimes et des témoins dans différents pays et de partager les résultats des enquêtes relatives à l'itinéraire emprunté par l'attaquant et à ses allées et venues entre le 19 et le 23 décembre 2016. Les participants ont présenté leurs enquêtes menées à l'échelle nationale et se sont engagés à poursuivre leur coopération en direct et par le biais d'Eurojust.

Décision du Conseil 2005/671/JAI Les informations transmises à Eurojust à propos des enquêtes réalisées, des poursuites diligentées et des jugements rendus en matière d'infractions terroristes (conformément aux termes de la décision du Conseil 2005/671/JAI), ont augmenté de manière significative. Eurojust a été informée de 394 enquêtes et poursuites et de 569 condamnations et acquittements pour des infractions terroristes. Ces informations, ainsi que les renseignements partagés avec Eurojust en vertu de l'article 13 de la décision Eurojust du Conseil, permettent à Eurojust de déceler d'éventuels liens entre différentes affaires terroristes et entre des dossiers de terrorisme et de crime organisé.

Coopération avec Europol Eurojust a continué de consolider sa coopération avec Europol en l'impliquant dans plusieurs dossiers et en prenant part à ses projets d'analyse antiterroriste Hydra et Travellers. Les synergies entre Eurojust et Europol en matière de lutte antiterroriste ont été renforcées par le recrutement d'un expert national détaché spécialisé dans la lutte antiterroriste pour faciliter l'échange d'informations entre Eurojust et l'ECTC. Parmi les tâches de celui-ci figurent la promotion d'un suivi judiciaire précoce des activités de l'ECTC et l'utilisation des instruments de coordination d'Eurojust.

Combattants terroristes étrangers Eurojust a continué de concentrer son travail stratégique sur l'évolution des mesures de justice pénale face aux CTE. En décembre, Eurojust a présenté son cinquième rapport actualisé, *Combattants terroristes étrangers : le point de vue d'Eurojust sur le phénomène et la réponse de la justice pénale*, au Conseil JAI. Le rapport, classifié comme RESTREINT UE, a été soumis aux praticiens et aux décideurs à l'échelle européenne et nationale pour sensibiliser davantage aux défis et aux bonnes pratiques, et favoriser la construction de réquisitoires solides. Le rapport Eurojust décrit l'expérience récente d'Eurojust dans la coordination des enquêtes et poursuites liées aux CTE, et examine les défis et les leçons tirées des enquêtes et poursuites transmises à Eurojust. Le rapport aborde également les conclusions préliminaires sur les principaux problèmes soulevés par l'utilisation d'informations recueillies sur la zone de combat en tant qu'éléments de preuve dans le cadre de procédures pénales, résultant de la difficulté à accéder à ces informations ou de prouver qu'elles ont été obtenues d'une manière légale. Il souligne que les informations recueillies sur la zone de combat en Syrie et en Irak peuvent être utilisées dans certaines juridictions pour la poursuite d'infractions terroristes et de crimes internationaux majeurs. Il attire en outre l'attention sur les liens possibles entre ces formes de criminalité. Le rapport conclut que les pistes potentielles en vue de l'obtention et du partage d'informations de la zone de combat conformément aux normes en matière de preuve doivent être explorées plus avant. En relation étroite avec les correspondants nationaux pour Eurojust en matière de terrorisme et avec le Réseau génocide, Eurojust a commencé à recenser les bonnes pratiques et les défis liés à l'utilisation d'informations recueillies par les forces militaires dans les zones de conflit armé en tant que preuve dans des procédures pénales pour terrorisme et/ou crime de guerre, et/ou en tant qu'élément justifiant l'ouverture d'enquêtes ou de poursuites judiciaires.

Correspondants nationaux en matière de terrorisme La réunion annuelle des correspondants nationaux d'Eurojust pour les affaires liées au terrorisme, à laquelle ont également assisté des experts de la lutte antiterroriste de Norvège, de Suisse et des États-Unis, le coordinateur de la lutte antiterroriste de l'UE, le responsable de l'ECTC et un représentant de Frontex, a permis d'explorer plus en détail les possibilités d'améliorer la coopération et la réponse judiciaire après des attaques terroristes. Les participants à la réunion ont partagé des bonnes pratiques pour la prise en charge des victimes immédiatement après les attaques terroristes et en matière de déradicalisation des terroristes présumés. Ils se sont également penchés sur les difficultés associées aux poursuites et aux condamnations des CTE pour terrorisme et/ou crime de guerre. Enfin, la réunion a permis de discuter des problèmes soulevés par la collecte sur la zone de combat d'informations recevables en tant qu'éléments de preuve dans le cadre de procédures pénales pour terrorisme et/ou crime de guerre.

Portée L'importance capitale des aspects judiciaires de la lutte contre le terrorisme a été soulignée par Eurojust, entre autres, lors des auditions de la commission LIBE du Parlement européen et à l'occasion de la visite à Eurojust de la commission spéciale sur le terrorisme

(TERR) du Parlement européen en décembre. Les discussions ont porté principalement sur la valeur ajoutée d'Eurojust dans le soutien des enquêtes et poursuites en cours et dans l'optimisation de la coordination et de l'échange d'informations. Eurojust a fait part de ses inquiétudes quant à la refonte du règlement 45/2001, en particulier par rapport à la proposition récente suggérant d'appliquer le règlement aux données opérationnelles traitées par Eurojust, et a plaidé pour l'adoption d'un régime commun applicable à Eurojust, à Europol et au PE.

L'accroissement des possibilités de coopération judiciaire sur un plan opérationnel et stratégique dans la lutte contre le terrorisme constitue une priorité absolue pour Eurojust dans le cadre de ses relations avec les États tiers. À cet effet, et dans le but de renforcer la confiance mutuelle et d'explorer de nouvelles pistes de coopération, Eurojust a reçu plusieurs visites d'experts en matière d'antiterrorisme et de coopération judiciaire issus d'États tiers, dont la Tunisie, Taïwan et la Ligue des États arabes.

Radicalisation Dans le domaine de la radicalisation conduisant à un extrémisme violent et au terrorisme, Eurojust a poursuivi la surveillance et l'analyse des condamnations pour terrorisme, notamment le recours à des alternatives à la détention par les tribunaux des États membres. Eurojust a rapporté régulièrement dans ses recueils le type des sentences imposées par les juges dans les affaires de terrorisme (avec ou sans privation de liberté) et, le cas échéant, les obligations prévues pour garantir un équilibre entre la réintégration et la déradicalisation des condamnés et la sécurité publique.

Le cinquième rapport d'Eurojust sur les CTE décrit les expériences et les bonnes pratiques concernant les mesures de justice pénale face à la radicalisation. Eurojust a participé aux discussions et aux activités du HLCEG-R (High Level Commission Expert Group on Radicalisation) récemment établi, en particulier en ce qui concerne l'identification de priorités et de propositions d'action concrètes, au niveau de l'UE et des États membres, en matière d'emprisonnement et de probation, de réhabilitation et de réintégration. Suite à une suggestion d'Eurojust, l'une des recommandations adoptées par le HLCEG-R vise l'amélioration de la communication des informations à Eurojust en ce qui concerne les enquêtes, poursuites et jugements liés à des infractions de terrorisme, afin de permettre à Eurojust de surveiller le recours à des alternatives aux poursuites et à la détention (comme demandé dans les conclusions du Conseil en novembre 2015), et de contribuer ainsi au développement de la politique criminelle vis-à-vis des CTE et de la radicalisation.

Recueil des condamnations pour terrorisme En 2017, Eurojust a publié trois volumes du recueil des condamnations pour terrorisme, basés sur des données de sources ouvertes et des informations fournies par les autorités nationales en vertu de la décision 2005/671/JAI du Conseil. Ce recueil offre une vue d'ensemble des condamnations pour terrorisme et des acquittements à travers l'Union européenne, des mises à jour juridiques, ainsi que des analyses judiciaires de jugements intéressants. Les chapitres d'analyse des volumes publiés en 2017 incluent une analyse des jugements rendus par les tribunaux allemands, italiens et néerlandais. Deux de ces jugements concernent des CTE revenus de Syrie et le troisième se rapporte à un groupe poursuivi pour avoir soutenu et recruté activement des combattants djihadistes. L'un des volumes comprend un résumé de la Directive (UE) 2017/541 adoptée en mars, relative à la lutte contre le terrorisme. Un autre volume comprend une série de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la lutte contre le terrorisme susceptibles d'avoir une incidence sur la législation et les politiques de l'UE et des États membres.

Démantèlement d'un groupe menant des activités de propagande pour l'EI

Les autorités espagnoles ont demandé l'assistance urgente d'Eurojust dans le cadre d'une enquête sur un groupe supposément impliqué dans la production de matériel audiovisuel destiné à une diffusion en ligne contenant une propagande en faveur de l'EI et défendant la perpétration d'infractions terroristes. Actif dans plusieurs États membres, le groupe était également soupçonné de mener des activités de recrutement et de radicalisation.

Pour le démanteler, les autorités espagnoles ont planifié une journée d'opérations communes placée sous la coordination d'Eurojust. À cette fin, cinq jours avant la date prévue pour les opérations communes, le juge d'instruction en charge du dossier a lancé deux MAE et deux demandes d'entraide exigeant l'exécution de plusieurs perquisitions et saisies de pièces pertinentes en Allemagne et au Royaume-Uni. Les MAE et les demandes d'entraide devaient être exécutés d'une manière simultanée et coordonnée au cours de la journée d'opérations communes.

En préparation de la journée d'opérations communes, les bureaux nationaux espagnol, allemand et anglais ont entretenu des contacts permanents, ce qui a facilité l'échange spontané d'informations et la transmission immédiate des copies des demandes d'entraide et des MAE. Ils ont échangé des informations sur l'état d'avancement des traductions des demandes d'entraide et des MAE et sur l'ajout de celles-ci dans le SIS, et se sont également mis en liaison avec les bureaux SIRENE pour préparer l'activation synchronisée des MAE intégrés dans le SIS.

Les bureaux nationaux ont indiqué à leurs autorités nationales la meilleure façon de procéder et ont fourni des informations et des explications supplémentaires, le cas échéant. Des vérifications préliminaires ont été réalisées pour déterminer les autorités compétentes, en Allemagne et au Royaume-Uni pour exécuter les MAE et mener les perquisitions avant même que les traductions des MAE et demandes d'entraide ne soient disponibles. Avant d'avoir reçu la version anglaise du MAE, le bureau national anglais avait déjà transmis la version espagnole aux autorités nationales compétentes pour accélérer la certification du MAE — condition préalable à l'arrestation du suspect à Birmingham. Un problème est apparu concernant l'heure des perquisitions, dans la mesure où la législation allemande interdit les perquisitions de nuit (c.-à-d. avant 3 heures du matin). Par conséquent, les autorités requérantes ont fixé l'heure d'exécution à 4 heures du matin.

Les traductions urgentes des MAE et demandes d'entraide en allemand et en anglais (réalisées en moins de 24 heures) ont été transmises aux autorités allemandes et anglaises compétentes par l'intermédiaire des bureaux nationaux d'Eurojust. Dans les heures suivant la réception, les formalités juridiques et pratiques requises en Allemagne et au Royaume-Uni ont été réglées de manière à ce que les mesures demandées soient exécutées. Par ailleurs, les bureaux nationaux d'Eurojust ont permis d'avertir les autorités espagnoles de futurs problèmes potentiels liés au manque d'informations suffisantes sur l'infraction présumée dans le MAE. En outre, il a été convenu d'étendre le mandat de perquisition au Royaume-Uni afin d'y inclure un véhicule non mentionné dans la demande d'entraide. Le membre national espagnol a également collaboré étroitement avec le magistrat de liaison espagnol détaché à Londres pour assister les autorités nationales.

Le 28 juin à 4 heures, les autorités concernées en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni ont lancé une opération décisive qui a mené à l'arrestation de six suspects, membres du groupe.

L'opération était coordonnée par Eurojust et soutenue par un spécialiste de la lutte antiterroriste d'Europol dépêché en Espagne. Des policiers espagnols ont également été déployés sur place en Allemagne et au Royaume-Uni pendant la journée d'opérations communes.

Après la journée d'opérations communes, Eurojust a continué à coordonner et à faciliter la coopération entre les autorités nationales. Peu après les arrestations, les autorités espagnoles ont transmis des informations supplémentaires à leurs collègues allemands et anglais pour résoudre les problèmes liés au manque d'informations suffisantes dans les MAE initiaux (conformément au principe de spécialité relatif à la production de trois clips vidéo), et ont facilité les décisions de remise par les autorités d'exécution. Les parquets concernés ont reçu les informations supplémentaires nécessaires à l'autorisation des remises conformément à l'article 15(2) de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen. Ainsi, l'individu arrêté en Allemagne a pu être livré aux autorités espagnoles.

Qui plus est, Eurojust a facilité l'identification et la sélection des pièces pertinentes saisies en Allemagne au cours de la journée d'opérations communes, et ces éléments ont pu servir de preuves dans le cadre des poursuites en Espagne. Les bureaux nationaux allemand et espagnol ont apporté des éclaircissements au procureur principal en Allemagne, ce qui a permis à l'instance nationale compétente d'obtenir l'autorisation de transfert des pièces saisies lors des perquisitions. Les pièces saisies ont été remises conformément à l'article 29 de la décision-cadre relative au MAE (DC MAE).

Quelques mois après la journée d'opérations communes, Eurojust a accueilli une réunion de coordination au cours de laquelle les autorités nationales participantes (Allemagne, Espagne et Royaume-Uni) ont fait part de leurs observations sur la préparation et l'exécution de cette journée. Elles ont également évoqué l'avancement des poursuites en cours et les possibilités de coopération future. Pendant la réunion de coordination, les autorités anglaises ont remis à l'Espagne les pièces saisies pendant la journée d'opérations communes. L'individu arrêté en Allemagne a été livré aux autorités espagnoles.

La coordination et l'assistance fournies par Eurojust ont été saluées par les autorités espagnoles. Ces dernières ont estimé qu'il aurait été impossible de mener une opération multinationale simultanée aussi complexe, en particulier avec un temps de préparation extrêmement court, sans l'assistance de l'agence. Le soutien d'Eurojust a également été décisif dans le contexte du suivi de la journée d'opérations communes et de la coopération continue entre les autorités nationales concernées.

[Manuel CBRN-E d'Eurojust](#)

[Bulletin d'information Eurojust News n° 15](#)

2.2 Cybercriminalité

Dossiers Les enquêtes sur la cybercriminalité exigent inévitablement des services de police et des autorités judiciaires qu'ils coopèrent et coordonnent les mesures d'instruction avec des autorités de ressorts différents. Eurojust a soutenu 70 dossiers, tenu 9 réunions de coordination

et 1 centre de coordination, et soutenu 7 ECE, dont 4 fraîchement établies. Les États membres les plus requérants ont été la Roumanie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Les États membres les plus requis ont été le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

La cyberattaque NotPetya a mis en lumière l'importance d'une réponse coordonnée immédiate face à des attaques de grande envergure, révélant ainsi la valeur ajoutée de l'engagement précoce d'Eurojust et d'Europol.

Le 27 juin 2017, une cyberattaque massive touchait des systèmes informatiques partout dans le monde. Apparaissant sous la forme d'un rançongiciel, le logiciel malveillant utilisé dans le cadre de l'attaque, appelé NotPetya, s'est propagé sur le réseau d'ordinateurs atteints, provenant d'un fournisseur ukrainien de logiciels comptables. Suite à cette attaque, les systèmes informatiques de plusieurs entreprises ont subi des dommages irréparables. Parmi les victimes se trouvaient des entreprises de moyenne et de grande envergure dans plusieurs États membres et dans de nombreux pays dans le monde. Seule l'intervention rapide (impliquant un blocage complet ou partiel de l'accès au réseau) des départements informatiques des entreprises prises pour cibles a permis d'enrayer la propagation de NotPetya.

Dans les heures qui ont suivi l'attaque, les autorités judiciaires françaises ont ouvert une enquête criminelle et ont demandé l'assistance d'Eurojust. Des enquêtes parallèles ont été lancées dans plusieurs autres pays dans le monde. Afin de coordonner ces initiatives, Europol a tenu une réunion opérationnelle en juillet et Eurojust a organisé une réunion de coordination en septembre, impliquant 10 États membres et l'Ukraine. Une ECE a été établie en décembre pour garantir la collecte en temps opportun des éléments de preuve électroniques et la coordination des efforts d'enquête dans les pays participants, afin de surmonter les différences présentes dans les divers cadres juridiques.

Coopération avec Europol Eurojust a collaboré étroitement avec ses principales parties prenantes. Citons, par exemple, le détachement de l'expert national chargé des affaires de cybercriminalité d'Eurojust auprès d'EC3, la promotion d'un engagement précoce des autorités judiciaires et de l'échange d'informations, ou encore le soutien apporté au J-CAT (Joint Cybercrime Action Taskforce). Eurojust et Europol ont actualisé le document conjoint sur les défis communs dans la lutte contre la cybercriminalité, publié en tant que document 7021/17 de l'UE.

Depuis 2016, Eurojust soutient les projets EMMA (European Money Mule Action) I, II et III sous l'égide de l'EMPACT. Chaque action consiste en une semaine d'action opérationnelle, suivie d'une semaine de campagne médiatique afin de sensibiliser le public aux pratiques de recrutement de mules financières (money muling). Au fil des ans, les préoccupations des EMMA sont passées de l'identification des mules financières à celle des OC qui les recrutent, ainsi que sur la prévention des pertes financières et sur le gel et la saisie des profits illicites. Eurojust contribue à la coordination des enquêtes menées par les autorités et fournit des conseils sur les éventuels obstacles juridiques liés aux enquêtes transfrontalières et sur les spécificités de la coopération public-privé avec le secteur bancaire. Les résultats de ces activités coordonnées entre les États membres, la Fédération bancaire de l'Union européenne, Europol et Eurojust démontrent qu'une action internationale permet d'aller plus loin dans la lutte contre le recrutement des mules financières.

Coopération avec l'EJCN Eurojust soutient l'EJCN (voir section 5.4) et collabore étroitement avec ce réseau pour développer plusieurs activités relatives au chiffrement (voir section 3.1), à

la rétention de données (*voir* section 3.2), aux enquêtes sur le Darknet et aux preuves électroniques.

Avec l'aide de l'EJCN, Eurojust a réalisé deux études sur la criminalité liée aux technologies de l'information : la première analyse l'impact de la décision de la CJE sur la rétention des données, et la seconde se penche sur les possibilités et les expériences des États membres en ce qui concerne la conduite d'enquêtes en ligne sur la criminalité du Darknet. Les conclusions de l'analyse préliminaire réalisée pour la seconde étude ont servi à l'élaboration de la Conférence Darknet organisée par Europol en octobre 2017 dans le cadre du PAO sur les armes à feu.

Les experts d'Eurojust et les membres de l'EJCN ont participé à des réunions sur les preuves électroniques, organisées par la Commission, fournissant des données issues des dossiers d'Eurojust et identifiant les bonnes pratiques des États membres.

Les réunions plénières de l'EJCN à Eurojust constituent une plateforme propice à l'échange d'expériences, de savoir-faire et de bonnes pratiques entre les principaux acteurs de la lutte contre la cybercriminalité, à savoir les représentants des autorités nationales, les bureaux nationaux d'Eurojust, les observateurs d'EC3, le Conseil, la Commission et le chef du Secrétariat du RJE. Le dossier Darkweb, soutenu par Eurojust et l'EC3, a été présenté pendant la réunion plénière. Il illustre parfaitement les nombreux défis techniques et juridiques posés par la lutte contre la criminalité du Darkweb. L'approche adoptée lors de l'enquête a été saluée comme étant une bonne pratique par l'EJCN et pourrait servir d'exemple pour de futurs démantèlements de places de marché illicites similaires sur le Darkweb.

Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité Eurojust a publié la troisième édition du Registre judiciaire relatif à la cybercriminalité (CJM), conçu comme un instrument de déclaration pour soutenir les praticiens dans le cadre d'enquêtes et de poursuites de dossiers de cybercriminalité. Il met en avant les progrès législatifs pertinents et analyse la jurisprudence dans les domaines de la cybercriminalité, de la criminalité liée aux technologies de l'information et des preuves électroniques. Le CJM comprend les conclusions de l'étude sur les répercussions de la décision de la CJE relative à la rétention des données. Dans plusieurs États membres, des tribunaux ont déjà examiné la validité des réglementations nationales sur la rétention de données. Cependant, aucune loi nationale sur la rétention de données n'a été invalidée jusqu'à présent. Le CJM présente également une analyse préliminaire de l'étude d'Eurojust sur les possibilités d'enquête des autorités policières et sur les défis pratiques et juridiques auxquels ces services sont confrontés lorsqu'ils enquêtent sur le Darkweb. Étant donné que ce type d'enquête implique de multiples juridictions, leur succès repose sur la mise en place d'une coopération et d'une coordination transfrontalières. Dans ce domaine, les ECE apportent incontestablement une valeur ajoutée.

Portée Eurojust a présenté son travail sur la cybercriminalité au cours de diverses audiences de la commission LIBE au Parlement européen. Lors de l'audience sur l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants, Eurojust a produit une analyse sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet à partir des dossiers traités.

Opérations contre un réseau criminel Usenet

Dans les dossiers de cybercriminalité, le facteur temps est crucial. Un simple clic permet de supprimer des données ou de les transférer d'une juridiction vers une autre — non seulement au sein de l'Union européenne, mais dans n'importe quelle partie du monde.

En octobre 2017, le bureau national allemand a soumis à Eurojust deux dossiers liés impliquant des violations graves présumées des droits de la propriété intellectuelle allemands. Des organisations criminelles spécialisées dans le piratage en ligne étaient soupçonnées de gérer des portails proposant des milliers de ressources sous licence ou copyright, notamment des films, des logiciels et des programmes télévisés.

Si la publicité pour ce contenu était proposée de façon flagrante sur le Web surfacique (par opposition au Web caché) sous des noms de domaine tels que www.town.ag et www.usenetrevolution.info, le contenu même était stocké dans le réseau Usenet. Les responsables des OC sont soupçonnés d'avoir engrangé plus d'un million d'euros en vendant des adhésions à Usenet. Les dommages causés par ces violations de copyright sont estimés à 7,5 millions d'euros.

Les serveurs informatiques utilisés dans le cadre de ces activités étaient exploités par plusieurs entreprises ayant des filiales en France, aux Pays-Bas, à Saint-Marin et au Canada. Par ailleurs, deux des 68 suspects se trouvaient en Suisse, et l'un des principaux suspects en Espagne. Un centre de coordination a été établi pour soutenir la coopération judiciaire avec ces pays, saisir les données pertinentes et exécuter d'autres demandes de manière adéquate et rapide.

Comme deux parquets allemands étaient chargés du dossier et que les cibles se trouvaient à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne, le centre de coordination a veillé à assurer une coordination correcte entre les diverses mesures demandées. Les demandes de coopération auprès de la France et des Pays-Bas ont été formulées par le biais de DEE, et les demandes aux autres pays par des demandes d'entraides. Un MAE a également été émis à l'encontre du suspect présent en Espagne.

La synchronisation de la coopération en matière de saisie des données a été centrale dans cette affaire. Pour les besoins de l'enquête, il était indispensable de prendre le contrôle des serveurs de piratage Internet. À un stade précoce, le centre de coordination a été informé que les autorités allemandes étaient parvenues à saisir les mots de passe permettant d'accéder directement à la plupart des serveurs. Eurojust a immédiatement contacté tous les États membres concernés et demandé qu'ils reportent les opérations ciblant les sociétés d'hébergement.

L'horaire des mesures a été modifié à plusieurs reprises pendant la journée d'opérations communes pour s'adapter à l'évolution des besoins opérationnels. Eurojust est intervenue rapidement tout au long de la journée pour assurer la synchronisation optimale des opérations dans les pays participants. Deux personnes ont été interpellées, 76 perquisitions ont eu lieu et plusieurs sites Web, serveurs, ordinateurs et éléments de preuve électroniques ont été saisis.

Cet important volume de données a pu être obtenu de diverses façons :

- accès aux données, et téléchargement de celles-ci, sur les serveurs Internet à l'aide des ordinateurs portables et des mots de passe trouvés au cours des perquisitions menées aux domiciles des suspects en Allemagne ;

- saisie de serveurs supplémentaires, supposément situés dans les locaux des sociétés d'hébergement en France et au Canada ; et
- confiscation de documents et de données de transaction complètes auprès d'entreprises en Espagne et aux Pays-Bas.

Les répercussions de ces mesures ont largement dépassé les réseaux criminels impliqués dans ce dossier. Pendant la journée d'opérations communes, d'autres sites Web de piratage Usenet ont été mis hors ligne. Des OC similaires, réalisant sans doute qu'une opération judiciaire internationale était en cours, ont en effet décidé d'arrêter leurs serveurs préventivement pour échapper aux poursuites.

2.3 Trafic de migrants

Dossiers Le nombre de dossiers soumis à Eurojust est passé de 32 en 2014 à 64 en 2017. Eurojust a organisé 15 réunions de coordination, deux centres de coordination et 14 ECE (dont six nouvelles équipes), réaffirmant ainsi la nécessité d'une meilleure coopération fondée sur des outils de coopération judiciaire afin de lutter contre le trafic de migrants au niveau international. Les États membres les plus requérants ont été l'Autriche, la Grèce et l'Italie. Les États membres les plus requis ont été l'Allemagne, la Bulgarie et l'Italie.

Le nombre de dossiers soumis à Eurojust reste toutefois relativement faible par rapport à l'ampleur de la crise migratoire actuelle et au nombre présumé de migrations assistées.

Eurojust a poursuivi son soutien en faveur des autorités judiciaires compétentes dans les Hotspots via ses bureaux nationaux, en s'appuyant sur les renseignements judiciaires fournis par ses points de contact judiciaires en Italie et en Grèce.

Les autorités judiciaires encouragent une coopération judiciaire régionale dans le contexte de la NSTF (North Sea Task Force). Établi en avril 2016, ce groupe de travail rassemble des autorités judiciaires et policières de Belgique, de France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas, ainsi que des représentants d'Eurojust et d'Europol, pour faciliter l'échange d'informations et améliorer la coordination des poursuites.

Pour illustrer le succès de la NSTF, citons un dossier relatif à une OC soupçonnée de faciliter l'immigration clandestine à partir de pays tels que l'Afghanistan, le Pakistan et le Vietnam vers l'UE, en violation de la loi sur l'immigration. L'organisation criminelle était aussi soupçonnée de blanchiment d'argent. Elle aurait organisé le transport de migrants dans des véhicules spécialement adaptés, traversant la Bulgarie, la Belgique, la France et les Pays-Bas, avec pour destination finale le Royaume-Uni. Les enquêtes concernant l'organisation criminelle ont débuté en 2016 au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, et des liens ont été décelés avec les trois autres États membres. La particularité de ce dossier est qu'il rassemblait des pays situés sur une partie de l'itinéraire emprunté par les trafiquants : le pays de destination (Royaume-Uni), les pays de transit (Belgique, Bulgarie, Allemagne, France et Pays-Bas) et des pays dans lesquels l'OC disposait d'un soutien logistique (notamment la France, où les véhicules étaient modifiés).

Comme l'ont souligné les praticiens lors de la [réunion sur le trafic de migrants organisée par Eurojust](#) en juin, la nature des dossiers impose une collaboration renforcée entre les pays d'origine, de transit et de destination. Ces affaires se prêtent donc tout naturellement à une coopération judiciaire internationale. La réunion s'est conclue par un accord portant sur la nécessité de démanteler et de poursuivre l'organisation criminelle dans son ensemble, plutôt

que ses ramifications nationales de manière isolée. Dans ce contexte, l'échange précoce de renseignements a été identifié comme meilleure pratique. Une coopération plus soutenue avec les États tiers a aussi été mentionnée. À cet égard, le traitement des dossiers d'Eurojust indique qu'une coopération a eu lieu à une reprise avec le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne, la Turquie et la Suisse, et à deux reprises avec la Serbie.

Mariages blancs

Les mariages blancs semblent être de plus en plus utilisés comme mode opératoire pour faire passer des migrants dans l'Union européenne. Certains éléments laissent entendre que les organisations criminelles connaissent les différences entre les législations des États membres et tendent à choisir ceux dont le cadre est permissif.

En 2014 et en 2015, l'Irlande a connu une hausse importante des demandes d'asile de ressortissants non européens issus du sous-continent indien. Au cours de la même période, une augmentation significative des mariages entre certains ressortissants non européens et européens a été observée, principalement entre des hommes du sous-continent indien et des femmes d'Europe de l'Est et du Portugal. Les enquêtes menées à ce sujet ont montré que les demandeurs d'asile procédaient de la sorte pour établir un nouveau statut en Irlande, bien que la majorité de ces hommes aient des antécédents et un statut d'immigration précédents au Royaume-Uni. Pour les femmes, la principale motivation semblait être purement financière.

En 2016, le bureau national irlandais a ouvert un dossier pour obtenir la coopération judiciaire de la Lettonie et traduire en justice d'éventuels organisateurs et recruteurs de jeunes mariées lettones. Les cibles principales de l'enquête irlandaise étaient un ressortissant pakistanais résidant en Irlande et une ressortissante lettone résidant également en Irlande. La suspecte se rendait régulièrement en Lettonie et était soupçonnée d'intervenir comme organisatrice et recruteuse dans de nombreux mariages de complaisance impliquant des ressortissantes lettones.

Lors de la première réunion de coordination en février 2016, les autorités lettones ont confirmé que leur propre enquête désignait en tant que suspect principal un autre ressortissant pakistanais à la tête d'un réseau impliqué dans au moins 60 mariages blancs. Les suspects ont été reliés et le *modus operandi* utilisé a été confirmé par les autorités lettones et irlandaises.

La deuxième réunion de coordination, en février 2017, a permis de résoudre les principaux obstacles dans le dossier, en particulier la qualification juridique des infractions et la question de la double incrimination.

Les mariages de complaisance n'étant pas criminalisés en Irlande, seules des infractions accessoires (notamment complot pour fraude, tromperie ou présentation de faux documents) permettaient d'engager des poursuites pénales. Or les peines pour ces infractions sont généralement minimales.

En Lettonie, l'infraction pénale de mariage de complaisance avait été introduite dans le Code pénal en 2013. Toutefois, il restait difficile de mener des poursuites, du fait de la jurisprudence limitée et des variations importantes quant aux peines imposées. Par ailleurs, des questions de compétence se posaient dès lors qu'une partie de l'infraction se produisait en dehors de la Lettonie et qu'il ne s'agissait que d'une tentative.

La cible principale des enquêteurs irlandais était détenue en Irlande pour violation de la loi sur l'immigration, et les autorités irlandaises ont suggéré de remettre le suspect à la Lettonie pour

qu'il réponde des accusations de mariage de complaisance. Le recours à un arrêté d'expulsion et à une remise basée sur un MAE a été pris en considération. Comme l'expulsion n'est pas associée à une destination précise, cette mesure comportait le risque que le suspect ne se rende pas en Lettonie, ce qui irait à l'encontre de l'objectif poursuivi par l'enquête dont il faisait l'objet. La remise suite un MAE de la Lettonie nécessitait l'existence d'une infraction correspondante en Irlande. La liste des infractions de la décision-cadre relative au MAE de 2002 a été examinée, et les participants à la réunion ont convenu de prendre leur décision après que la Lettonie aurait défini sa stratégie en matière de poursuites. Pour garantir que des poursuites soient engagées contre le suspect principal irlandais, les participants ont envisagé une troisième option, celle d'un procès par contumace en Lettonie. Les autorités irlandaises ont proposé de faciliter cette option et de fournir des preuves à cette fin. Finalement, la cible principale irlandaise a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion suite à la révocation de son statut d'immigration.

Pour répondre à ce phénomène, les autorités irlandaises ont commencé à s'attaquer au problème à la source, s'efforçant principalement de sensibiliser le personnel chargé des mariages. Cette stratégie perturbatrice, mise en place conjointement avec Eurojust et plusieurs États membres, a porté des fruits : le nombre de demandes de mariage a diminué de manière significative depuis 2015.

Les membres de l'opération coopèrent avec les autres États membres, avec le soutien d'Eurojust et d'Europol, pour démasquer les mariages blancs, et une enquête paneuropéenne est en cours. De plus, l'enquête irlandaise a évolué et se concentre désormais sur les mariages contractés en 2012 et 2013.

Groupe thématique sur le trafic de migrants Le groupe thématique a poursuivi ses activités de soutien aux parquets touchés par le trafic de migrants. Des analyses de la jurisprudence nationale des dossiers italiens, espagnols et français ont été publiées. Celles-ci mettent en avant les obstacles spécifiques à chaque pays et les solutions trouvées pour les surmonter. Par exemple, l'examen de la jurisprudence italienne souligne des solutions visant à affirmer la juridiction de l'Italie en haute mer, alors que l'étude de la jurisprudence française indique plutôt la prévalence de documents d'identité frauduleux et la réponse des législateurs consistant à alourdir les peines à cet égard.

Coopération avec Europol Eurojust dispose d'un point de contact auprès du projet d'analyse Checkpoint, l'interface opérationnelle d'Eurojust avec le secteur policier et, en particulier, avec Europol pour débattre de questions d'intérêt commun. En outre, Eurojust explore les possibilités de développer davantage les relations opérationnelles étroites entretenues avec le Centre européen pour la lutte contre le trafic de migrants (EMSC) basé à Europol.

Portée Eurojust maintient une étroite collaboration avec les institutions européennes et d'autres parties prenantes actives dans la lutte contre le trafic de migrants. L'échange de renseignements avec les partenaires pertinents, notamment les opérations et les missions menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), a été renforcé et d'autres opportunités ont été étudiées pour faciliter l'échange d'informations avec les agents de liaison en matière d'immigration dans le cadre de la révision du règlement du Conseil (CE) 377/2004. Par ailleurs, Eurojust a contribué à l'examen à mi-parcours de l'Agenda européen en matière de migration et a notamment souligné qu'il fallait encourager les forces de police nationales à adapter leurs stratégies de poursuite afin de cibler les cerveaux des organisations

criminelles. Dans ce domaine, les instruments de coopération judiciaire d'Eurojust peuvent fournir une assistance essentielle.

L'échange d'informations stratégiques avec EUNAVFOR MED s'est poursuivi tout au long de l'année. Eurojust et FRONTEX s'emploient actuellement à évaluer de nouvelles opportunités de coopération. En vertu du nouveau cadre juridique de FRONTEX, FRONTEX et Eurojust peuvent échanger des données personnelles pour les besoins d'une enquête pénale.

2.4 TEH

Dossiers Eurojust a enregistré 132 dossiers, une augmentation importante par rapport aux 93 dossiers traités en 2016. L'agence a également organisé 57 réunions de coordination (33 en 2016). Les États membres les plus requérants ont été la Roumanie, le Royaume-Uni et la Bulgarie. Les États membres les plus requis ont été la Roumanie, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

L'utilisation des ECE a également augmenté : 26 nouvelles ECE ont été établies, portant le nombre total d'ECE actives à 51. Trente-neuf ECE ont reçu des fonds d'Eurojust. Des États tiers, notamment la Norvège, la Suisse et la Bosnie-Herzégovine, ont participé aux ECE. La traite des êtres humains est souvent le fait d'organisations criminelles. Elle s'effectue parfois en combinaison avec des activités de blanchiment d'argent et de délits portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté personnelle. L'accent placé constamment sur la TEH — sous la forme du Projet stratégique, du plan d'action d'Eurojust contre la TEH et de recommandations formulées dans le rapport d'évaluation final — n'est sans doute pas étranger à cette augmentation du support opérationnel.

Rapport d'évaluation final En janvier, Eurojust a publié son [*rapport d'évaluation final sur la mise en œuvre du plan d'action d'Eurojust contre la TEH 2012-2016*](#). Celui-ci examine le traitement des dossiers par Eurojust dans le cadre de la lutte contre la TEH pendant la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2016, et se concentre sur le travail accompli au cours des deux années du Plan d'action (2014-2016). Le rapport montre que le type d'exploitation des victimes de TEH le plus fréquent est l'exploitation sexuelle, suivi de l'exploitation du travail. Les enquêtes sur ce type d'infractions sont complexes, mêlant à la fois des organisations criminelles et des victimes vulnérables.

Le rapport souligne plusieurs difficultés rencontrées au cours des enquêtes et des poursuites :

- collecte et recevabilité des preuves ;
- identification et localisation des victimes ;
- fiabilité des déclarations des victimes ;
- conflits de compétence ;
- exécution des MAE ;
- usage de techniques d'enquête spéciales transfrontalières ;
- découverte et confiscation des profits générés par la TEH ;
- apport de la preuve du blanchiment d'argent par les organisations criminelles impliquées dans la TEH ; et
- différences entre les règles de fond et de procédure dans les États membres.

Le rapport souligne également des bonnes pratiques : (i) Eurojust fournit aux autorités nationales une plateforme permettant de clarifier les questions et de trouver un terrain

d'entente commun sur la manière de procéder en organisant et en participant à des réunions de coordination ; (ii) Eurojust peut aider à résoudre les questions de compétence ; (iii) il est avantageux d'adopter une approche multidisciplinaire impliquant les ONG, l'administration fiscale, les services d'immigration et les autorités policières ; (iv) il est important de gagner la confiance des victimes ; et (v) la mise en place d'une ECE contribue à résoudre les problèmes relatifs à l'établissement de preuves.

Portée Étant donné la complexité de ce type d'infraction, une approche multi-institutionnelle est indispensable. Eurojust a poursuivi son partenariat avec d'autres institutions européennes et agences JAI afin de rationaliser les actions et d'optimiser les ressources dans la lutte contre le TEH. En mars, la coordinatrice européenne de la lutte contre le trafic de personnes a rencontré la Présidente d'Eurojust pour évoquer les derniers développements et les travaux futurs dans le domaine de la TEH. Eurojust a également présenté le rapport au sein du groupe de points de contact TEH des agences JAI, présidé par la Commission. Eurojust a apporté sa contribution au projet de communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, faisant rapport sur la suite donnée à la *Stratégie de l'UE en vue de l'éradication de la traite des êtres humains* et identifiant d'autres mesures concrètes. L'un des points abordés dans la communication est l'importance de perturber le modèle économique dont la TEH dépend, par exemple en intensifiant les enquêtes et les poursuites, en facilitant des enquêtes financières proactives basées sur le renseignement, la récupération des avoirs, le gel et la confiscation des profits, et en renforçant la coopération.

Enfin, Eurojust a partagé ses connaissances et ses bonnes pratiques avec l'UNODC : l'agence a participé aux réunions du groupe d'experts sur la coopération juridique internationale en matière de traite des personnes et a contribué à la rédaction de l'ébauche du *Manuel pratique sur les enquêtes et les poursuites liées à la traite des êtres humains dans le monde*.

ECE dans le cadre d'un dossier d'exploitation sexuelle

Le dossier concerne la traite d'êtres humains de Slovaquie vers le Royaume-Uni à des fins d'exploitation sexuelle. Dans ce dossier, la TEH est connectée à d'autres formes d'activités criminelles. Les infractions sur lesquelles portait l'enquête au Royaume-Uni incluaient des faits de viol, la facilitation du trafic de migrants vers le Royaume-Uni, la falsification de documents administratifs et d'autres délits associés. En Slovaquie, les enquêtes portaient sur des délits d'extorsion, d'obstruction à la justice et de tentative d'obstruction à la justice.

Des contacts bilatéraux entre les forces de police ont mis en avant la nécessité d'établir une ECE. Eurojust a facilité la communication entre les autorités nationales pendant la préparation et l'établissement de l'ECE, et a aidé à la rédaction de l'accord d'ECE et des amendements ultérieurs. En outre, en raison de différences entre les systèmes juridiques, les autorités slovaques ont demandé une justification quant à la désignation d'un officier de police plutôt qu'un procureur au poste de responsable anglais de l'ECE. Eurojust a clarifié la question en expliquant la séparation des fonctions entre les organes d'enquêtes et de poursuites en Angleterre et au Pays de Galles ; ceux-ci collaborent étroitement tout au long d'une affaire criminelle, mais leurs rôles sont clairement délimités. Dans le système anglais, un procureur ne peut ni ordonner à un officier de police d'agir, ni essayer de contrôler ou diriger l'enquête. C'est pour cette raison que le responsable anglais de l'ECE doit être un officier de police. Par ailleurs, Eurojust a aidé à trouver une solution juridique permettant à un traducteur d'intégrer l'ECE.

L'accord d'ECE a été signé en septembre 2013, avec Eurojust comme participant. Eurojust a également offert un soutien financier à l'ECE. Pendant la phase opérationnelle de l'ECE, Eurojust a participé aux discussions et a émis des commentaires sur le caractère légal des ordonnances de prévention de l'esclavage et de la traite émises au Royaume-Uni en vertu de la loi sur l'esclavage moderne (*Modern Slavery Act*). Selon la loi anglaise, tout manquement à une telle ordonnance constituerait un cas d'extradition au Royaume-Uni, assorti d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans, et un MAE pourrait être émis. Toutefois, il n'existe aucun instrument de reconnaissance mutuelle permettant à la Slovaquie de prendre en charge une telle ordonnance. Dans la mesure où les décisions des tribunaux ont été rendues en vertu de la loi nationale, laquelle ne transpose pas les obligations découlant de la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 sur l'application du principe de reconnaissance mutuelle, les forces de police slovaques doivent se contenter de transmettre des informations au niveau de la police pour informer le Royaume-Uni d'un possible manquement à ces ordonnances sur le territoire de la République slovaque.

Dans les affaires de TEH, il est extrêmement fréquent que des victimes vulnérables doivent être protégées. L'accord d'ECE contenait donc des dispositions explicites à cet effet. L'ECE a permis de garantir la présence des victimes slovaques lors des procès au Royaume-Uni, a facilité les témoignages des policiers slovaques aux procès au Royaume-Uni et a soutenu l'échange rapide des informations.

A l'issue de l'enquête, 10 personnes ont été condamnées au Royaume-Uni pour faits de TEH et autres infractions connexes (c.-à-d. des mariages blancs).

Les informations collectées par l'ECE ont permis l'ouverture de la procédure pénale en Slovaquie. Les enquêtes ont mené à la condamnation de trois personnes pour des faits d'extorsion et d'obstruction à la justice.

Soutien d'Eurojust à l'établissement d'une ECE et à la préparation d'une journée d'opérations communes dans un dossier de TEH et de blanchiment d'argent

En avril 2016, les autorités roumaines ont ouvert une enquête sur une organisation criminelle internationale soupçonnée de TEH à des fins d'exploitation sexuelle, de proxénétisme et de blanchiment d'argent. Les victimes — des femmes particulièrement vulnérables du fait de leur âge, d'incapacités physiques ou mentales, ou de l'absence de moyens financiers, d'alternatives professionnelles ou de liens familiaux — étaient contraintes de se prostituer en Belgique, en République tchèque, en Allemagne, en Espagne, en Suisse et au Royaume-Uni par des membres de l'organisation criminelle. L'enquête a révélé que les activités criminelles décrites généraient d'importantes sommes d'argent, les transactions bancaires gérées par l'organisation criminelle dépassant 5 millions d'euros.

En septembre 2016, le dossier a été transmis à Eurojust pour que celle-ci soutienne la coopération avec les autorités nationales des États membres et des États tiers impliqués, et aide à l'établissement d'une ECE et à la préparation d'une journée d'opérations communes. Lors de la première réunion de coordination en février 2017, il a été convenu de mettre en place une ECE. L'accord d'ECE a été signé en mars par la Belgique, la Roumanie et le Royaume-Uni, avec la participation des membres nationaux respectifs. En parallèle, Eurojust a reçu, transmis et

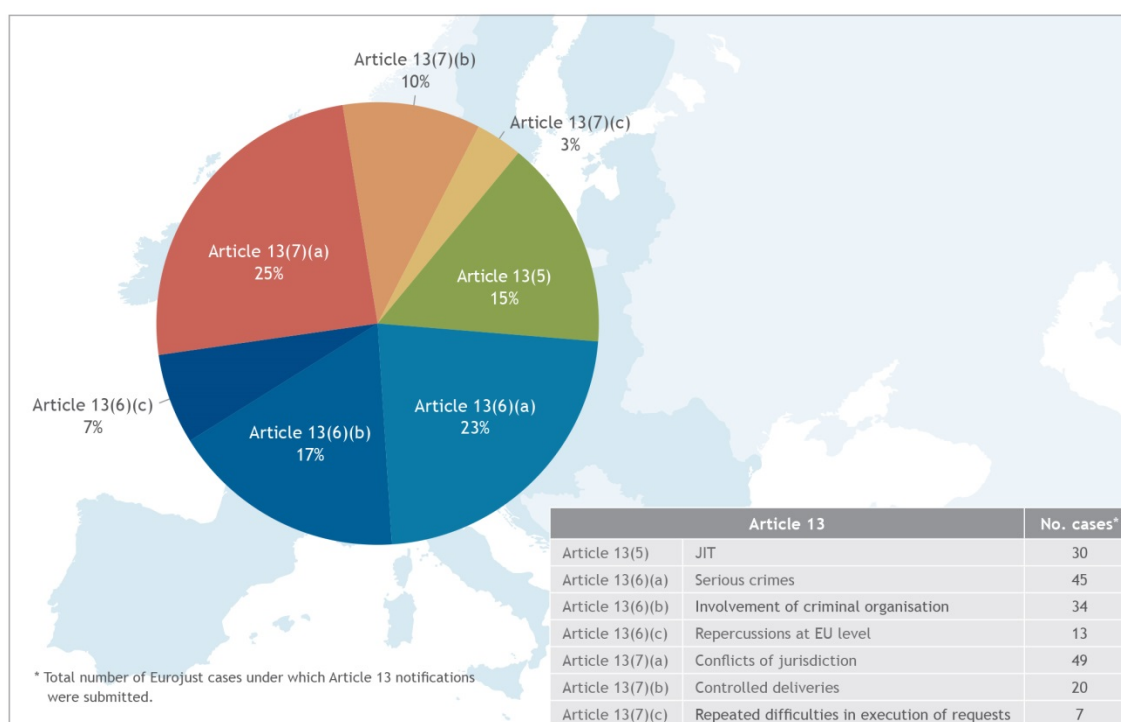
facilité l'exécution de demandes d'entraide judiciaire avec la République tchèque, l'Allemagne et la Suisse — des pays ne prenant pas part à l'ECE.

La deuxième réunion de coordination en mai a permis de planifier et de préparer la journée d'opérations communes. De plus, les participants à la réunion, soutenus par Eurojust, ont convenu de l'endroit le mieux approprié pour l'exécution des poursuites. Pendant la journée d'opérations communes en juin, 71 perquisitions ont été effectuées en Roumanie et 20 autres en Belgique, en République tchèque, en Suisse et au Royaume-Uni. De grosses sommes d'argent, des bijoux, des armes, de la drogue et des équipements électroniques ont été saisis. Le même jour, 39 suspects ont été interpellés en Roumanie, trois ont été interpellés au Royaume-Uni, et 40 témoins ont été entendus. De plus, des mesures de gel de fonds portant sur plus de 2 millions d'euros ont été ordonnées en Roumanie. Eurojust a conseillé les autorités nationales tout au long de la journée d'opérations communes.

Eurojust a également offert un soutien financier et logistique à l'ECE. Europol a contribué à l'échange d'informations parmi les pays concernés et a offert un support opérationnel en organisant une réunion opérationnelle et en croisant les renseignements reçus.

Eurojust a contrôlé le flux des notifications en vertu de l'article 13(5) à (7) de la décision Eurojust, qui oblige les États membres à communiquer certaines informations à Eurojust.

Article 13 cases



Roadshows et séminaires

Eurojust a organisé, en coopération avec les autorités nationales respectives, des séminaires de marketing en Finlande (mai), en Suède (septembre) et au Portugal (novembre), ainsi que sept roadshows (Bulgarie, France, Lituanie, Hongrie, Roumanie et Finlande) pour promouvoir les missions, le travail et la valeur ajoutée d'Eurojust dans les questions opérationnelles et encourager la reconnaissance d'Eurojust en tant que centre d'expertise légale et judiciaire de l'Union européenne. Des procureurs, des juges et/ou des autorités policières ont pris part à ces séminaires.

Stratégie de communication

En décembre, le Collège a approuvé la stratégie de communication d'Eurojust auprès des États membres afin de sensibiliser davantage les autorités nationales aux services et à la valeur ajoutée opérationnelle d'Eurojust. La stratégie se réfère à la nécessité d'organiser régulièrement des visites des membres nationaux aux autorités nationales pour discuter de toute question se rapportant aux dossiers et/ou s'informer mutuellement sur les politiques et les évolutions récentes. Elle met également en lumière les connaissances pratiques acquises par les praticiens lors de visites d'étude à Eurojust, en particulier celles organisées en collaboration avec le REFJ. Par ailleurs, la stratégie prévoit un nouveau moyen de promotion d'Eurojust par le biais de workshops nationaux (remplaçant les séminaires marketing et les roadshows). Ces workshops seront organisés par les bureaux nationaux dans les États membres pour expliquer les services d'Eurojust et son rôle de soutien aux autorités nationales des États membres et des États tiers impliqués, et pour promouvoir les missions, les responsabilités et la valeur ajoutée de l'agence.

Programme d'échange du REFJ

Dans le cadre du programme d'échange du REFJ, 20 procureurs/juges de 11 États membres (BG, CZ, DE, ES, IT, LT, HU, AT, PL, PT et SI) ont participé à de longues périodes de formation (trois ou quatre mois) dans les bureaux nationaux d'Eurojust, soutenant leur travail opérationnel. De plus, en septembre, 26 procureurs/juges de 16 États membres ont rendu une visite d'étude d'une semaine à Eurojust.

Chapitre 3 Défis et bonnes pratiques

Introduction

Par son travail opérationnel et stratégique, Eurojust contribue à l'identification des défis et des bonnes pratiques dans différents domaines de la coopération judiciaire en matière pénale.

En 2017, Eurojust s'est penchée de façon spécifique sur plusieurs obstacles juridiques et pratiques liés au chiffrement, à la rétention de données et au MAE. Depuis l'expiration du délai de transposition de la directive relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale le 22 mai 2017, Eurojust aide les autorités nationales dans l'application de la directive et offre des conseils juridiques dans les dossiers opérationnels lorsque des difficultés surviennent. Eurojust continuera de surveiller et d'analyser les problèmes éventuels qui pourraient survenir.

3.1 Chiffrement

Eurojust a organisé un workshop en juin, en collaboration avec la Commission et l'EJCN, pour rassembler des informations sur les répercussions du chiffrement sur les enquêtes pénales et examiner des solutions pratiques aux problèmes identifiés. Le workshop s'est concentré sur l'évaluation du cadre juridique dans les États membres, ainsi que sur les procédures légales, les obstacles et les bonnes pratiques. Les sujets suivants ont été abordés : (a) l'incidence du chiffrement sur la pratique quotidienne des enquêtes et des poursuites pénales, (b) la gestion des clés de déchiffrement et la fourniture de données en texte clair, (c) la rupture du chiffrement, et (d) le contournement du chiffrement.

Les participants ont souligné que le chiffrement constituait une entrave croissante au bon déroulement des enquêtes, dans la mesure où de plus en plus d'éléments de preuve d'activités criminelles ne sont plus accessibles sur des supports traditionnels (par ex. des documents papier), mais plutôt au format électronique. Les défis posés par le chiffrement s'étendent au traitement et au stockage des données tant en ligne que hors ligne. La gestion des problèmes de chiffrement dans des enquêtes pénales soulève des questions juridiques et techniques.

En ce qui concerne la gestion des clés de déchiffrement et la fourniture de données en texte clair, une distinction a été établie selon qu'un suspect ou un tiers coopère sur une base volontaire ou obligatoire. Les participants ont déclaré qu'il était possible que les obligations de déclaration présentes dans la législation de certains États membres et les accords volontaires disponibles dans d'autres États membres ne fonctionnent actuellement pas de façon optimale. De plus, ils ont insisté sur le fait que l'introduction de l'obligation pour un suspect de révéler une clé de déchiffrement ou des données en texte clair soulèverait des préoccupations en ce qui concerne le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination. De l'avis professionnel des participants, une clé de déchiffrement obtenue légalement au cours d'une enquête pourrait, en principe, être utilisée pour des enquêtes ultérieures.

Les participants ont conclu que le chiffrement pose un problème urgent pour la conduite efficace des enquêtes et des poursuites. S'agissant des approches à adopter pour relever ce défi, les participants estiment qu'un équilibre doit être trouvé entre les intérêts de l'enquête (nécessitant un accès efficace aux données) et la protection des droits fondamentaux.

Les conclusions de ce workshop ont été intégrées au 11^e rapport d'avancement de la Commission *Vers une union de la sécurité réelle et effective*.

3.2 Conservation de données

Eurojust a rapidement réalisé une première évaluation de l'incidence du jugement de la CJUE dans les dossiers joints C-203/15 et C-698/15 (Tele2 et Watson) sur la coopération judiciaire en matière pénale. Pour ce faire, un questionnaire détaillé a été envoyé aux membres de l'EJCN. Le questionnaire portait sur les dispositions législatives nationales sur la rétention de données compte tenu des considérations émises par la CJUE dans ses arrêts, en particulier si le cadre juridique permet une rétention de données générale/massive systématique, l'étendue des garanties quant à la rétention obligatoire de données et à l'accès subséquent à celles-ci, et enfin, l'impact éventuel du jugement sur la collecte et la recevabilité des preuves au niveau national et sur la coopération judiciaire internationale en général. L'analyse a fait apparaître l'opinion des praticiens en la matière. Eurojust a rendu un rapport en juin 2017 *inter alia* à la Commission et au Conseil (document 10098/17 du Conseil) et a partagé ce document avec Europol. Eurojust continuera à suivre les développements de la rétention de données à des fins d'enquêtes pénales dans l'Union européenne, en insistant plus particulièrement sur les répercussions dans le contexte de la coopération judiciaire.

3.3 Mandat d'arrêt européen

Eurojust a soutenu les autorités nationales dans le cadre de demandes relatives à l'application du MAE, enregistrant 320 dossiers concernant l'amélioration de l'exécution des MAE (soit 12,5 pour cent de tous les dossiers). La Grèce a fait le plus grand nombre de demandes (44), suivie par la Pologne (32), la Bulgarie (27), l'Autriche (27) et la Suède (23). Les États membres les plus sollicités ont été le Royaume-Uni (54), l'Espagne (42), l'Italie (37), la Roumanie (27) et la France (23).

En cas de conflit entre MAE, l'article 16 de la décision-cadre relative au MAE (DC MAE) stipule que les autorités judiciaires chargées de l'exécution peuvent demander à Eurojust de fournir des conseils quant à l'État membre auquel la personne faisant l'objet de plusieurs MAE doit être remise. Suite à de telles demandes en provenance du Royaume-Uni (3), de Belgique (2), de France (1), des Pays-Bas (1) et de Slovénie (1), huit dossiers de MAE en conflit ont été ouverts à Eurojust.

L'article 17(7) de la DC MAE prévoit que, dans des circonstances exceptionnelles, si un État membre ne peut pas observer les délais prévus par l'article 17, il devra en informer Eurojust et fournir les raisons du retard. En 2017, 38 notifications de manquement ont été enregistrées. Par celles-ci, deux ont été soumises au Collège parce qu'elles exigeaient le support des bureaux nationaux concernés, et les 36 autres ont été transmises à Eurojust à titre informatif uniquement. Ces notifications continuent d'être concentrées dans certains États membres. Pour garantir la transmission structurée des informations sur les délais d'exécution des MAE, Eurojust a préparé un formulaire PDF à remplir. Ce modèle, élaboré en concertation avec des experts nationaux des États membres, sera distribué aux autorités nationales compétentes au cours du premier trimestre 2018.

Depuis le jugement *Aranyosi et Căldăraru* de la CJUE le 5 avril 2016, Eurojust a été confrontée à un nombre croissant de dossiers de MAE dans lesquels les autorités judiciaires éprouvaient des difficultés à exécuter les MAE en raison des conditions d'incarcération prétendument inadéquates dans l'État membre de délivrance. En février, le Collège a tenu un débat thématique sur

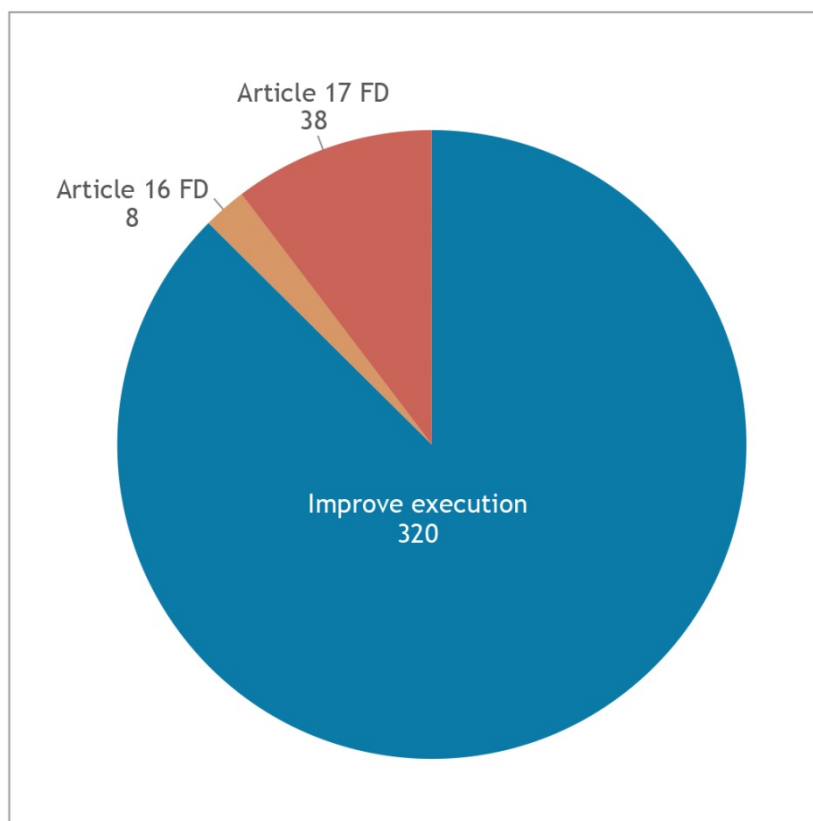
[les conditions carcérales](#) pour échanger des expériences et des bonnes pratiques. Au cours du débat, les participants ont discuté du jugement susmentionné et de son incidence sur les dossiers nationaux. Ils ont aussi examiné les perspectives d'élargissement du support d'Eurojust aux praticiens nationaux. Par ailleurs, en novembre, Eurojust a accueilli une réunion d'experts sur la *création d'un outil d'évaluation des conditions de détention*, organisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA). Les experts nationaux de 12 États membres, ainsi que des représentants de la FRA, de la Commission, du secrétariat du RJE et d'Eurojust, ont discuté de l'élaboration d'outils permettant d'évaluer les conditions de détention. Les conclusions de cette discussion seront reprises dans un rapport de la FRA.

[Le rapport sur le traitement des dossiers par Eurojust dans le domaine du MAE \(2014-2016\)](#) donne aux praticiens un éclairage sur les principaux problèmes identifiés dans les dossiers de MAE. Il décrit notamment les obstacles juridiques et pratiques dans les procédures de remise et explique comment Eurojust a tenté, autant que possible, de les surmonter. Le rapport se penche, entre autres, sur les questions suivantes : les demandes d'information ; la transmission de MAE ; les MAE en conflit ; les délais de prescription ; le report de remise et les problèmes liés à la remise effective ; les poursuites relatives à d'autres infractions ; l'assistance fournie dans les dossiers multilatéraux complexes ; et, enfin, l'incidence de la jurisprudence *Aranyosi et Căldăraru* et *Petruhhin* dans le traitement des dossiers d'Eurojust.

Eurojust publie régulièrement une édition actualisée du document [Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur le MAE](#) pour présenter aux praticiens une vue d'ensemble des synthèses des jugements de la CJUE au regard de la décision-cadre 2002/584/JAI du 13 juin 2002 sur le mandat d'arrêt européen et les procédures de remise entre les États membres. Ces synthèses sont regroupées par sujet et comprennent un court historique du dossier, les questions soulevées à la CJUE et le raisonnement juridique de la CJUE.

Eurojust a également rédigé une *Note d'information sur le jugement Petruhhin (dossier C-182/15) et le rôle d'Eurojust*, publiée en tant que document 15786/17 LIMITÉ du Conseil. Le but de cette note est de décrire aux praticiens des États membres les conséquences du jugement *Petruhhin* et le rôle qu'Eurojust peut jouer à cet égard. La note d'information résume le jugement, mentionne certaines des questions principales soulevées par l'application de ce jugement et traite du rôle possible d'Eurojust dans ce contexte.

EAW cases



Entraide judiciaire dans des dossiers d'atteinte à la propriété intellectuelle

En octobre, Eurojust a accueilli la réunion du réseau européen des procureurs dans le domaine de la propriété intellectuelle (EIPPN), co-organisée par l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) et Eurojust. L'objectif de cette réunion était d'améliorer la coopération et l'interaction entre les membres de l'EIPPN, ainsi qu'entre ceux-ci et les autres entités et réseaux actifs dans le domaine des droits de propriété intellectuelle (DPI) en Europe.

La réunion a servi de plateforme aux praticiens des États membres et des États tiers chargés des enquêtes et des poursuites concernant les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Les praticiens ont présenté leurs structures organisationnelles et décrit des dossiers en soulignant les défis juridictionnels et pratiques, ainsi que les obstacles rencontrés lors des enquêtes et des poursuites liées à ces infractions.

Les résultats préliminaires d'une étude réalisée par l'Université de Copenhague pour le compte de l'EUIPO sur les « mesures législatives relatives aux atteintes en ligne aux droits de propriété intellectuelle » ont également été présentés lors de la réunion. Les principaux défis relevés sont la diversité des législations nationales des États membres et l'adaptation rapide du comportement délictueux aux avancées technologiques.

La nécessité d'une traçabilité des avoirs d'origine criminelle et d'une coopération internationale renforcée a été évoquée. Eurojust a acquis une vaste expérience dans la facilitation de l'exécution des décisions de gel et des procédures de recouvrement des avoirs, ainsi que dans la

promotion de la valeur ajoutée des ECE. Les praticiens ont été encouragés à impliquer Eurojust dans les affaires transfrontalières complexes d'atteinte à la propriété intellectuelle et à envisager la mise en place d'ECE.

Une approche coordonnée est indispensable pour poursuivre efficacement les atteintes à la propriété intellectuelle, et la coopération avec Eurojust, le RJE et l'EJCN est préconisée. De plus, les atteintes aux DPI et la cybercriminalité sont généralement liées, les produits étant souvent vendus en ligne. De ce fait, des liens étroits entre l'EIPPN et l'EJCN sont bénéfiques pour le partage des connaissances et de l'expertise.

3.4 Décision d'enquête européenne

Conformément à la directive du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale, les États membres étaient tenus de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à cet instrument avant le 22 mai 2017. Toutefois, la majorité des États membres n'avaient pas transposé la directive dans leur droit national à cette échéance. Cette situation a soulevé des questions quant à l'interprétation de l'article 34 de la directive et, en particulier, la base juridique applicable dans les affaires impliquant un État membre n'ayant pas encore mis en œuvre la directive. En juin, Eurojust et le RJE ont publié une *Note sur la signification des « dispositions correspondantes » et sur le régime juridique applicable dans le cadre du retard dans la transposition de la directive relative à la décision d'enquête européenne* (Annexe II du doc. 9936/17 du Conseil). La note traite de deux questions importantes liées à l'article 34 de la directive sur la décision d'enquête européenne en matière pénale et qui ont une incidence manifeste sur le travail quotidien des praticiens : (1) le régime juridique applicable en cas de retard dans la transposition de la directive ; et (2) les mesures comprises ou non dans la notion de « dispositions correspondantes » à l'article 34 de la directive.

Conformément à l'article 3(1)(b) de la décision du Conseil, Eurojust a soutenu les autorités nationales dans le cadre des demandes liées à l'application de la directive sur la décision d'enquête européenne (DEE). L'expérience acquise par Eurojust porte sur les premiers mois de la mise en œuvre de la directive et est influencée par l'absence de transposition au niveau national dans certains États membres. Eurojust offre son appui et des conseils à chacune des quatre étapes du cycle de vie d'une DEE : (i) phase de rédaction, (ii) transmission à l'autorité d'exécution compétente, (iii) facilitation de la communication pendant la phase de reconnaissance, et (iv) assistance pour surmonter les difficultés pendant la phase d'exécution. Par exemple, des projets de DEE ont souvent été préparés avant la tenue d'un centre de coordination ou d'une journée d'opérations de telle sorte que les membres nationaux puissent vérifier que les projets de DEE étaient conformes aux exigences spécifiques du cadre juridique de l'État membre d'exécution.

L'intervention d'Eurojust a également été sollicitée fréquemment pour accélérer l'exécution des DEE. Bien que les autorités nationales aient généralement été positives à l'égard de la DEE, du format normalisé unique et des délais, certaines affaires ont soulevé des questions qui ont nécessité le soutien d'Eurojust. Eurojust est à même de jouer un rôle déterminant en proposant aux autorités nationales son expertise et un support technique indispensables pour identifier les meilleures solutions tout en respectant le cadre juridique européen et les obligations légales des juridictions impliquées.

Eurojust envisage d'organiser une réunion sur l'application de la DEE vers la fin de 2018.

DEE dans un dossier de vol à main armée

Une bande de ressortissants italiens et albanais était soupçonnée de plusieurs vols à l'arme lourde en Italie à l'encontre de banques et de fourgons blindés. Les autorités italiennes ont ouvert une enquête après l'attaque d'un fourgon blindé près de Salerne en février 2017. L'enquête a permis d'identifier les membres de l'organisation criminelle opérant en Italie, ainsi que leur *modus operandi*. De plus, les écoutes téléphoniques ont révélé que la même organisation prévoyait un vol important en Allemagne. Ainsi, une enquête a été lancée en Allemagne pour surveiller les mouvements des membres de l'organisation situés en Allemagne.

Au cours de deux réunions de coordination, en juillet et en septembre, les autorités d'enquête et de poursuite impliquées ont échangé les résultats de leurs enquêtes et ont décidé d'une stratégie d'enquête commune pour, d'une part, rassembler des preuves et, d'autre part, protéger la population contre une autre action armée de l'organisation criminelle.

Plusieurs questions ont été soulevées par rapport aux exigences de la demande d'entraide, aux procédures et aux autorités compétentes, susceptibles d'entraîner du retard ou de créer des obstacles. Certains problèmes ont été résolus par l'introduction de DEE en Allemagne et en Italie.

Celles-ci ont été émises par le procureur chargé des enquêtes en Italie et transmises par l'intermédiaire d'Eurojust aux autorités compétentes en Allemagne. Les DEE ont respecté un format normalisé unique, ce qui a facilité l'identification et la traduction des informations requises. Ainsi, les DDE ont été élaborées, remises et exécutées dans un délai très court, ce qui a permis d'effectuer simultanément plusieurs perquisitions et saisies.

Lors des réunions de coordination, Eurojust a aidé à l'élaboration du contenu des DEE et a fourni des conseils. Eurojust a joué un rôle déterminant dans la coordination de l'échange des informations opérationnelles recueillies grâce aux DEE et dans le choix du calendrier des opérations afin de garantir la défense des intérêts de chaque partie — quant à la sauvegarde de l'acquisition et de la préservation des preuves dans l'enquête italienne. La communication constante entre les bureaux allemand et italien a permis un suivi régulier des enquêtes.

Le 9 octobre, les autorités policières et judiciaires allemandes et italiennes ont lancé une opération commune à l'encontre de l'OC, au cours de laquelle 19 personnes (sur 22) ont été arrêtées et plus de 30 endroits ont été perquisitionnés.

Le dossier était toujours en cours en 2017.

M. Gianpaolo Nuzzo, Procureur général italien :

« Le rôle d'Eurojust a été déterminant pour la réussite de ce dossier (19 des 22 suspects ont été arrêtés), avec la tenue de deux réunions de coordination et la création d'un protocole facilitant l'échange d'informations avec l'Allemagne. Eurojust a joué un rôle tout aussi important pour surmonter les divergences entre l'Italie et l'Allemagne quant à l'approche à adopter pour venir à bout de l'OC. Un terrain d'entente a pu être trouvé entre le risque posé à la sécurité de la population en Allemagne et la nécessité de rassembler suffisamment de preuves en Italie. »

EUROPEAN INVESTIGATION ORDER

KEY FEATURES

- ▶ EU Directive on the EIO (2014/41) of 3 April 2014
- ▶ Mutual recognition of judicial decisions
- ▶ Replaces Letters of Request for investigative measures
- ▶ Deadline for transposition: 22 May 2017
- ▶ Obtains evidence located in another EU Member State
- ▶ Simplifies and accelerates cross-border criminal investigations

HOW IT WORKS



Examples of investigative measures:

- ▶ Obtaining existing evidence
- ▶ Hearings of witnesses and suspects
- ▶ (House) searches
- ▶ Checks on bank accounts/financial operations
- ▶ Interception of telecommunications
- ▶ Temporary transfer of persons in custody
- ▶ Preservation of evidence

LIFE CYCLE OF AN EIO



1- **DRAFTING** of EIO by judicial authority in Member State A

2- **TRANSMISSION** of EIO to judicial authority in Member State B

3- **RECOGNITION** of EIO in Member State B

4- **EXECUTION** of EIO in Member State B

EIO CASES

EUROJUST IDENTIFIES CHALLENGES AND BEST PRACTICE IN EIO CASES

ADVANTAGES OF THE EIO

- ✓ Creates a single comprehensive instrument with a large scope
- ✓ Sets strict deadlines for gathering the evidence requested
- ✓ Limits the reasons for refusing such requests
- ✓ Reduces paperwork by introducing a single standard form
- ✓ Protects the fundamental rights of the defence

EU MEMBER STATES TAKING PART IN THE EIO *



* As of 20 March 2018. For status of EIO implementation, see [EJN website](#).

3.5 Recommandations conjointes

Dans les dossiers soutenus par Eurojust, les problèmes survenant entre les autorités nationales sont résolus au cours des réunions de coordination (niveau II) et le consensus atteint est fondé sur le dialogue et sur la confiance mutuelle. Les membres nationaux assistent leurs autorités nationales et formulent fréquemment des recommandations sur des sujets spécifiques, conformément à l'article 6 de la décision Eurojust du Conseil. Dans certaines circonstances, les membres nationaux impliqués soumettent une recommandation ou une demande écrite aux autorités nationales. En plus des demandes émises par un seul État membre, neuf recommandations conjointes ont été formulées en 2017, élaborées conjointement par deux ou trois membres nationaux issus de neuf États membres différents (Belgique, Bulgarie, Allemagne, Irlande, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal et Roumanie) en guise de conclusion à un avis juridique sur la question. Dans ces recommandations conjointes, les membres nationaux impliqués demandent à leurs autorités nationales compétentes d'effectuer l'une des actions énumérées à l'article 6 de la décision Eurojust du Conseil. À titre d'exemple, ils ont formulé des recommandations afin d'inviter les autorités compétentes à accepter que l'une d'entre elles se trouve dans une meilleure position pour poursuivre des faits précis, ordonner une mesure d'instruction spéciale (par exemple, une livraison surveillée) ou pour entreprendre n'importe quelle action justifiée dans le cadre de l'enquête ou des poursuites. Cette pratique relativement récente, en vigueur depuis 2016, a reçu un accueil positif auprès des autorités nationales, qui peuvent désormais s'appuyer sur un avis plus pertinent, réfléchi et solidaire de la part d'Eurojust. La pratique renforce la valeur du rôle consultatif d'Eurojust en offrant une perspective européenne et une solution aux dossiers transfrontaliers complexes.

La majorité des recommandations conjointes ont concerné des problèmes juridictionnels, notamment le choix de la juridiction la mieux placée pour exercer des poursuites. Pour évaluer ces dossiers, Eurojust s'est fondée sur ses [Lignes directrices pour décider à quelle juridiction confier les poursuites](#) (version révisée en 2016 et traduite dans toutes les langues de l'UE) et sur sa synthèse de la jurisprudence de la CJUE concernant le principe *ne bis in idem*.

Le [Rapport sur les dossiers traités par Eurojust dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits de compétence](#), publié en 2017, est une mise à jour du rapport de 2015. Il prend en compte les évolutions dans ce domaine entre 2009 et 2017. Le rapport se penche sur les dossiers traités par Eurojust sous quatre angles différents : l'identification et la coordination des procédures parallèles, les questions juridictionnelles et les décisions quant à la juridiction qui doit exercer les poursuites, la transmission des procédures, et les questions liées à l'application du principe *ne bis in idem*.

Le document [Principe de ne bis in idem en matière pénale dans la jurisprudence de la CJUE](#), mis à jour en septembre 2017, présente la jurisprudence de la CJUE en ce qui concerne le principe *ne bis in idem* en matière pénale. Il explique dans quelle mesure cette jurisprudence a orienté la portée, et façonné les principales caractéristiques, du principe *ne bis in idem* au niveau européen. Il constitue un outil supplémentaire pour les praticiens et fournit des orientations sur l'application du principe *ne bis in idem* dans un contexte transnational. Il est régulièrement mis à jour.

Recommandation conjointe sur des conflits de compétence

Le dossier traitait d'une organisation criminelle impliquée dans un trafic de drogue et d'autres infractions connexes, notamment le blanchiment d'argent. Cette organisation opérait en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie, et sans doute dans d'autres États membres.

Les enquêtes ont révélé que l'organisation importait de la drogue (principalement du haschisch) de l'extérieur de l'Union européenne vers l'Espagne. La drogue était ensuite transportée clandestinement — notamment par voie postale ou cachée dans la double coque de bateaux — dans d'autres États membres pour y être revendue.

Lorsqu'il a été soumis à Eurojust par le procureur allemand, le dossier était en suspens depuis des années sans qu'il y ait eu de véritable coordination. Une ECE a été établie entre l'Allemagne, l'Espagne et la France pour une période d'un an. Eurojust a apporté son assistance à la rédaction de l'accord.

Pendant les dernières phases d'enquête et après la clôture de l'ECE, la question s'est posée de choisir rapidement la juridiction — Allemagne ou Espagne — qui devraient poursuivre les suspects faisant l'objet d'une enquête dans plusieurs pays, et ce pour servir au mieux l'intérêt de la justice tout en évitant une situation de *ne bis in idem*.

Une réunion de coordination a permis aux participants d'obtenir une vision claire du contexte.

Trois des suspects ont fait l'objet d'enquêtes en Allemagne et en Espagne. Au vu des renseignements disponibles, ces enquêtes portaient en grande partie sur les mêmes faits matériels. De plus, comme les trois suspects et leurs activités délictueuses étaient étroitement reliés, les enquêteurs ont estimé que les trois suspects et tous les événements devaient être poursuivis dans la même juridiction.

Sur la base de discussions détaillées et à la lueur de nouveaux faits, les membres nationaux allemand et espagnol ont émis une recommandation conjointe en vertu de l'article 6(1)(a)(ii) de la décision Eurojust du Conseil, expliquant les raisons pour lesquelles ils considéraient que l'Allemagne était dans une meilleure position pour poursuivre ces faits précis pour les trois suspects.

Plusieurs facteurs ont été pris en considération, notamment : (i) le caractère plus poussé de l'enquête allemande ; (ii) la nationalité, la localisation et les perspectives de remise des suspects ; (iii) les rôles des suspects dans l'organisation criminelle ; (iv) le nombre de preuves

pertinentes rassemblées et immédiatement disponibles en Allemagne ; et (v) le stade plus avancé des procédures en Allemagne. De plus, il a été demandé aux autorités espagnoles de transférer rapidement les procédures et de faciliter l'exécution des MAE connexes, et aux autorités allemandes d'accepter promptement la transmission des procédures.

Les charges à l'encontre du seul suspect poursuivi en Espagne et en Italie ne concernaient pas les mêmes faits matériels constituant le même acte délictueux. De ce fait, l'Espagne et l'Italie ont poursuivi les procédures parallèles sans compromettre les résultats de l'un et de l'autre.

PRIORITÉ DE L'ANNÉE

Évaluation des ECE

Eurojust et le Réseau ECE ont publié un deuxième rapport d'évaluation des ECE

Le projet d'évaluation des ECE a été lancé en 2013 avec les objectifs suivants :

- assister les praticiens dans l'évaluation des performances d'une ECE en termes de résultats atteints, de valeur ajoutée et d'insuffisances éventuelles afin d'améliorer toute coopération future ; et
- améliorer les connaissances des praticiens au sujet des ECE en facilitant l'identification des principaux problèmes juridiques et pratiques rencontrés et des solutions mises en œuvre.

Grâce à l'évaluation des ECE, des informations importantes sont fournies aux praticiens et aux parties prenantes afin d'évaluer la pertinence et l'efficacité de cet instrument dans la lutte contre les formes graves de criminalité transfrontalière et le terrorisme.

En décembre 2015, un premier rapport fondé sur l'auto-évaluation de 42 ECE a été publié et rendu disponible aux praticiens.

Deuxième rapport d'évaluation des ECE

Depuis la publication du premier rapport, 32 nouvelles évaluations ont été transmises au secrétariat du Réseau ECE. Le deuxième rapport actualise les conclusions du premier rapport et intègre les résultats des nouvelles évaluations.

Cette deuxième phase du projet a été menée en collaboration avec Eurojust et comporte en conséquence des constatations tirées de son expérience. Le Collège a organisé une discussion thématique sur les ECE sur la base de l'analyse de dossiers ECE classés entre 2014 et 2016, et les conclusions de cette concertation figurent dans le rapport.

Ainsi, ce deuxième rapport apporte un point de vue complémentaire sur l'évaluation des ECE par les autorités nationales à chaque phase du cycle de vie de l'ECE.

Conclusions issues de l'expérience d'Eurojust auprès des ECE

Phase de lancement

Pendant la phase de lancement, Eurojust aide les autorités nationales à identifier les affaires se prêtant à la mise en place d'une ECE, à clarifier les obligations légales et formelles et à élaborer et rédiger l'accord d'ECE.

En pratique, la participation d'Eurojust se traduit essentiellement par des contacts informels avec les autorités nationales. Par exemple, pour simplifier le processus, un bureau national d'Eurojust a élaboré un modèle à remplir par l'autorité nationale requérante pour disposer d'informations sur l'enquête primordiales pour les étapes suivantes (notamment la synthèse du dossier, les connexions identifiées dans d'autres États membres, l'existence d'enquêtes parallèles, etc.).

Un élément clé de la phase de lancement est l'identification d'enquêtes parallèles reliées en cours dans d'autres États membres. Eurojust aide les autorités nationales à identifier rapidement les enquêtes parallèles en cours, notamment avec la coopération ou le soutien des bureaux de liaison et des projets analytiques d'Europol.

Selon l'expérience d'Eurojust, et bien que les critères varient d'un État membre à l'autre, les aspects suivants doivent être pris en considération pour l'établissement d'une ECE :

- l'existence et l'état d'avancement des enquêtes dans les pays impliqués ;
- le nombre de participants potentiels à l'ECE (nombre limité ou important de participants) ;
- l'urgence des mesures à prendre ;
- les délais estimés pour la finalisation de l'accord d'ECE (en particulier pour les ECE multilatérales et/ou les ECE intégrant des États membres exigeant une autorisation sur le plan national) ; et
- les ressources disponibles dans les États membres impliqués.

Plusieurs dossiers ont démontré que si une enquête n'a pas encore été lancée dans l'un des États membres impliqués, Eurojust peut jouer un rôle décisif en soutenant l'ouverture d'enquêtes au niveau national, notamment en facilitant la transmission initiale des preuves et des informations nécessaires.

Selon l'expérience d'Eurojust, plusieurs obstacles ou freins peuvent entraver l'établissement d'une ECE :

- la « peur de l'inconnu » ou la supposition que les ECE ne conviennent qu'à des dossiers très importants ;
- des priorités opérationnelles divergentes ;
- l'absence d'enquête en cours ou les différents états d'avancement des enquêtes dans les pays impliqués ;
- l'existence d'enquêtes parallèles menées par plusieurs autorités judiciaires dans le même État ; et
- l'incidence des processus d'autorisation au niveau national.

Par leur rôle consultatif, les autorités centrales et/ou les experts ECE peuvent également contribuer à rationaliser le processus de lancement. Dans ce contexte, il a été reconnu qu'il existait une réelle valeur ajoutée dans le fait que le membre national soit habilité à signer l'accord d'ECE au nom des autorités nationales, comme le stipule la législation de plusieurs États membres.

Le soutien qu'apporte Eurojust à la rédaction de l'accord d'ECE est souvent déterminant pour le succès de son instauration. Eurojust encourage l'utilisation du [Modèle d'accord pour la création d'une ECE \(prenant en considération l'élargissement des ECE aux États tiers\), version mise à jour](#), pour simplifier les discussions. L'engagement d'Eurojust facilite également la rédaction et la négociation de l'accord d'ECE dans une langue de travail commune. Dans la mesure du possible, l'accord d'ECE n'est traduit (le cas échéant) qu'après l'approbation du contenu.

Ces dernières années, Eurojust a acquis davantage d'expérience vis-à-vis de l'intégration d'États tiers dans les ECE. En pratique, la participation d'États tiers aux ECE pourrait exiger que des questions spécifiques soient abordées (par exemple, garanties sur la non-imposition de la peine

de mort, protection des données, confidentialité, identification de la base juridique). La possibilité d'impliquer des représentants des États tiers dans les réunions de coordination facilite considérablement le lancement d'ECE entre des États membres et non-membres de l'UE. En outre, la présence des procureurs de liaison suisse et norvégien à Eurojust a mené à l'établissement et au développement d'ECE avec la Suisse et la Norvège.

Phase opérationnelle

Si le bureau national souhaite organiser une réunion de coordination (ce qui n'est pas toujours nécessaire après la signature d'un accord sur l'établissement d'une ECE, étant donné que celle-ci permet une interaction directe entre autorités nationales), la réunion de niveau II sert à évaluer le bien-fondé, la finalité et les objectifs de la réunion de coordination, ainsi qu'à s'entendre sur les modalités, la participation externe, les obligations de confidentialité et de déclaration et les questions de sécurité connexes, et sur l'utilisation de la vidéoconférence.

L'organisation de réunions de coordination peut également faciliter la coopération avec des États ne participant pas à l'ECE. Une bonne pratique à rappeler à cet égard consiste à utiliser le cadre d'une réunion de coordination pour combiner une réunion entre les partenaires de l'ECE avec des discussions impliquant les États membres et les États tiers dont la collaboration serait sollicitée par le biais d'une demande d'entraide. Dans plusieurs dossiers, une réunion a été organisée à Europol la veille d'une réunion de coordination à Eurojust pour favoriser l'échange d'informations au niveau des forces de l'ordre.

Le besoin de coopération se fait souvent sentir dans les derniers moments de la phase opérationnelle, lorsque les autorités impliquées demandent des conseils spécialisés sur des questions juridiques (transfert de procédures, MAE et conflit de compétence), comparent les résultats d'enquête et/ou s'accordent sur les plans d'action finaux (par ex. des opérations simultanées). Par ailleurs, les bureaux nationaux d'Eurojust facilitent les extensions ou les modifications des accords d'ECE et fournissent leur aide par rapport au financement des ECE, à la coordination de l'exécution de demandes d'entraides auprès d'États extérieurs à l'ECE ou à l'utilisation d'autres instruments judiciaires (MAE, DEE).

Il est également possible de soutenir les journées d'opérations communes en établissant un centre de coordination à Eurojust afin de faciliter la coopération pendant les opérations simultanées et de garantir un suivi adéquat (remise temporaire, gel d'avoirs et transfert de procédures). En 2017, cinq centres de coordination ont traité des dossiers pour lesquels une ECE avait été établie.

Il est fréquent que les autorités nationales doivent planifier et justifier les coûts des activités transfrontalières dans le cadre de la planification opérationnelle. Ainsi, le soutien financier proposé par Eurojust est un facteur clé qui contribue à l'utilisation des ECE par les États membres.

Phase de clôture

Le soutien d'Eurojust est parfois demandé après la clôture de l'ECE lorsqu'une coopération est toujours nécessaire, notamment pendant les poursuites et les procès. Dans de telles circonstances, le dossier Eurojust reste ouvert après la clôture de l'ECE et le support est fourni en fonction des besoins.

Après l'expiration d'une ECE, Eurojust propose aussi son soutien pour l'évaluation de l'ECE en organisant et/ou en finançant une réunion d'évaluation.

Une ECE permet la reconstitution des activités d'une OC à la tête d'un réseau de TEH

Le rapport annuel 2015 d'Eurojust se penchait sur un dossier relatif à une enquête anglaise sur l'entrée illégale de ressortissants albanais au Royaume-Uni en passant par d'autres États membres. Une ECE réunissant la Belgique, la République tchèque, l'Allemagne et le Royaume-Uni avait permis de révéler les profits générés par une organisation criminelle par le biais d'activités de trafic de personnes aux dépens de plus de 100 victimes. Avec le soutien d'un centre de coordination à Eurojust, une journée d'opérations communes a eu lieu en novembre 2015 et permis l'arrestation de huit suspects.

La Belgique ayant été désignée comme juridiction compétente pour engager les poursuites, les procédures pénales tchèques et anglaises ont été transférées vers la Belgique en 2016. Le fait que les procès aient lieu en Belgique permettait de poursuivre plus de cibles que si les procédures avaient été maintenues dans tous les pays concernés. Au Royaume-Uni, par exemple, les normes de preuve n'auraient pas permis de retenir des charges à l'encontre de tous les suspects finalement poursuivis en Belgique. Vingt-huit personnes ont été jugées et les condamnations ont été prononcées en janvier 2017. Les 15 conducteurs ont été condamnés à des peines de prison allant de 6 à 14 mois, et 7 autres personnes qui avaient apporté leur contribution aux activités ont été condamnées à des peines allant de l'abandon des poursuites à 28 mois d'emprisonnement. Des peines plus sévères, allant jusqu'à 5 ans de prison, ont été prononcées à l'encontre des coorganisateurs du trafic. Les deux chefs de l'organisation ont été condamnés chacun à 8 ans de réclusion. Les membres à tous les niveaux de l'organisation ont encouru des amendes supplémentaires allant jusqu'à 672 000 EUR et une confiscation de leurs avoirs jusqu'à 197 000 EUR.

Une réunion de coordination a été tenue à Eurojust en mars 2017 pour discuter des résultats des procès en Belgique et de questions connexes liées aux peines prononcées (certains accusés ayant été reconnus coupables par contumace) et à la gestion des questions de confiscation et de recouvrement des avoirs. Une évaluation de l'ECE a également été réalisée afin d'analyser les bonnes pratiques et les leçons tirées. L'ECE aurait pu bénéficier d'un point de communication unique en disposant d'un accès à un réseau sécurisé, par exemple, pour faciliter la consultation de fichiers volumineux. L'une des grandes leçons à retenir a trait à la clôture de l'ECE en décembre 2016, alors que la procédure pénale était toujours en cours en Belgique. Dans la mesure où une coopération était toujours nécessaire (concernant la confiscation et le recouvrement des avoirs), les autorités impliquées auraient sans doute tiré parti de l'échange d'informations rapide et aisé instauré dans le cadre de l'accord d'ECE. Selon les parties, la coopération au sein de l'ECE a eu ceci de positif qu'elle a permis aux autorités nationales de reconstituer une grande partie des activités délictueuses de l'organisation criminelle. Grâce à l'exploitation des données fournies par les États membres participants, il a été possible de relier davantage de transports de migrants au réseau de trafic de personnes que si chaque État avait œuvré seul.

Chapitre 4 Coopération d'Eurojust avec les États tiers

Accords de coopération

L'entrée en vigueur de l'accord de coopération avec le Monténégro le 3 juin et de l'accord de coopération avec l'Ukraine le 2 septembre a porté à neuf le nombre d'accords signés avec des États tiers. Lancées en 2016, les négociations officielles en vue d'un accord de coopération avec l'Albanie se sont achevées et, à la fin de l'année, l'accord attendait l'approbation du Conseil. En octobre, le Collège a décidé d'engager des négociations formelles afin d'établir un accord de coopération avec la Géorgie et a informé le Conseil de ses intentions.

Soucieuses d'explorer les possibilités de coopération renforcée avec les Balkans occidentaux, des délégations d'Eurojust ont rendu visite aux autorités judiciaires et aux autorités nationales de protection des données en Bosnie-Herzégovine, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en Serbie, en Albanie et au Monténégro. Des contacts ont également été entretenus auprès d'autres États tiers avec lesquels Eurojust souhaiterait intensifier la coopération, notamment le Brésil, la Colombie, Israël, le Mexique, la Tunisie et la Turquie.

Dossiers Eurojust impliquant des États tiers

Eurojust a offert son assistance dans 258 dossiers impliquant 48 États tiers. Comme les années précédentes, ces dossiers se rapportaient à de la fraude et à du blanchiment d'argent. Les États tiers ont intensifié leur engagement dans des dossiers de trafic de drogue. Des représentants d'États tiers ont assisté à 61 réunions de coordination. La Suisse, les États-Unis et la Norvège, représentés de manière permanente à Eurojust, ont participé au plus grand nombre de réunions de coordination. Le Canada, l'Islande, Saint-Marin et la Suisse ont également pris part à des centres de coordination. Les États tiers ont participé à 21 ECE soutenues par Eurojust, dont 11 fraîchement établies.

Coopération avec des États tiers dans un dossier de corruption

Le dossier concerne la corruption de hauts fonctionnaires en Ouzbékistan. Des sociétés étrangères ont versé des pots-de-vin pour acquérir les licences d'état permettant d'accéder au marché ouzbek des télécommunications. De grosses sommes d'argent ont été transférées sur les comptes bancaires de sociétés offshore détenues et gérées par des citoyens ouzbeks. Les sociétés offshore étaient contrôlées par le principal suspect, un haut fonctionnaire ouzbek. L'argent était ensuite transféré vers différents comptes bancaires contrôlés par le principal suspect et dépensé dans de l'immobilier et des produits de luxe.

Des enquêtes étaient menées dans plusieurs pays, notamment la Suède, les Pays-Bas, la Suisse et les États-Unis concernant des faits de corruption et/ou des délits connexes (notamment le blanchiment d'argent et la falsification de documents). D'autres pays, comme la Belgique, la France et la Norvège, collaboraient aux enquêtes.

Un dossier Eurojust a été ouvert par le bureau national suédois en janvier 2013. Depuis lors, quatre réunions de coordination ont été organisées à Eurojust. L'accent a tout d'abord été mis

sur le partage d'informations relatives à l'état d'avancement des enquêtes en cours et sur les obstacles juridiques à la collecte de preuve à l'étranger. Au cours de la quatrième réunion de coordination en mai 2017, les intervenants ont discuté des charges portées à l'encontre des entreprises dans certains pays, des questions liées à la confiscation et à la restitution des avoirs, et d'une possible situation de *ne bis in idem*. Parmi les huit pays présents à la réunion de mai, beaucoup avaient déjà ouvert leurs propres enquêtes. Cette réunion a été l'occasion de rencontrer pour la première fois des représentants ouzbeks et d'aborder avec eux et l'ensemble des autres pays présents la question du partage des avoirs. Ces progrès n'auraient pas été possibles sans la coordination des diverses enquêtes par Eurojust.

En organisant ces réunions de coordination, Eurojust a établi une plateforme propice à l'échange d'informations et au renforcement de la confiance et de la compréhension mutuelle, ce qui a entraîné une amélioration des contacts bilatéraux en dehors d'Eurojust. Environ 1 milliard 250 millions EUR d'avoirs en provenance de 12 pays ont été gelés.

Procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust

Les États tiers qui ont conclu un accord de coopération avec Eurojust peuvent détacher un procureur de liaison auprès d'Eurojust. Au cours des dernières années, la Norvège, la Suisse et les États-Unis ont détaché des procureurs de liaison auprès d'Eurojust. Plus récemment, un procureur de liaison pour le Monténégro a rejoint Eurojust. Les procureurs de liaison auprès d'Eurojust ont enregistré 148 dossiers.

Le procureur de liaison pour la Norvège a enregistré 78 dossiers, traitant principalement de trafic de drogues, d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne, de TEH et de fraude. Il a organisé 4 réunions de coordination. La Norvège a été impliquée dans 40 dossiers et a participé à 15 réunions de coordination en tant qu'État requis.

Le procureur de liaison pour la Suisse a enregistré 70 dossiers, traitant principalement de fraude, de trafic de drogues, d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne et de TEH. Il a organisé 8 réunions de coordination et 1 centre de coordination. La Suisse a été impliquée dans 114 dossiers et a participé à 24 réunions de coordination en tant qu'État requis.

Le procureur de liaison pour les États-Unis a organisé 1 réunion de coordination dans un dossier de piraterie maritime. Les États-Unis ont été impliqués dans 35 dossiers et ont participé à 16 réunions de coordination en tant qu'État requis.

Le procureur de liaison pour le Monténégro ayant pris ses fonctions en décembre, aucun dossier n'avait été enregistré à la fin de l'année. Toutefois, le Monténégro a été impliqué dans 4 dossiers Eurojust en tant qu'État requis.

Dossier FIFA

En décembre 2010, la Fédération internationale de football association (FIFA) a désigné, à l'issue de plusieurs tours de scrutin, les pays qui accueilleraient la Coupe du monde en 2018 et 2022. Les pays organisateurs pour 2026 et 2030 n'ont pas encore été sélectionnés. En parallèle, les droits médiatiques de certains pays pour les Coupes du monde de la FIFA ont été attribués jusqu'en 2030.

Après la découverte d'irrégularités dans l'attribution de certains de ces droits médiatiques, le Ministère public de la Confédération suisse a ouvert une procédure pénale en mars 2017 à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la FIFA et du directeur général de BEIN MEDIA GROUP LLC pour suspicion de corruption. En outre, l'ancien secrétaire général de la FIFA était soupçonné de gestion déloyale, de fraude et de falsification de documents.

Une réunion de coordination a été organisée en septembre 2017 par le procureur de liaison pour la Suisse, et des délégations de Grèce, d'Espagne, de France et d'Italie ont été invitées. Des procureurs du Ministère public suisse ont fait une présentation sur les avancées de l'enquête suisse et ont examiné la voie à suivre.

Deux points spécifiques ont été discutés plus en détail : (i) la synchronisation et la coordination des actions ; et (ii) le caractère extrêmement sensible de l'affaire et les actions à entreprendre, le cas échéant. L'attention des médias s'annonçait particulièrement intense. Le travail de préparation et les débats minutieux pendant la réunion de coordination ont abouti à une évaluation fiable des risques et à un engagement clair de la part des partenaires pour garantir le succès de la journée d'opérations dans le mois suivant, la coordination des actions simultanées étant confiée à un centre de coordination à Eurojust. Les contraintes opérationnelles des deux scénarios envisagés pendant la réunion de coordination ont été analysées par les pays concernés avant la journée d'opérations. Finalement, le scénario adopté la veille des opérations a été retenu, ce qui démontre la flexibilité du centre de coordination, capable de s'adapter à l'évolution de la stratégie judiciaire.

Pendant la journée d'opérations, les représentants des bureaux nationaux des pays participants se trouvaient au centre de coordination. De nombreux immeubles ont été perquisitionnés en Grèce, en Espagne, en France et en Italie, tandis qu'un suspect était entendu en Suisse.

Eurojust a joué un rôle déterminant dans la coordination des opérations communes internationales, dans la transmission et l'exécution des demandes d'entraide et dans la communication rapide entre les autorités judiciaires et policières impliquées dans la collecte d'informations opérationnelles en temps réel sur le terrain. La coordination assurée tout au long des opérations a permis de préserver des preuves essentielles tout en évitant de mettre en péril les enquêtes.

À ce stade, aucun suspect n'a été placé en détention et la présomption d'innocence continue de s'appliquer.

Points de contact Eurojust dans les États tiers

Soucieuse d'améliorer et de faciliter la coopération entre les autorités judiciaires des États membres et des États tiers, Eurojust s'efforce sans relâche d'étendre son réseau de points de contact judiciaires dans les États tiers. Un nouveau point de contact a été établi au Niger, portant à 42 le nombre d'États dans lesquels un point de contact Eurojust est en place. Eurojust travaille activement à l'amélioration de la coopération avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN) et les invite à nommer un point de contact spécifique pour Eurojust en matière de lutte contre le terrorisme.

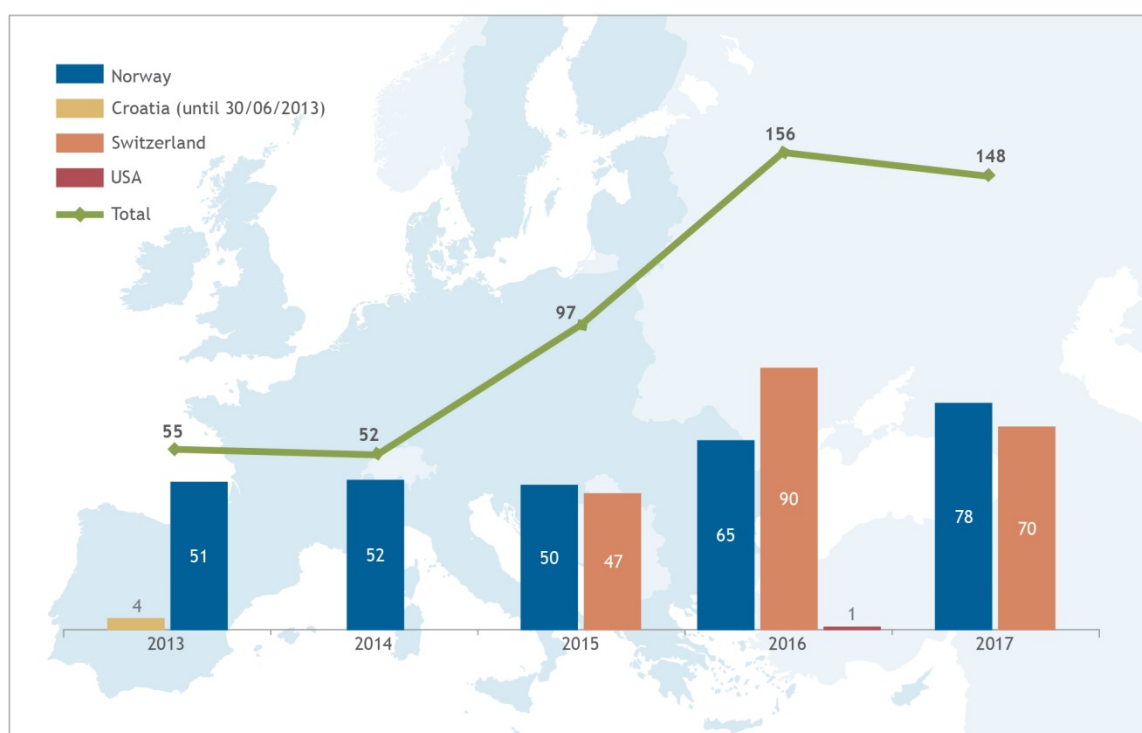
Magistrats de liaison Eurojust dans les États tiers

En 2017, le Collège a adopté la décision relative aux modalités de détachement de magistrats de liaison d'Eurojust dans les États tiers. Cette décision met en œuvre les articles 26a et 27a de la décision Eurojust du Conseil, établissant ainsi le cadre juridique indispensable pour permettre à Eurojust de détacher de tels magistrats de liaison. Elle établit, entre autres, les procédures et les critères de sélection des contrats et des fonctions, ainsi que leur classement et leur durée.

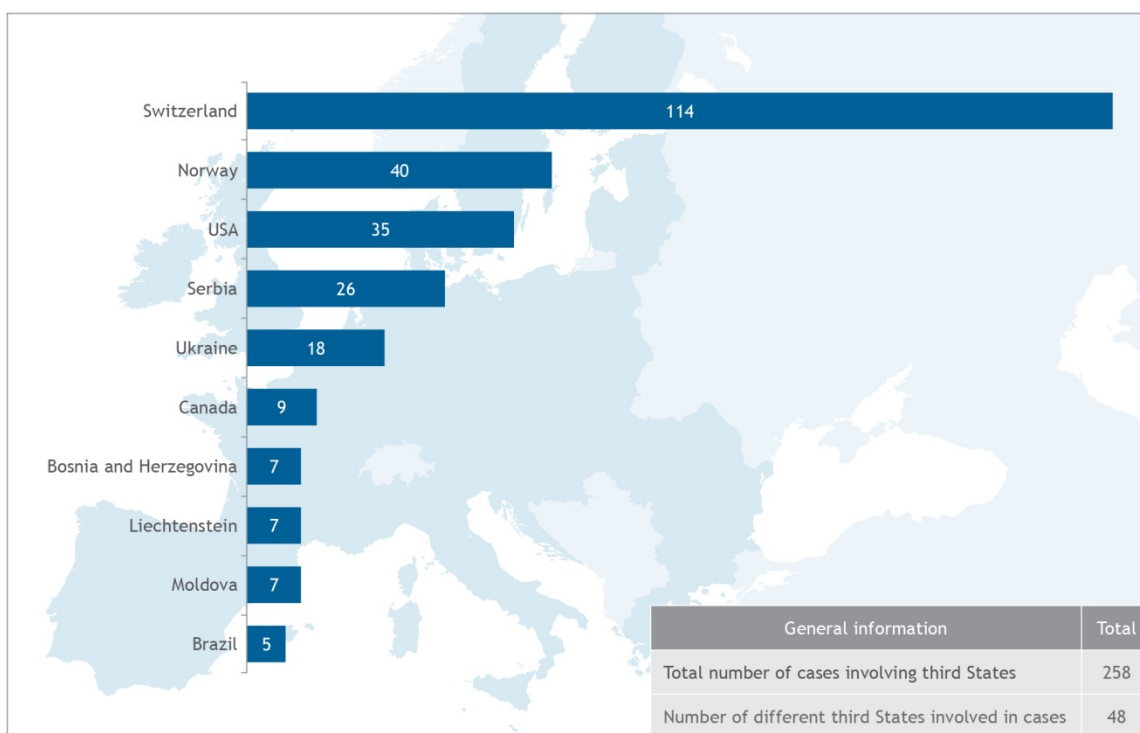
Lettre d'accord entre Eurojust et le SEAE

En octobre, Eurojust et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ont signé une lettre d'accord sur leur coopération. La lettre établit un cadre pour l'échange régulier d'informations stratégiques non opérationnelles et d'expériences, en particulier dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, de la cybercriminalité, du trafic de migrants et de la traite des êtres humains. Le SEAE soutiendra Eurojust dans ses relations avec les États tiers et tirera parti de l'expertise d'Eurojust.

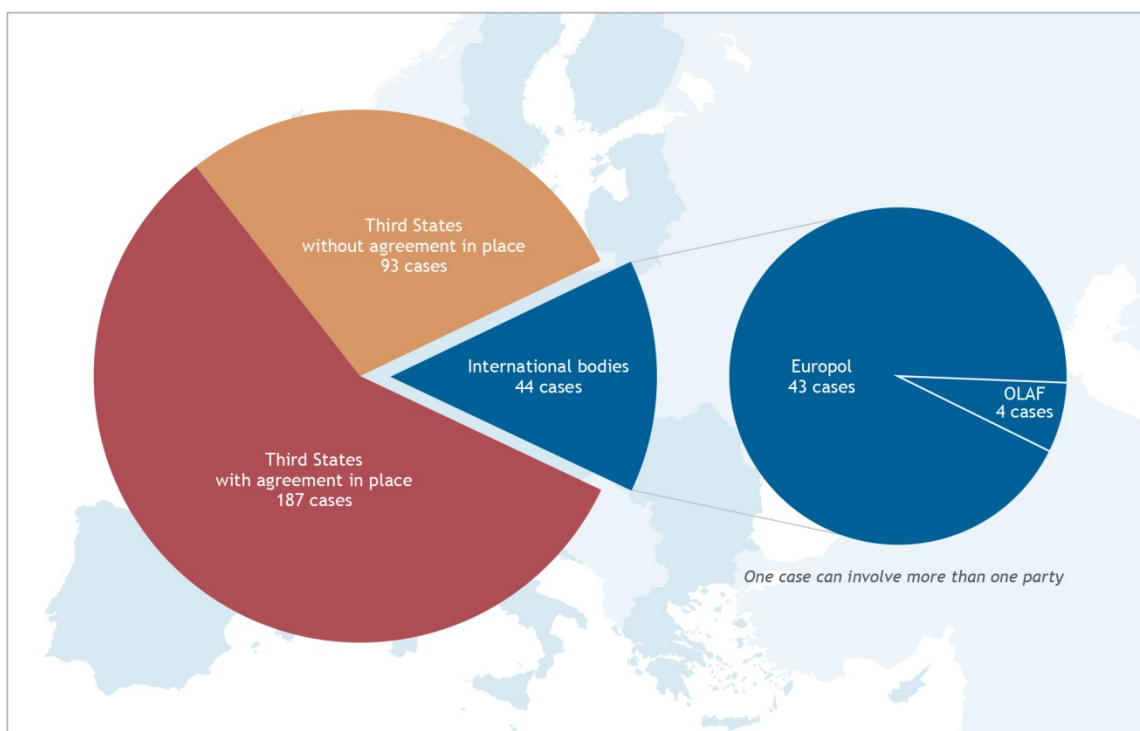
Cases by Liaison Prosecutors 2013 - 2017



Top ten third States involved in Eurojust casework



Third States, cooperation partners and international organisations involved in Eurojust casework



Projecteur sur le procureur de liaison pour la Norvège

Du nord du cercle arctique à La Haye — le récit de mes expériences

« J'ai été nommée procureur de liaison pour la Norvège auprès d'Eurojust en septembre 2016. La Norvège est le premier État à avoir signé un accord avec Eurojust, en 2005. Travailler à Eurojust est un véritable plaisir, ne serait-ce qu'en raison de la richesse des discussions, du dévouement des collègues et du véritable climat de coopération. Je me sens privilégié de faire partie de la famille Eurojust.

La reconnaissance d'Eurojust en Norvège a considérablement augmenté, comme le reflète l'évolution du nombre de dossiers ouverts : 50 en 2015, 65 en 2016 et 78 en 2017. Lorsque je parle avec mes collègues norvégiens, je les aide à comprendre quels dossiers peuvent bénéficier de l'assistance d'Eurojust. En sa qualité de représentant d'un État tiers, le procureur de liaison pour la Norvège peut organiser des réunions de coordination pour ses propres dossiers. En outre, les autorités norvégiennes sont régulièrement invitées à assister aux réunions de coordination organisées par les bureaux nationaux d'Eurojust. Au fil des ans, la Norvège a utilisé des ECE dans 10 dossiers et a reçu des fonds d'Eurojust. En 2017, pour la première fois, la Norvège a également initié deux accords d'ECE.

La Norvège appartient à la CEE et est membre de l'espace Schengen. De plus, nous avons mis en œuvre le traité d'entraide judiciaire de 2000, ce qui témoigne de notre lien étroit avec l'Union européenne et de notre capacité à reconnaître les demandes d'États membres de l'UE. La Norvège a par ailleurs signé un accord de remise avec l'Union européenne, mais il n'est pas encore entré en vigueur.

Dossier norvégien d'abus sexuel en ligne

Le 10 août, j'ai reçu de mes autorités nationales une demande d'entraide concernant des mesures d'enquête nécessaires en Roumanie. Ce dossier était particulièrement urgent, dans la mesure où il concernait une suspicion d'abus sexuel en ligne commis sur des enfants par un parent. Quelques premières mesures importantes ont été prises : un contact direct a été établi avec les autorités d'exécution en Roumanie et un plan détaillé de la première phase de l'enquête a été formulé.

La première réunion de coordination s'est tenue dans les trois semaines. La Norvège a présenté ses conclusions et la délégation roumaine a affirmé sa motivation à ouvrir une enquête sur le suspect, qui vivait en Roumanie. Un accord d'ECE a été signé le 14 septembre et la deuxième réunion de coordination a eu lieu en Roumanie le 20 septembre. Le suspect a été arrêté le jour suivant et l'enfant a été pris en charge. Ce résultat a pu être atteint seulement six semaines après la réception de la demande d'entraide à Eurojust. La coopération efficace et rapide entre les bureaux roumain et norvégien à Eurojust a joué un rôle crucial. Le but principal était de garantir la sécurité de l'enfant. L'objectif suivant était d'obtenir/saisir des preuves recevables dans les deux pays dans la mesure où deux procès auraient lieu : l'un en Norvège avec l'acheteur des services, l'autre en Roumanie avec le vendeur des services.

L'un des éléments les plus importants dans l'enquête était le recueil du témoignage des victimes. La Norvège dispose d'un nouveau modèle unique pour les auditions d'enfants en tant

que victimes/témoins. L'enfant, accompagné de ses parents ou tuteurs, est convié dans un endroit sûr (appelé la « maison des enfants »). Un enquêteur spécialement formé recueille les preuves d'une manière neutre et transparente, au cours d'un entretien seul à seul avec l'enfant. Les avocats de la victime et de la défense se trouvent dans une pièce séparée. L'avocat de la défense peut soumettre des questions supplémentaires à l'enquêteur pendant des pauses, et l'enquêteur se charge de poser celles-ci à la victime. La déclaration enregistrée en vidéo est ensuite utilisée comme preuve recevable devant le tribunal. »

Chapitre 5 Eurojust et les réseaux de praticiens

Les secrétariats du Réseau judiciaire européen (RJE), du réseau d'experts nationaux pour les ECE (Réseau ECE) et du réseau d'enquêtes et de poursuites en matière de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre (Réseau génocide) sont hébergés par Eurojust, et utilisent ses ressources. Leurs membres font partie du personnel d'Eurojust. Les secrétariats offrent leurs services aux réseaux et facilitent la coopération avec le Collège et les bureaux nationaux dans leurs domaines d'action communs. Eurojust apporte également un soutien juridique, administratif et financier au Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (EJCN) et au Forum consultatif des procureurs généraux et directeurs des poursuites des États membres de l'Union européenne (Forum consultatif).

5.1 RJE

Le [Réseau judiciaire européen](#) (RJE) est un réseau de points de contact nationaux nommés par les États membres de l'Union européenne pour faciliter la coopération judiciaire en matière pénale. Les points de contact du RJE aident les praticiens en leur offrant des conseils juridiques et pratiques et en établissant des contacts directs entre les autorités nationales compétentes. Le secrétariat du RJE a été établi à Eurojust en 2003.

Réunions Les réunions plénières du RJE ont eu lieu à Malte et à Tallinn et se sont penchées tout particulièrement sur l'application pratique de la DEE et du MAE. Les points de contact du RJE ont décrit leurs premières expériences concernant l'utilisation de la DEE pour obtenir et échanger des preuves dans les États membres. Quant au MAE, les points de contact du RJE ont discuté des conséquences de certains arrêts récents de la CJUE, notamment sur les conditions de détention. Les conclusions de ces réunions sont disponibles sur le [site du RJE](#).

Des réunions régionales du RJE ont eu lieu en Allemagne, en Lettonie, aux Pays-Bas, en Pologne, en Slovaquie et en Finlande. Les points de contact du RJE ont profité de ces réunions pour échanger leurs expériences concernant la DEE, l'accès à un avocat ou encore le gel et la confiscation d'avoirs. Des rencontres nationales ont été organisées par la Belgique et la Lituanie. Ces réunions ont réuni les points de contact du RJE et des praticiens de haut rang.

Coopération avec Eurojust Le RJE et Eurojust ont collaboré à l'introduction de la DEE dans les États membres. Une *Note sur la signification des « dispositions correspondantes » et sur le régime juridique applicable dans le cadre du retard dans la transposition de la directive relative à la décision d'enquête européenne*, publiée en tant qu'annexe II du doc. 9936/17 du Conseil, a été mise à la disposition des praticiens. En collaboration avec la Commission et l'EJCN, des lignes directrices ont été rédigées quant à la manière de compléter la DEE et de l'utiliser pour obtenir des preuves électroniques.

Le RJE et Eurojust ont poursuivi la mise en œuvre de leurs plans d'action concernant la sixième série d'évaluations mutuelles dans les États membres et ont actualisé le document conjoint [Assistance à la coopération internationale en matière pénale pour les praticiens : Réseau judiciaire européen et Eurojust. « Que peut-on faire pour vous ? »](#). Ce document commun informe les praticiens judiciaires dans les États membres de l'assistance que peuvent fournir le RJE et Eurojust. Il fournit également des précisions quant à la question de savoir si une demande d'aide doit être adressée au RJE ou à Eurojust.

Site Web du RJE Cette année, le projet principal relatif au site Web a été l'élaboration de la nouvelle version de la bibliothèque judiciaire. Cette nouvelle version permet aux utilisateurs de rechercher des documents (par ex. les instruments juridiques de l'UE) plus facilement. Le 1^{er} janvier a vu le lancement d'un outil de déclaration destiné aux points de contact du RJE. Les points de contact peuvent désormais enregistrer leurs activités, le nombre de dossiers suivis, etc. Une nouvelle section consacrée à la DEE a été créée pour faciliter l'accès aux informations sur la DEE au sein du site Web. Enfin, grâce à une nouvelle fonctionnalité, les points de contact du RJE peuvent désormais obtenir les détails de contact des membres de l'EJCN dans un espace à accès restreint du site du RJE.

5.2 Réseau ECE

Le [Réseau ECE](#) est composé de points de contact nationaux judiciaires et policiers chargés de promouvoir l'utilisation des ECE et de renforcer les échanges d'informations et de bonnes pratiques. Son secrétariat a été établi en 2011. Depuis 2013, ce dernier gère le programme de subventions établi par Eurojust pour apporter un soutien financier aux activités des ECE.

Réunion annuelle La 13^e réunion annuelle des experts nationaux pour les ECE s'est tenue à Eurojust en mai. Les experts ont abordé, entre autres sujets, les derniers développements des ECE, notamment les premières expériences avec les États-Unis et la Suisse.

À l'issue de discussions menées dans des ateliers parallèles, les participants ont reconnu la nécessité de moderniser le Réseau ECE et ont demandé au secrétariat qu'il propose des lignes directrices afin de compléter le document du Conseil sur lequel le Réseau fonde toujours ses opérations. Les experts ECE ont également étudié des pistes pour améliorer l'échange d'informations entre les partenaires au sein des ECE et ont appuyé l'idée d'un environnement opérationnel collaboratif, à explorer davantage avec Eurojust et Europol. Les [conclusions du Conseil](#) sont disponibles sur le site d'Eurojust.

Projets Le secrétariat a continué à soutenir les réunions d'évaluation et à collecter les formulaires ECE remplis par les autorités nationales, en vue de la publication de la deuxième édition du rapport d'évaluation des ECE. Ce projet d'évaluation, entrepris en collaboration avec Eurojust, intègre les faits nouveaux liés à l'expérience d'Eurojust en la matière.

En complément du projet d'évaluation des ECE, un nouveau projet a été lancé pour rassembler et analyser la jurisprudence liée aux ECE. Ce projet devrait aider à améliorer les connaissances des praticiens en ce qui concerne les questions juridiques et les défis rencontrés par les tribunaux nationaux par rapport aux ECE, et leur permettre d'anticiper et de résoudre ces difficultés sur le plan national. Le projet contribuera également à mieux faire comprendre les

systèmes juridiques nationaux et à encourager les juges à s'engager davantage sur le terrain. Les informations ont été recueillies en 2017 et seront analysées en 2018.

5.3 Réseau génocide

Le Réseau génocide assure une collaboration étroite entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites en matière de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, en échangeant des informations opérationnelles, des bonnes pratiques et des expériences. Il s'agit d'un réseau de praticiens composé d'enquêteurs, de procureurs et d'agents d'entraide judiciaire. Son secrétariat a été établi en juillet 2011.

Réunions Deux réunions plénières ont eu lieu à Eurojust. La première s'est concentrée sur les réponses des agences de l'UE face au flux migratoire et sur l'identification résultante des individus en tant que victimes, témoins et auteurs de crimes internationaux fondamentaux, ainsi que sur la coopération efficace entre les organisations non gouvernementales (ONG) et les autorités nationales. La seconde réunion s'est penchée sur les méthodologies de documentation, sur les avantages et les risques de la collaboration et sur les possibilités de support mutuel en matière de défense, d'information et de soutien aux victimes. Les conclusions des 22^e et 23^e réunions plénières sont disponibles sur le site d'Eurojust.

Deuxième journée européenne de lutte contre l'impunité La deuxième journée européenne de lutte contre l'impunité a été organisée à Bruxelles le 23 mai par la présidence maltaise, le Réseau génocide, Eurojust et la Commission. L'objectif de cet événement annuel est de susciter une prise de conscience face aux crimes les plus odieux, de promouvoir les enquêtes et les poursuites nationales et d'aborder la position et la participation des victimes dans les procédures pénales. Les conclusions ont été publiées en tant que document 9932/17 du Conseil.

Projets Le secrétariat a rédigé trois notes d'information pour les praticiens : (i) sur l'utilisation des données de sources ouvertes (en particulier celles issues des réseaux sociaux) dans les enquêtes et les poursuites de crimes de guerre relatives au conflit en Syrie et en Irak, et un recueil de la jurisprudence correspondante des instances judiciaires nationales ; (ii) sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme en matière de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre ; et (iii) sur la présentation contextuelle des faits de violence sexuelle et « sexo-spécifique » commis par l'EI en tant que génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, en faisant référence à la jurisprudence internationale existante.

5.4 EJCN

Le Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (EJCN) a été établi en 2016 pour encourager les contacts entre les praticiens spécialisés dans la résolution de problèmes liés à la cybercriminalité, à la criminalité assistée par les technologies de l'information et aux enquêtes dans le cyberspace, et pour améliorer l'efficacité des enquêtes et des poursuites dans ce type de dossiers.

Conformément aux conclusions du Conseil du 9 juin 2016, Eurojust offre son appui au réseau et assure une collaboration étroite. Entre autres, Eurojust participe au conseil d'administration de l'EJCN, accueille régulièrement des réunions du Réseau, soutient l'échange d'informations et consulte le Réseau à propos de l'évolution des orientations stratégiques et des activités d'autres parties prenantes — l'objectif étant de garantir une interaction importante entre l'expertise

d'Eurojust en coopération judiciaire internationale et l'expertise des membres de l'EJCN en matière opérationnelle et sur des sujets précis.

Réunions Deux réunions plénières ont eu lieu à Eurojust. Lors de la première réunion, le programme de travail 2017-2018 a été adopté. Les priorités qui y ont été définies sont les preuves électroniques, le chiffrement, la rétention de données et les menaces émergentes. L'[Opération Avalanche](#) a été présentée à la première réunion. Au cours de la deuxième réunion, des questions pertinentes relatives aux monnaies virtuelles et au Darkweb ont été débattues. Diverses expériences pratiques ont également été échangées, en l'occurrence en présentant l'enquête criminelle qui a conduit le 20 juillet 2017 au démantèlement de Hansa Market, une place de marché illicite sur le Darkweb.

Projets Eurojust et l'EJCN ont co-organisé et participé à un workshop consacré au chiffrement (voir section 3.1). De plus, l'EJCN a contribué, par le biais de questionnaires, aux rapports d'Eurojust sur la rétention de données et sur la « cyber-infiltration » (voir sections 2.2 et 3.2).

5.5 Forum consultatif

Le [Forum consultatif](#) a été mis en place en 2010 pour renforcer la coopération judiciaire et la confiance mutuelle entre les États membres, et pour apporter le point de vue de l'autorité judiciaire aux institutions européennes chargées de développer l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. En octobre, le Collège a adopté une politique relative aux modalités pratiques du support apporté par Eurojust à l'organisation des réunions du Forum consultatif. L'objectif poursuivi était de renforcer les pratiques de support actuelles et d'offrir de l'assistance aux personnes impliquées dans l'organisation de réunions.

Réunion conjointe La 12^e réunion du Forum consultatif s'est tenue en octobre et a été convoquée conjointement par le Procureur général d'Estonie et le Procureur général de Malte. La réunion s'est penchée sur l'utilisation des outils numériques dans les procédures pénales, sur le trafic de migrants et sur les avancées d'Eurojust dans les domaines de priorité.

Utilisation des outils numériques dans les procédures pénales En vue de la réunion, les États membres ont été invités à préciser dans quelle mesure ils autorisaient actuellement la transmission numérique des demandes d'entraide et des DEE. L'analyse des réponses à ce questionnaire montre une grande disparité. La majorité des États membres accepte des demandes par fax et/ou e-mail, parfois avec des exigences supplémentaires (par ex. une signature électronique). Toutefois, dans six États membres, la demande originale doit être transmise ultérieurement par voie postale. Après la présentation des résultats du questionnaire, les autorités estoniennes ont partagé leur expérience en matière de signatures électroniques et d'échange d'informations numériques dans les procédures pénales, indiquant que les enquêtes et les poursuites avaient gagné en rapidité et en efficacité. Bien que les États membres aient réalisé d'importants progrès dans ce domaine, les membres du Forum ont estimé que ce processus de modernisation devait être étendu à la coopération transfrontalière.

Réponse judiciaire au trafic de migrants Les membres du Forum ont dressé le bilan de la réunion sur le trafic de migrants co-organisée par les présidences maltaise et estonienne avec la collaboration d'Eurojust en juin 2017, et ont approuvé ses conclusions. En grande majorité, les participants ont reconnu que la réponse judiciaire devait s'adapter au mode opératoire des réseaux de trafic et à l'évolution constante des routes migratoires. Il paraît essentiel d'améliorer

la coopération avec les États tiers d'origine et de transit, mais aussi de s'assurer que les informations recueillies par les acteurs européens intervenant dans les États tiers puissent être transformées en preuves recevables, une fois traitées. Les autorités nationales ont été encouragées à renvoyer un plus grand nombre de dossiers vers Eurojust et à faire pleinement usage des instruments de coopération judiciaire à leur disposition, y compris les ECE.

Avancées dans les domaines de priorité et perspectives institutionnelles Eurojust a exposé les dernières évolutions dans les domaines de criminalité prioritaires : le terrorisme, la cybercriminalité, la traite des êtres humains et le trafic de migrants. Il est notamment frappant de constater l'augmentation des dossiers de terrorisme et de TEH pour lesquels le soutien d'Eurojust a été requis. Les participants ont en outre été informés des récents développements organisationnels et assurés qu'Eurojust continuerait à offrir des conseils éclairés et personnalisés dans les dossiers complexes de criminalité transfrontalière.

Les [conclusions de la réunion](#) sont disponibles sur le site d'Eurojust.

Déclaration de Mme Lavly Perling, Procureur général d'Estonie, et du Dr Peter Grech, Procureur général de Malte :

« Cette réunion illustre parfaitement la manière dont le Forum consultatif rassemble les ministères publics partout en Europe : il est convoqué conjointement par des États membres du Nord-Est et du Sud, et accueilli par Eurojust à l'Ouest. Si nous unissons nos forces par-delà les frontières nationales, nous pouvons dépasser les obstacles juridiques qui se dressent devant la réussite des poursuites et contribuer à une Europe plus sûre. »

Chapitre 6 Personnel et budget

Personnel À la fin de l'année 2017, Eurojust avait 332 agents, dont 76 Membres nationaux, députés et assistants, 202 agents temporaires, 21 agents contractuels, 17 experts nationaux détachés et 16 stagiaires.

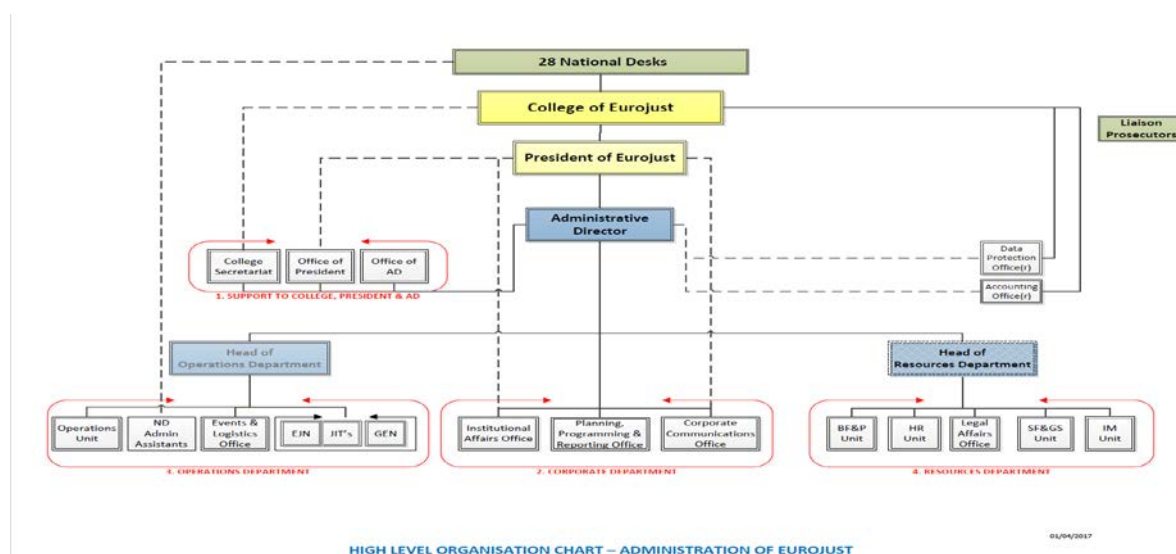
La prise en charge de 208 emplois temporaires a été autorisée à Eurojust en 2017. La commission avait proposé initialement la suppression de cinq postes dans le tableau des effectifs 2017. Toutefois, l'autorité budgétaire a attribué 10 postes supplémentaires, portant à 208 le nombre de postes d'agents temporaires autorisés — une augmentation nette de cinq postes par rapport au tableau des effectifs de 2016. Les nouveaux postes, affectés à des tâches opérationnelles, ont tous été pourvus avant la fin de 2017.

Budget Le budget initial d'Eurojust pour 2017 s'élève à 48 379 237 euros, dont un montant réservé de 11 130 000 euros alloué au projet de nouveau bâtiment. Ce budget est inférieur de neuf pour cent à celui demandé initialement par Eurojust. En raison de cette contrainte budgétaire, et pour garantir le respect de nos obligations légales et l'exécution de nos activités opérationnelles axées sur la demande, Eurojust a dépriorisé les activités non liées à des dossiers, y compris les projets TIC essentiellement administratifs/organisationnels.

Dans le courant de 2017, Eurojust a été confrontée à une hausse importante des demandes de financement d'ECE de la part des États membres et est parvenue à obtenir des crédits supplémentaires d'un montant de 310 000 euros de la Commission. Par conséquent, Eurojust a adopté un budget rectificatif de 48 689 237 euros en septembre, et a pu offrir son soutien à davantage de bénéficiaires qu'au cours des années précédentes.

Le report de livraison du nouveau bâtiment et l'excédent qui en a résulté ont atténué la pression budgétaire vers la fin de l'exercice, et un taux d'exécution du budget de 99,97 pour cent a été atteint.

Rapport d'activité annuel consolidé Le *Rapport consolidé sur l'activité annuelle* (CAAR) du directeur administratif offre une vue d'ensemble des accomplissements et de la mise en œuvre des objectifs et activités annuels, tels qu'indiqués dans le Programme de travail d'Eurojust. Le CAAR détaille l'utilisation des ressources (personnel et budget) et l'implémentation des contrôles internes et de la gestion des risques. Le CAAR et l'évaluation du collège d'Eurojust du CAAR seront soumis à l'autorité budgétaire au plus tard le 1^{er} juillet 2018.



Chapitre 7 Avancées et défis clés au niveau organisationnel

Un contexte budgétaire très strict et une pression constante sur ses ressources limitées ont incité Eurojust à optimiser l'allocation des ressources financières et humaines.

Réorganisation La mise en œuvre de la nouvelle structure opérationnelle de l'Administration a été initiée en janvier. Trois entités ont été établies : la Direction des opérations (*Operations Department*), la Direction institutionnelle (*Corporate Department*) et la Direction des ressources (*Resources Department*). La réorganisation a permis d'atteindre les objectifs suivants : (i) support renforcé au travail opérationnel du Collège et des bureaux nationaux en transférant les ressources vers l'exécution des activités opérationnelles ; (ii) mise en œuvre d'un concept plus cohérent de support opérationnel aux bureaux nationaux grâce à la mise en place d'un support interdisciplinaire/intersectoriel pour les activités opérationnelles ; (iii) amélioration du développement stratégique, de la planification et du reporting ; et (iv) meilleure communication institutionnelle.

Priorisation des orientations stratégiques S'inspirant de la priorisation entamée en 2016, l'exercice 2017 s'est fondé sur l'évaluation des énoncés de projet, avec pour principal critère de priorisation les dossiers traités par Eurojust. Le Collège a adopté les priorités et produits attendus pour 2018 et 2019 en septembre, et la méthodologie de priorisation en décembre. En voici les principes directeurs :

- approche flexible de l'affectation des ressources ;

- procédure de consultation externe pour prendre en compte les besoins des praticiens et parties prenantes ; et
- procédure d'évaluation des produits livrables.

Sous structures du Collège Le Collège a décidé de simplifier ses sous-structures préparatoires pour améliorer ses processus décisionnels et augmenter l'efficacité, et partant, rationaliser l'utilisation des ressources. Le nouveau modèle garantit une réponse institutionnelle coordonnée aux questions stratégiques et la rétention des informations et du savoir-faire opérationnels. La mise en œuvre débutera au cours du deuxième trimestre 2018.

Système de gestion des dossiers Le CMS actuel d'Eurojust, mis en place en 2004, arrive en fin de vie. Par conséquent, Eurojust a réalisé une évaluation technique et fonctionnelle du CMS à la lumière des besoins actuels de l'organisation. Cette analyse de haut niveau des fonctionnalités existantes et des améliorations possibles soutiendra une prise de décision éclairée quant aux options de réagencement du CMS. Pour améliorer le soutien opérationnel, Eurojust a approuvé une série de mesures d'harmonisation de l'entrée de données à l'échelle des bureaux nationaux. Ces mesures, associées à un examen approfondi de la qualité des données, permettront de produire des données de meilleure qualité pour soutenir les activités opérationnelles à Eurojust et dans les États membres.

Eurojust devrait jouer un rôle de plus en plus important dans le domaine stratégique plus vaste de la sécurité et de la justice.

Nouveau règlement Eurojust Le règlement rationalisera le fonctionnement et la structure d'Eurojust. Un conseil de direction, auquel participera un membre de la Commission, assistera le Collège dans ses tâches administratives. Du point de vue de la protection des données, une transition s'opérera de la supervision actuelle par l'Organe de contrôle commun d'Eurojust vers le Contrôleur européen de la protection des données. Les répercussions potentielles sur le régime de protection des données en connexion avec la refonte du règlement 45/2001 pourraient avoir une influence considérable sur le fonctionnement d'Eurojust. Le règlement Eurojust et la refonte du règlement 45/2001 devraient mener à un résultat ne créant aucun obstacle au travail opérationnel quotidien d'Eurojust, apportant la sécurité juridique nécessaire tout en assurant un niveau élevé de protection des données.

Coopération avec les principaux partenaires Eurojust et le futur PE collaboreront étroitement ; une entente de travail devrait être conclue pour régler les détails pratiques concernant, d'une part, leurs interventions en matière de protection des intérêts financiers de l'UE et, d'autre part, le soutien qu'Eurojust est susceptible d'offrir au PE. Le règlement Europol devrait aboutir à l'augmentation du flux d'informations et au renforcement de la coopération. Ainsi, des conditions et des règles communes devraient voir le jour, sur la base desquelles les demandes de financement des activités des ECE seront traitées pour garantir une saine gestion financière et un soutien efficace aux autorités nationales. Le règlement Frontex va également améliorer la coopération, laquelle sera réglementée sur la base d'une entente de travail.

Projet de l'UE sur la protection des données Le nouveau projet sur la protection des données applicable aux autorités nationales dès mai 2018 aura une incidence majeure sur le traitement des données personnelles par les États membres dans le domaine de l'application de la loi, ainsi que sur l'échange d'informations entre Eurojust et les États membres.

Stratégie européenne en matière de justice et d'affaires intérieures Les stratégies et les plans d'action de l'UE contribuent à fixer les priorités d'Eurojust et soulignent la nécessité :

- de renforcer la coopération judiciaire de première ligne et la coordination dans la lutte contre les formes graves de criminalité transfrontalière ;
- d'intensifier le partage d'informations ; et
- de tirer le meilleur parti des instruments de coopération judiciaire pour faciliter les enquêtes et les poursuites, et à terme les condamnations.

Progrès dans le domaine de la coopération judiciaire pénale Eurojust continue de jouer un rôle clé de facilitateur pour l'application d'instruments tels que le MAE et la DEE, notamment pour les tâches dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale, par exemple le projet de règlement relatif au système ECRIS-TCN et le projet de règlement sur la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation.

Coopération avec les États tiers Conformément à l'approche stratégique de renforcement de la coopération avec les États tiers envisagée par Eurojust, le nombre d'États tiers détachant un procureur de liaison auprès d'Eurojust va continuer d'augmenter. De plus, les

relations futures d'Eurojust avec le modifier.
Royaume-Uni et le Danemark vont se

Stratégie pluriannuelle 2019-2021



En mai, Eurojust a adopté la [stratégie pluriannuelle \(MAS\) 2019-2021](#). Celle-ci met l'accent sur la nécessité d'obtenir des résultats plus nombreux et plus aboutis en ce qui concerne les activités opérationnelles fondamentales d'Eurojust : (i) en offrant une assistance aux États membres (par ex. en proposant un support rapide et de qualité et en renforçant la coopération opérationnelle) ; (ii) en prodiguant des conseils fondés sur l'expérience opérationnelle (par ex. en contribuant à la politique de l'UE en matière de justice criminelle et en renforçant l'expertise stratégique) ; et (iii) en améliorant l'efficacité organisationnelle (par ex. en garantissant une structure, des processus et une communication plus efficaces). En outre, Eurojust a redéfini sa mission, « Être au service de la justice par-delà les frontières pour une Europe plus sûre » et sa vision « Eurojust est le principal partenaire de l'UE pour traduire les criminels en justice et un acteur essentiel de la construction d'un monde plus sûr ».